

Mai
2010

7

STRATÉGIE Internationale

Revue de théorie et politique marxiste révolutionnaire



*L'Europe,
nouvel épicode de
la crise mondiale*

L'EUROPE : NOUVEL ÉPICENTRE DE LA CRISE MONDIALE

SOMMAIRE

■ L'EUROPE, LA GRÈCE ET LA CRISE CAPITALISTE MONDIALE

- **La crise européenne et la lutte des travailleurs grecs.**
Un avertissement pour les prolétaires du monde entier
Déclaration de la Fraction Trotskyste – Quatrième Internationale4
- **Grève générale du 5 mai en Grèce**
Témoignage de Stavros C., militant de l'OKDE Ergatiki Pali10
- **L'Europe, nouvel épice de la crise économique mondiale**
Par Juan Chingo12

■ LUTTE DE CLASSE EN FRANCE

- **La classe ouvrière en France face à la crise capitaliste**
Bilan et perspectives de la vague de luttes de 2009-2010 et les
tâches des marxistes révolutionnaires, *par Daniela Cobet*18

TRIBUNE
LIBRE

- **Philips Dreux, histoire d'une lutte**
Combat contre les licenciements, contrôle ouvrier et trahison syndicale
Par Manuel Georget, délégué CGT Philips Dreux38

■ THÉORIE, STRATÉGIE ET PARTI

- **Quel parti pour quelle stratégie ?**
Éléments de critique des « fronts anti-libéraux » et des « partis larges
anticapitalistes », *par Claudia Cinatti*46

Stratégie Internationale est une revue publiée par les militant(e)s en France de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FTQI). La FT-QI est constituée par Classe contre Classe (CcC, Chili), Classe contre Classe (CcC, Etat espagnol), la Ligue Stratégie Révolutionnaire-Quatrième Internationaliste (LER-QI, Brésil), la Ligue Ouvrière Révolutionnaire-Quatrième Internationaliste (LOR-CI, Bolivie), la Ligue de la Révolution Socialiste (LRS, Costa Rica), la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme (LTS, Venezuela), la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme-A Contre Courant (LTS-CC, Mexique), le Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS, Argentine).

Déclaration de la Fraction Trotskyste – Quatrième Internationale

LA CRISE EUROPÉENNE ET LA LUTTE DES TRAVAILLEURS GRECS

UN AVERTISSEMENT POUR LES PROLÉTAIRES DU MONDE ENTIER

I. L'Europe, nouvel épicode de la crise capitaliste mondiale

1- Le chemin presque inexorable en direction du défaut de paiement de la dette grecque, l'explosion du problème de la dette publique en Europe, dans les pays du pourtour méditerranéen (Italie, Etat espagnol) comme au Portugal et en Irlande mais aussi dans certains pays centraux comme l'Angleterre et la France, les fortes tendances à la désintégration de la zone euro, voilà autant de preuves qui indiquent que l'Europe s'est transformé en l'épicentre de la seconde phase de la crise capitaliste mondiale.

L'annonce du « méga plan de sauvetage » a permis de gagner du temps par rapport aux dangers imminents qui planaient sur l'avenir de l'euro. Cela a également permis de gagner du temps pour les principales banques européennes, notamment allemandes et françaises, dont les portefeuilles sont remplis de bons du trésor grec mais également d'autres pays fortement endettés. Cette annonce, dont on ne connaît toujours pas avec précision les modalités de la mise en œuvre, ne résout cependant en rien les contradictions fondamentales de la zone euro touchée par la plus grande crise du capitalisme depuis les années 1930.

2- Après la récession brutale de la fin de l'année 2008 et de l'année 2009, cette seconde phase de la crise capitaliste se caractérise par la tentative des Etats d'éviter que l'effondrement antérieur ne se transforme en une dépression à travers d'énormes plans de sauvetage étatique du capital privé dans le cadre d'une contraction aiguë de leurs revenus, conséquence de l'effondrement économique. Alors que se fait sentir au niveau mondial une raréfaction de l'épargne interne des pays semi-coloniaux et dépendants et de certaines puissances impérialistes comme l'Allemagne qui au cours de la phase économique antérieure avaient financé le surendettement étasunien ou de certains pays à l'économie « florissantes » comme l'Etat espagnol, l'Irlande, l'Angleterre ou la Grèce, les nécessités actuelles gigantesques de financement des pays développés mènent à une guerre pour le financement entre pays et à une augmentation du

pois de la dette dans les pays impérialistes les plus faibles ou endettés. Cela ne leur fait pas seulement courir un risque réel de défaut de paiement, mais augmente également le coût du financement pour l'ensemble du système capitaliste.

3- La crise de surproduction mondiale n'a pas été résolue. C'est ce que démontre la surcapacité existante dans de nombreux secteurs -malgré le redémarrage économique conjoncturel- ainsi que la persistance de grands déséquilibres de l'économie internationale antérieurs à la Grande Récession de 2008-2009 qui peuvent se lire dans les tensions monétaires et commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. L'épuisement du cycle de financement facile peut être le coup de grâce de la reprise fragile et anémique de l'économie mondiale et entraîner une nouvelle récession. C'est ce que prouve l'inquiétude d'Obama qui appelé à maintes reprises Merkel au cours du week-end afin de régler une situation européenne jugée incontrôlable, ainsi que les coups de fils postérieurs à Zapatero, lui demandant instamment de mettre en œuvre le plan d'ajustement espagnol.

II. Une attaque déflationniste jamais vue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : une réalité en Grèce qui se prépare dans toute l'Europe

4- Les mesures exigées à la Grèce contre le « sauvetage » de sa dette publique constituent l'attaque déflationniste la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale : diminution du niveau de vie des travailleurs par la baisse des salaires, augmentation du chômage, ruine des petits producteurs agricoles et de la petite bourgeoisie urbaine. Le but est de liquider les conquêtes historiques des travailleurs grecs. Le plan d'ajustement et d'austérité imposé par le PASOK, le FMI et l'UE est similaire à ceux appliqués par la bourgeoisie durant les années 1930, pendant et après la Grande Dépression. Cette attaque en règle implique une baisse significative du niveau de vie, affectant principalement les travailleurs du secteur public et



les retraités. Toutefois, les travailleurs du secteur privé sont également visés par l'augmentation de la TVA alors que les garde-fous contre les licenciements sont fortement désarticulés. Moins d'un demi-siècle après sa création le PASOK a aboli toute une série de conquêtes ouvrières, les 13^e et 14^e mois, a rogné les congés payés dans le secteur public, a modifié l'âge de départ à la retraite et allongé les années de cotisation pour une pension jusqu'à 18 % inférieure pour les nouveaux retraités à partir de 2011.

5- Ces mesures réactionnaires et anti-ouvrières loin d'éviter la banqueroute du pays peuvent l'accélérer. Le brutal ajustement provoquera une profonde récession, augmentant le déficit fiscal, générant des banqueroutes et des pertes significatives liées à des recettes fiscales en baisse, un niveau élevé d'impayés des ménages alors que la Grèce est un des pays où le taux d'épargne est le moins élevé et que la culture de l'économie souterraine y est très forte. Cette situation se voit clairement dans la fragilité dans laquelle se trouvent les banques grecques qui sont témoins de fuites importantes de capitaux. Mais la faillite possible de son système bancaire advient à un moment où il n'y aurait plus de ressources disponibles pour les nationaliser ni même en garantir les dépôts. C'est en ce sens que la Grèce se rapproche chaque jour un peu plus du scénario qu'a connu l'Argentine durant la crise de 1999-2001 et qui s'est soldée par la dévaluation de la fin 2001-début 2002. Dans le cas argentin, la crise a mis trois ans pour atteindre son point culminant. Dans le cas grec, dans le cadre d'une crise historique du capitalisme mondial est loin d'être terminée, le dénouement pourrait être beaucoup plus rapide.

6- Ce que vit la Grèce n'est autre que ce que pourraient vivre les travailleurs européens et les secteurs populaires dans leur ensemble. Les premières cibles sont le Portugal et l'Etat espagnol. Lisbonne a reçu l'ordre d'avancer dans la rigueur et de stopper

ses programmes d'investissement public. Madrid a été condamné à « un gel budgétaire préventif » en contrepartie du plan de sauvetage de l'euro décidé à la dernière minute par les ministres des Finances de l'Union Européenne le dimanche 9 mai au petit matin après que Merkel a lourdement tancé le Premier Ministre espagnol. Il lui est exigé une profonde réforme du marché du travail avec plus de facilité pour les licenciements et une plus grande précarisation de la main-d'œuvre. Zapatero a répondu mercredi 12 mai par l'annonce du plus grand plan d'austérité jamais mis en œuvre depuis la fin du franquisme. Jamais au cours des crises des années 1970, 1980 et 1990 on n'avait encore osé baisser les salaires des travailleurs du secteur public de 5 %. Du temps d'Aznar, un simple gel des salaires avait été imposé. Le « chèque bébé » (allocation-naissance) a même été supprimé alors que le gouvernement espagnol annonce une réduction des dépenses sociales et d'aide au développement.

Ce sont là les cas plus aigus de la crise capitaliste européenne, mais l'offensive de l'ensemble des gouvernements de l'UE cherchant à supprimer ou diminuer des droits fondamentaux comme la retraite anticipée, la santé publique gratuite et les prestations chômage est globale.

III. La journée du 5 mai à Athènes et dans les autres villes grecques montre que l'application du plan d'ajustement ne sera pas de tout repos...

7- La massive grève générale politique du 5 mai dans les principales villes grecques et la tentative d'assaut du Parlement à Athènes montrent que l'application de ces plans draconiens ne sera pas facile pour les gouvernements des bourgeoisies européennes. Ces actions n'ont certes pas réussi à bloquer le vote du Parlement du plan les députés du PASOK et quelques

députés de droite. Elles ont cependant effrayé l'ensemble de la bourgeoisie grecque, européenne et même nord-américaine, avec un effondrement passager des indices de Wall Street, qui craint que ces actions violentes se répètent en Grèce et dans d'autres pays d'Europe si le seul avenir offert aux travailleurs et à la jeunesse est la rigueur et l'austérité.

8- Le principal obstacle à une réponse d'ensemble des masses sont les directions syndicales, bureaucratiques et réformistes. En Grèce, la Confédération Nationale des Syndicats de Grèce, GSEE, qui regroupe le secteur privé, a refusé d'appeler à la grève générale au nom du fait que le secteur privé ne serait pas fondamentalement touché par la rigueur, agissant davantage comme une courroie de transmission du gouvernement que comme représentant des intérêts des travailleurs. L'annonce du troisième plan de rigueur décidé par le gouvernement, le plus brutal, le 2 mai, a finalement obligé la GSEE à appeler à une grève générale le 5 mai aux côtés de la confédération du public, ADEDY. La crainte que la situation n'empire est une des préoccupations centrales du très conciliant secrétaire général d'ADEDY, Papaspyros. Ce dernier a déclaré que les mesures d'austérité annoncées « étaient insupportables pour la société grecque et que personne n'est en mesure de prévoir ce qui va se passer ». Montrant aussitôt néanmoins le rôle que jouent les directions syndicales dans la contention et la déviation de la mobilisation populaire, une des béquilles centrales sur laquelle s'appuie le gouvernement Papandréou, Papaspyros s'est empressé d'ajouter que « les syndicats feront tout ce qui en leur pouvoir afin que le coût des mesures d'austérité soit plus également réparti, sans avoir néanmoins la moindre intention de faire le jeu de ceux qui spéculent contre la Grèce ». On ne peut faire plus clair en termes de justification de la nécessité du plan d'austérité et d'appui aux mesures sensées aider à résoudre le déficit grec.

9- Tant la GSEE qu'ADEDY ont condamné la tentative des travailleurs d'empêcher le vote du Parlement, s'associant au chœur des réactionnaires qui accuse « les manifestants violents » de mener la Grèce au bord de la faillite. Cette orientation des directions syndicales vise à séparer l'avant-garde des masses, alors que parmi celles-ci une fraction importante soutient le plan d'ajustement, terrorisée par le scénario de banqueroute que le gouvernement brandit comme seule perspective si les Grecs ne se plient pas à la rigueur. Cependant la profondeur de la crise et l'absence d'améliorations même partielles pendant des mois ou même des années pourraient miner cette base de soutien que le gouvernement conserve depuis le début de la crise en dépit de sa politique déflationniste. Ces attaques directes contre les masses, ces nouvelles coupes budgétaires pourraient générer les conditions d'une mobilisation comparable aux

journées révolutionnaires qu'ont connues l'Argentine, la Bolivie et d'autres pays d'Amérique Latine au début des années 2000, avec cette fois la possibilité que ce soit la classe ouvrière qui occupe le devant de la scène.



IV- Contre l'austérité et la rigueur, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise : attaquons les profits de la bourgeoisie et des créanciers internationaux

10- Le plan du PASOK, du FMI et de l'UE condamne la Grèce à un énorme transfert de capitaux au profit des créanciers internationaux de la Grèce comme cela s'était déjà produit au cours de ce que l'on a appelé la « décennie perdue » en Amérique Latine dans les années 1980. Les travailleurs et le peuple grecs doivent s'opposer à ce scénario qui condamne à hypothéquer le présent et le futur de plusieurs générations en réclamant le non-paiement de la dette extérieure et le rejet de tout plan de privatisations, en exigeant la rupture avec les organismes internationaux comme le FMI et l'UE qui agissent imposent leurs diktats au peuple grec au profit des puissances impérialistes les plus fortes.

11- Le plan déflationniste de la bourgeoisie, qui va aggraver la récession et par conséquent rogner les recettes fiscales d'Athènes, générera de nouvelles secousses qui rendront inévitables la réouverture de négociations avec le FMI et l'UE. Cela impliquera très certainement la mise en œuvre d'attaques encore plus importantes que celles qu'ont connues le salariat grec jusqu'à présent, avec notamment la question de la possibilité de licenciements dans le service public ou d'en finir avec le cadre des négociations collectives. Le but sera de faire payer encore plus le coût de la crise aux travailleurs, aux jeunes et aux secteurs populaires. Les travailleurs doivent tout faire pour tenter d'arrêter cette machine infernale en défendant a contrario un programme qui s'en prenne aux profits et au patrimoine de la bourgeoisie et des politiciens corrompus qui en

sont l'expression. Le salaire ne peut être une valeur d'ajustement. C'est aux capitalistes de payer leur crise ! Pour un salaire permettant aux travailleurs et aux travailleuses de faire vivre leur famille décemment ! Non à la contre-réforme des retraites ! Face aux licenciements et à l'augmentation du chômage, il faut poser la question de la nationalisation sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie ! Pour l'expropriation immédiate des grands groupes capitalistes et des magnats grecs qui se vautrent dans le luxe tiré de la richesse produite par les travailleuses et les travailleurs.

12- Bien que le plan de sauvetage attaque centralement les conquêtes historiques des travailleurs, ces derniers ne sont pas les seules victimes du plan qui devrait être appliqué. Les petits paysans, les secteurs les plus paupérisés des classes moyennes, les jeunes des quartiers populaires, les immigrés subiront également violemment les conséquences de ces attaques. Les travailleurs en lutte doivent défendre un programme afin de gagner l'ensemble de ces secteurs et qu'ils ne tombent pas sous la coupe de la droite ou de nouvelles variantes bourgeoises qui ne manqueront pas de défendre, tirant profit de la crise, des orientations tout aussi néfastes à l'image des orientations souverainistes prônant la sortie de l'UE ou le retour à la drachme. Une rupture avec l'UE et un retour à la drachme, dans le cadre du capitalisme, ne pourraient qu'impliquer une dévaluation brutale qui donnerait le dernier coup de grâce au pouvoir d'achat des salariés, enfoncerait un peu plus encore les couches les plus pauvres des classes moyennes, et ce à travers une inflation importante ou des phénomènes d'hyper-inflation. Contre l'augmentation de la TVA annoncée par le gouvernement, il faut poser la question de l'abolition pur et simple de cet impôt injuste et la mise en place d'une imposition progressive du capital. Les banques grecques, pour leur part, alors qu'augmentaient la dette du pays à travers des prêts engagés à l'étranger, utilisaient ces mêmes fonds pour faire de juteux profits en pillant, en bons représentants d'un impérialisme de seconde zone, les petits pays des Balkans. Avec la crise le secteur bancaire grec a plombé les ressources de l'Etat pour se maintenir à flot grâce au plan de sauvetage concédé à Athènes. Ce serait maintenant aux travailleurs, qui ne sont responsables ni de leurs opérations spéculatives hasardeuses ni de la tenue de leurs affaires, de payer la note ? Il faut exiger la nationalisation du secteur bancaire, sans aucune compensation, sous contrôle des travailleurs, et ce afin de garantir l'épargne des travailleurs et des couches populaires. Il faut lutter pour que les aides aux petits paysans soient maintenues et augmentées à mesure où leurs dettes ou hypothèques contractées doivent être annulées. Il est nécessaire enfin que les jeunes et les chômeurs soient partie prenante de cette lutte en exigeant la répartition des heures de travail entre

tous et toutes dans le cadre notamment d'un grand programme de construction de logements populaires et d'infrastructures socialement utiles qui permettrait à des dizaines de milliers de jeunes d'accéder à un salaire réels, et non plus de vivre avec les quelques 700 euros grâce auxquels subsistait jusqu'à présent toute une génération, 700 euros qui sont d'ailleurs devenus 500 aujourd'hui.

13- Le gouvernement du PASOK a montré sa vraie nature, clairement anti-ouvrière et il ne fait aucun doute qu'il livrera une partie de la souveraineté nationale au FMI et à l'UE. Face à sa politique « de sang et de larmes » il faut défendre la nécessité d'un plan de lutte qui culmine en une grève générale politique jusqu'à la défaite du gouvernement Papandréou, du FMI et de l'UE. IL faut imposer que la GSEE et ADEDY rompent avec le gouvernement. Il faut également exiger que PAME, le courant syndical lié au KKE, le PC grec, cesse ses actions isolées. Le front unique ouvrier est plus que jamais nécessaire afin d'affronter les attaques du gouvernement. Cette interpellation des directions syndicales actuelles doit s'accompagner de l'organisation des travailleurs et des travailleuses dans les entreprises à travers des assemblées et des comités d'usine qui devraient viser à se coordonner au niveau régional et national. C'est-là la seule issue pour préparer un contre-pouvoir face à la domination de la classe capitaliste. Les partis de la bourgeoisie, le PASOK et Nouvelle Démocratie, les partis des deux dynasties politiques, les Papandréou et les Caramanlis, qui se sont succédé à la tête du pays, sont les partis qui ont plongé la Grèce dans l'état actuel. Seul un gouvernement des travailleurs et de la petite paysannerie est capable de sortir la Grèce du marasme actuel et de tracer une issue progressive à la crise.





V. Contre la crise de l'Europe du capital, la seule perspective réaliste est la lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe

14- La gravité de la crise actuelle met crument en lumière les contradictions de la construction européenne, à commencer par l'incapacité de l'UE à construire un super-Etat capable d'agir collectivement face aux grandes crises et de mener une politique et des opérations à l'étranger communes, y compris sur le plan militaire. La profondeur de la crise actuelle fait que la convergence d'intérêts qui marquait globalement depuis le début de la construction européenne les différentes politiques nationales -en dépit des tensions et des crises que la CEE et l'UE ont eu à traverser dans le passé- et dont le plus grand succès est le lancement et l'existence de l'euro ; cette convergence d'intérêt entre aujourd'hui en contradiction de plus en plus ouvertement avec les intérêts particuliers de chaque bourgeoisie nationale.

15- L'exemple le plus frappant de cette situation est la politique impérialiste ouvertement agressive de l'Allemagne au sein de l'UE. On assiste aujourd'hui à un tournant dans sa politique extérieure traditionnellement consensuelle ou de compromis (conséquence de sa défaite en 1945), comme on avait pu le voir dans le passé avec la signature des traités instituant la CECA en 1951 ou la CEE en 1957 et qui ont posé les bases de la construction européenne dans l'Après-guerre, jusqu'au Traité de Maastricht qui a permis la création de la monnaie unique à la suite de l'avancée qualitative qu'a signifié pour Berlin la réunification allemande. La politique extérieure allemande est alors devenue plus coercitive en cherchant à imposer ses vues. Elle a commencé à asseoir les bases d'une tendance allemande à la semi-colonisation non pas seulement des Etats

périphériques d'Europe centrale et orientale mais également des impérialismes les plus faibles de l'UE. Cette politique agressive de la puissance la plus forte d'Europe déstabilise le rapport de force actuel existant au sein de l'UE, non plus seulement entre les pays les plus forts et les plus faibles de l'Union, mais également entre les plus importants, à commencer par l'axe franco-allemand. En tirant à hue et à dia l'impérialisme allemand cherche une nouvelle forme d'expansion qui lui permette de sortir du cycle de croissance européenne de la décennie passée, désormais épuisé, basé sur le développement des capacités exportatrices de l'Allemagne en direction de ses voisins européens en échange du développement d'une bulle de l'industrie immobilière et du tourisme dans des pays comme la Grèce ou l'Espagne où les banques allemandes finançaient le développement de marchés capables d'absorber la production industrielle rhénane sans lui faire d'ombre sur le plan manufacturier. Le voyage de la chancelière Merkel à Moscou pour les célébrations du 65^e anniversaire de la victoire sur le nazisme alors que d'autres dirigeants comme Sarkozy ou Berlusconi ne pouvaient s'y rendre en raison du dossier brûlant de la crise est une démonstration éloquent de la nouvelle orientation que compte adopter le principal impérialisme européen.

16- Dans l'immédiat cette tentative allemande a eu des répercussions inattendues puisqu'elle a provoqué un chaos économique plus important encore qui menace de faire couler l'ensemble des Etats tout en affaiblissant fortement le gouvernement Merkel. C'est dans ce contexte que Berlin a accepté de mauvaise grâce la décision prise par les 27, à l'exception du Royaume-Uni, de mettre sur pied un mécanisme d'aide financière de 750 milliards d'euros afin de rétablir la confiance dans la monnaie unique. Il ne s'agit cependant en aucun cas, comme le croient certains, d'un embryon de gouvernement économique de l'UE, ce qui voudrait dire qu'une étape supplémentaire aurait été franchie en direction de la formation d'un

Etat supra-national. Non seulement la situation de potentielle insolvabilité des pays du Sud de l'UE n'a en rien changé avec ces promesses mais les effets concrets du plan vont être d'approfondir les effets déflationnistes dans l'ensemble de l'UE, notamment dans les pays les plus touchés par la crise. Les autres pays européens pourraient bien connaître à l'avenir ce qu'est en train de vivre la Grèce. Dans ce cadre, bien que le plan permette de gagner du temps, il ne résout structurellement aucun des problèmes de l'UE et de la zone euro, traversée par des déséquilibres de fonds persistants que les gouvernements refusent de voir et de résoudre. Le plan a également sans doute liquidé toute possibilité pour l'euro de concurrencer le dollar comme monnaie de réserve mondiale. Il n'est pas exclu, une fois l'orage passé –si l'orage passe– que Berlin revienne à nouveau à la charge en demandant une restructuration de la zone euro plus en accord avec ses ambitions hégémoniques qui pourrait donner lieu à une résurgence des nationalismes en Europe. Dans cette équation, la lutte de classe en Grèce et la lutte de classe en général serait une entrave à toute tentative d'avancée impérialiste de l'UE, sous sa forme actuelle ou transformée avec un poids plus important de l'Allemagne.

17- En tirant profit en dernière instance de l'impasse stratégique dans laquelle s'est retrouvée la classe ouvrière en raison du contrôle stalinien et social-démocrate sur le salariat après 1945 puis, par la suite, de la démoralisation de notre classe après la restauration néolibérale, la bourgeoisie des différents pays impérialistes d'Europe a réalisé d'importantes avancées sur la voie de la construction européenne. Les limites de leurs intérêts nationaux sur la voie de la construction continue néanmoins à persister et à être infranchissables et chaque étape successive génère de nouvelles contradictions qui s'expriment dans toute leur acuité, menaçant de mettre à bas les axes fondamentaux du projet européen à l'image de l'euro. Dans ce cadre, face au marasme dans lequel se retrouve aujourd'hui l'Europe du capital ou face aux plans réactionnaires qu'entendent mettre en place les impérialismes les plus forts et qui pourraient alimenter encore d'avantage le venin chauvin et nationaliste¹, la seule perspective réaliste est la lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe. La renaissance d'un mouvement ouvrier non contaminé par le cancer stalinien et social-démocrate –alors que les partis socialistes européens sont passés avec armes et bagages au social-libéralisme en se transformant dans de nombreux cas en partis bourgeois– rend cette perspective plus probable une

[1] Il suffit de penser par exemple à la campagne anti-grecque portée par la presse d'Outre-Rhin et reprise par nombre de politiciens allemands qui a fini par se retourner contre la chancelière Merkel comme le montre sa défaite aux élections régionales de Rhénanie du Nord.

fois que par ses luttes et ses propres expériences le salariat sera en mesure de se défaire de plusieurs décennies de carcan idéologique conservateur. C'est en ce sens qu'il est plus urgent que jamais de travailler à la construction de véritables partis révolutionnaires insérés dans la classe ouvrières et reliés à ses luttes et non pas à des raccourcis opportunistes à l'image de la Coalition de la Gauche Radicale (SYRIZA) grecque, du Bloc de Gauche portugais ou du NPA en France qui ne peuvent que mener l'avant-garde de classe à de nouvelles impasses. Echouer sur cette voie pourraient signifier que les courants d'extrême droite ultra-réactionnaires et xénophobes fassent leurs choux gras du désastre social actuel en faisant des travailleurs immigrés les boucs-émissaires de la crise.

VI. Pour la solidarité active avec les travailleurs grecs et la lutte contre les plans d'austérité de chaque gouvernement et bourgeoisie nationale impérialiste

18- La grève générale politique des travailleurs grecs contre le plan d'austérité du PASOK, du FMI et de l'UE est un symptôme des luttes à venir en Europe et dans le monde. Tous les ouvriers et les jeunes d'avant-garde doivent se solidariser activement avec les salariés grecs, le secteur le plus avancé du combat contre les plans d'austérité qui se préparent dans le reste des pays, en Europe mais pas seulement. C'est le cas également aux Etats-Unis où la croissance incontrôlée des déficits budgétaires s'est aggravée dans la première phase de la crise.

19- Les travailleurs et les jeunes d'avant-garde doivent également se préparer pour affronter leurs propres gouvernements et bourgeoisies nationales, bien que certains, à l'image de Sarkozy et ses ministres, se refusent à parler de rigueur. L'affaiblissement des principaux gouvernements impérialistes en interne sera la meilleure arme pour faire retomber la pression qu'exercent les pays centraux les plus importants sur les impérialismes de seconde catégorie comme la Grèce. Cela ne peut se faire qu'en en finissant avec le chauvinisme national et en défendant les drapeaux de l'internationalisme prolétarien. La banderole déployée sur l'Acropole et sur laquelle on pouvait lire « Peuples d'Europe, soulevez-vous ! » est un avertissement lancé non seulement aux travailleurs d'Europe mais aux travailleurs du monde entier. En effet, si l'on devait entrer dans une nouvelle phase récessive de l'économie mondiale, les bourgeoisies et leurs gouvernements n'hésiteraient pas un seul instant à attaquer salaire et emploi par le biais de plans aussi drastiques que celui que connaît la Grèce en ce moment.

GRÈVE GÉNÉRALE DU 5 MAI EN GRÈCE

TÉMOIGNAGE DE STAVROS C., MILITANT DE L'OKDE ERGATIKI PALI



Mercredi 5 mai les travailleurs grecs ont réalisé la troisième grève générale de l'année tandis que le gouvernement de George Papandréou se prépare à voter le plan d'ajustement. Dès la matinée des dizaines de milliers de manifestants se sont joints à la manifestation de masse qui a traversé le centre d'Athènes et vers midi, ils ont essayé d'interrompre la session parlementaire pour éviter le vote des mesures d'ajustement. C'est une des expressions de l'opposition ouverte d'une fraction de l'avant-garde ouvrière contre le gouvernement « socialiste » du PASOK. Dans le centre d'Athènes militarisé, des affrontements entre les manifestants et la police ont causé la mort de trois personnes. Le 1^{er} mai, des dizaines de milliers de travailleurs avaient déjà manifesté à Athènes, Salonique et d'autres villes du pays, annonçant l'état d'esprit de la grève générale. Le 4 mai, un groupe de militants du KKE déployé une banderole géante sur le Parthénon où l'on pouvait lire « Peuples d'Europe : soulevez-vous ! » et un groupe d'enseignants a interrompu un programme de télévision où était en train d'intervenir le ministre de l'Education pour dénoncer le licenciement de 17 000 travailleurs dans ce secteur. Nous publions ci-dessous l'interview de Stavros C., militant de l'organisation trotskiste grecque, OKDE-Ergatiki Pali (Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce-Lutte Ouvrière, du nom de son journal), qui participe aux mobilisations contre le plan d'ajustement¹. Il édite le mensuel « Lutte Ouvrière », consultable sur sa page internet, www.okde.gr.

Quelle a été la réaction face aux dernières mesures annoncées par le gouvernement ?

Il y a eu de nombreuses grèves et quelques appels des syndicats à une grève générale, essentiellement dans le secteur public, qui a été le plus fortement attaqué. La politique des directions syndicales a été de diviser les luttes entre les secteurs public et privé. Mais maintenant, les mesures se dirigent contre tous les travailleurs, contre l'ensemble de la classe ouvrière et c'est ça qui a créé le climat pour la grève générale que nous sommes en train de vivre aujourd'hui. Certains médias estiment qu'aujourd'hui entre 300 000 et 500 000 personnes ont manifesté. Je crois que c'est la mobilisation la plus importante que nous avons vu dans ce pays depuis les 35 dernières années. Mon impression est que les luttes vont se développer et chaque jour, plus de gens se demandent comment faire pour poursuivre la lutte sur les lieux de travail.

Quelle est la situation dans la jeunesse ?

Je crois que la situation de la jeunesse peut devenir très explosive, similaire à celle de décembre 2008,

quand la police a assassiné un jeune de 15 ans, Alexis Grigoropoulos, ou plus encore. Même si l'Université est en période d'examens, il est difficile de prévoir comment va réagir la jeunesse, mais je crois que la situation générale peut être très explosive. Il y a aussi beaucoup de jeunes qui sont dans la précarité, qui sont une nouvelle génération de travailleurs, qui n'a pas bénéficié de l'« Etat-Providence » et sont beaucoup plus disposés à affronter les attaques du patronat et de l'appareil policier.

Comment se vit la grève générale du 5 mai ?

Les ministères et les bureaux publics centraux sont totalement paralysés. Pareil pour quelques-unes des plus grandes industries. Dans les secteurs où la classe ouvrière est moins organisée, le niveau de mobilisation est un peu inférieur. Les mobilisations sont massives et ne sont pas organisées par les syndicats. Comparée aux grèves précédentes, celle du 24 février et du 11 mars, celle-ci est nettement supérieure. Dans quelques quartiers, les gens s'organisent pour aller à la manifestation et se répondre aux dures attaques du patronat.

[1] Pour consulter la page web de l'OKDE-Ergatiki Pali, www.okde.gr. Cet article est une traduction de l'interview réalisé par *La Verdad Obrera* le 5 mai 2010 et publié sur la page web internationale de la FT-QI, www.ft-ci.org

Quel est le rôle et la politique des syndicats ?

Avant de répondre à cette question, je dois faire une précision. Les syndicats en Grèce ne sont pas très importants, ils ne jouent pas un rôle central dans la forme par laquelle s'exprime la lutte de classes dans ce pays. Il y a une tradition beaucoup plus politique, c'est quelque chose qu'il faut souligner. Le second point est que la bureaucratie syndicale n'est pas très ancrée, il n'y a pas une tradition de syndicats forts et puissants, comme, par exemple, peuvent l'être la Confédération du Travail allemande. En Grèce, les syndicats sont beaucoup plus faibles, et il y a plus d'opposition syndicale des forces de gauche à l'intérieur des syndicats. C'est la raison qui explique aussi pourquoi un certain niveau de démocratie a été préservé à l'intérieur des syndicats grecs. Les directions des syndicats, essentiellement dans les grandes fédérations du transport, des télécommunications et du secteur public sont contrôlées par la fraction syndicale du PASOK. Au début de la crise, le président de la Confédération Nationale des Syndicats de Grèce (GSEE) qui regroupe le secteur privé, agissait plus comme un représentant du gouvernement que comme un syndicaliste. Par exemple, quand les premières coupes budgétaires ont été annoncées contre le secteur public, la GSEE n'a pas appelé à une grève générale commune. Il disait que c'était une attaque contre le secteur public et que le secteur privé ne se verrait pas beaucoup affecté par l'ajustement. Mais la direction de la Confédération des Syndicats du Secteur Public, ADEDY, n'avait pas non plus un plan sérieux pour s'opposer à ces mesures. Il y a une influence des courants de gauche dans les syndicats comme le cas de SYNASPISMOS (nom du parti, principalement composé d'ex-eurocommunistes, qui avec d'autres organisations de gauche, forment la coalition SYRIZA) même si nous pensons qu'ils impulsent une politique réformiste.

Pourrais-tu nous dire quelle est la composition de la gauche en Grèce ?

Dans ce que nous pourrions appeler la gauche réformiste grecque, il y a deux organisations principales, le KKE (Parti Communiste Grec), qui dit avoir des politiques pour la classe ouvrière mais qui est réformiste et essaie de séparer ses mobilisations, manifestations et actions, du reste du mouvement, et veut que sa mobilisation se transforme en voies, avec une politique électoraliste.

L'autre organisation importante est SYNASPISMOS autour de laquelle il y a une formation plus large, appelée, SYRIZA, à laquelle participent quelques partis de gauche. Eux aussi font des appels à la lutte mais en réalité, leur politique est très proche aux syndicalistes du PASOK. Dans de nombreux syndicats, ils co-dirigent avec le PASOK. Ils n'appellent pas à une généralisation de la lutte. Ils ne se font pas les porte-parole de slogans contre l'Union Européenne parce qu'ils sont en faveur de celle-ci et ont une orientation électoraliste.

Quel programme développe l'OKDE dans cette situation ?

Notre programme commence par un ensemble de revendications d'urgence, que nous appellerions un « Programme d'Urgence » qui exige le retrait des mesures du paquet d'ajustement et l'extension de la lutte jusqu'à battre le FMI et l'UE qui agissent comme des dictateurs du peuple grec. Nous sommes en train d'essayer d'impulser l'idée de la lutte généralisée pour renverser le gouvernement et aussi combattre dans les lieux de travail où nous sommes pour renverser la lutte et affronter les patrons. Nous proposons la nationalisation de la banque sans indemnisation : notre consigne centrale est l'abolition de la dette. Nous exigeons également l'interdiction des licenciements. Nous essayons de promouvoir ces slogans dans tous les lieux de travail et syndicats où nous sommes. Nous essayons aussi d'expliquer qu'il ne peut y avoir d'autre sortie de cette crise qu'une société socialiste. Cela requiert l'accumulation et l'organisation d'une force politique, une organisation marxiste révolutionnaire. Et nous essayons de combiner tous ces aspects.

Quel serait ton message pour les travailleurs d'autres parties du monde qui sont en train de te lire ?

Tout travailleur et tout jeune doit comprendre que nous sommes en train d'affronter la banqueroute d'un système qui a généré d'énormes catastrophes. Nous devons lutter pour un programme d'urgence face à la crise mais nous devons aussi ouvrir la discussion dans le mouvement ouvrier parce que le capitalisme est en crise. Il ne peut y avoir d'autre solution qu'une issue socialiste, et, bien sûr, ce socialisme n'a rien à voir avec l'expérience vécue dans les pays et régimes ex-staliniens.

L'EUROPE, NOUVEL ÉPICENTRE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Par Juan Chingo¹

L'Allemagne a pour l'instant atteint ses objectifs : Berlin a réussi à imposer à la Grèce l'offensive déflationniste la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Malgré l'ampleur de l'attaque et des mesures de « sauvetage », le plan grec ne met pas fin aux doutes quant à un éventuel défaut de paiement de sa dette extérieure. De surcroît, les menaces pesant sur la viabilité de l'euro persistent et se sont même renforcées. Le « nouveau vieux continent », pour reprendre le titre du dernier essai de Perry Anderson, s'apprête très certainement à vivre d'importantes convulsions économiques et politiques mais également des affrontements de classes décisifs.

La plus grande offensive déflationniste depuis l'Après-guerre

Les mesures exigées à la Grèce en échange du plan de « sauvetage » européen constituent la plus grande offensive déflationniste et attaque contre les conquêtes des travailleurs grecs jamais perpétrée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le plan d'ajustement et d'austérité imposé par le PASOK, le FMI et l'UE est semblable à ceux appliqués par la bourgeoisie au cours de la décennie de la Grande Dépression. Le plan va impliquer une baisse significative des conditions de vie. Cela va toucher principalement les travailleurs du secteur public ainsi que les retraités mais également les salariés du privé. Moins d'un demi-siècle après la création de leur parti, les socialistes grecs viennent de voter, entre autres, l'abolition des 13^e et 14^e mois, le rognage des congés payés. Ils promettent en revanche pour les salaires inférieurs à 3000 euros, une petite prime, une aumône, qui pourrait même être éliminée par de futurs ajustements.

Les mesures prises vont plomber encore un peu plus l'économie. Le gouvernement grec, qui n'est pas un exemple en termes de chiffres officiels, prévoit au bas mot une chute de 4% pour 2010. On ne voyait pas une récession semblable depuis la fin de la guerre civile qui a déchiré le pays entre 1944 et 1950 ou encore en 1974

(avec à l'époque une chute de 6,4% du PIB) en raison de la combinaison de plusieurs facteurs : l'impact de la crise mondiale 1973-1975 d'une part, mais également la situation politique chaotique faisant suite au coup d'Etat manqué à Chypre et l'invasion du Nord de l'île par l'armée turque ayant mené à la chute du régime des colonels alors qu'une guerre entre Grèce et Turquie semblait imminente.

La crainte que la situation n'empire est une des préoccupations centrales du très conciliant secrétaire général du syndicat du secteur public ADEDY, Spyros Papaspyros. Ce dernier a déclaré au *Financial Times* que les mesures d'austérité annoncées « étaient insupportable pour la société grecque et que personne n'est en mesure de prévoir ce qui va se passer ». Montrant aussitôt néanmoins le rôle que jouent les directions syndicales dans la contention et la déviation de la mobilisation populaire, une des béquilles centrales sur laquelle s'appuie le gouvernement Papandréou, Papaspyros s'est empressé d'ajouter que « les syndicats feront tout ce qui en leur pouvoir afin que le coût des mesures d'austérité soit plus également réparti, sans avoir néanmoins la moindre intention de faire le jeu de ceux qui spéculent contre la Grèce² ». On ne peut faire plus clair en termes de justification de la nécessité du plan d'austérité et d'appui aux mesures sensées aider à résoudre le déficit grec.

L'Allemagne a atteint ses objectifs pour l'instant au prix cependant d'une perte de légitimité au sein de l'UE et de divisions internes croissantes

Les interventions du FMI n'avaient été jusqu'à présent que le triste apanage des pays de la périphérie capitaliste. Le fait qu'un pays impérialiste de second ordre tel que la Grèce, membre de surcroît de la zone euro, ait eu recours à l'aide du Fonds montre bien la profondeur de la crise actuelle. Dans ce cadre, en dépit de sa perte de légitimité au sein de l'UE et des critiques formulées par le vieil establishment allemand comme l'ancien chancelier Helmut Kohl ou l'ancien président Roman Herzog, Berlin a réussi pour l'instant

[1] Traduction de l'espagnol de J. Chingo, « Europa, nuevo epicentro de la crisis económica mundial », publié sur la page web de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale, www.ft-ci.org, le 05/05/2010.

[2] «Greek civil servants stage strike», *Financial Times*, 04/05/2010

à imposer ses vues.

L'ampleur de l'offensive est un message clair à l'égard des mesures draconiennes que les différents gouvernements des pays du Sud de l'Europe auront à mettre en œuvre afin d'éviter l'extension de la crise grecque. Il leur faudra opérer des coupes drastiques dans les dépenses publiques ainsi qu'un grand nettoyage de capitaux s'ils ne souhaitent pas connaître le calvaire vécu par Athènes³. Si l'on croit les dernières déclarations de la chancelière allemande Angela Merkel au journal allemand à grand tirage *Bild am Sonntag* « tous les experts sont persuadés que le Portugal, l'Espagne et l'Irlande sont en bien meilleure santé que la Grèce. Ces pays peuvent constater que le chemin qu'Athènes est en train de parcourir aux côtés du FMI est loin d'être facile. Aussi, ils vont faire tout leur possible afin d'éviter de se retrouver dans la même situation et ont déjà annoncé quels seraient leurs plans d'ajustement⁴ ».

L'opération « d'aide » à la Grèce va se réaliser en douze tranches au cours des trois prochaines années. Les versements périodiques seront soumis à des conditions extrêmement dures. Chaque trimestre, les institutions européennes ainsi que le FMI examineront les avancées réalisées par Athènes. L'Allemagne espère tout particulièrement que la Grèce respectera le plan d'austérité « dans ses moindres détails » selon le ministre allemand de l'Economie Rainer Brüder⁵.

La nécessité de la mise en place d'un sévère plan d'ajustement a été la condition sine qua non posée par Berlin pour que la Grèce puisse recourir au plan de « sauvetage ». Berlin a également imposé la participation du FMI, la seule organisation ayant une quelconque expérience dans l'application des thérapies de choc impopulaires à l'image de ce qui s'était fait au cours de la crise asiatique de 1997-1998 mais également en Amérique latine à maintes reprises. Tout ceci montre bien qui décide en Europe. On a pu en voir la preuve pathétique dans la visite des dirigeants de la BCE et du FMI, tous deux Français d'ailleurs. Il était assez comique de voir Jean-Claude Trichet et Dominique Strauss-Kahn mercredi 28 avril supplier Merkel et la commission Finances du Bundestag de bien vouloir intervenir afin de sauver

l'union monétaire⁶. La crise grecque fait affleurer un certain nombre de contradictions de manière patente. Comme le titre le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, « les grands pays sont redevenus les chefs », la crise grecque laissant apparaître « une nouvelle réalité géopolitique au sein de l'UE. Après une longue période de grande influence de la Commission Européenne, ceux qui dirigent désormais sont les pays eux-mêmes. C'est-à-dire les grands pays ». Dans le contexte de crise actuelle, « celui qui pilote, c'est un ministre national », à savoir Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances. « Il se cache, poursuit le *NRC Handelsblad*, derrière le FMI et la BCE, mais le rôle de ces deux organisations n'est que de régler les détails techniques des réformes et des restrictions budgétaires dictées par Schäuble et que les Grecs sont contraints d'accepter⁷ ».

L'Allemagne s'achemine vers la mise en place d'une politique ouvertement impérialiste au sein de l'UE. On assiste aujourd'hui à un tournant dans sa politique extérieure traditionnellement consensuelle ou de compromis (conséquence de sa défaite en 1945), comme on avait pu le voir dans le passé avec la signature des traités instituant la CECA en 1951 ou la CEE en 1957 et qui ont posé les bases de la construction européenne dans l'Après-guerre, jusqu'au Traité de Maastricht qui a permis la création de la monnaie unique à la suite de l'avancée qualitative qu'a signifié pour Berlin la réunification allemande. La politique extérieure allemande est alors devenue plus coercitive en cherchant à imposer ses vues. Elle a commencé à asseoir les bases d'une tendance allemande à la semi-colonisation non pas seulement des Etats périphériques d'Europe centrale et orientale mais également des impérialismes les plus faibles de l'UE. Cette politique agressive de la puissance la plus forte d'Europe déstabilise le rapport de force actuel existant au sein de l'UE, non plus seulement entre les pays les plus forts et les plus faibles de l'Union, mais également entre les plus importants. L'axe franco-allemand continue à durer bien que Paris occupe une place toujours plus subordonnée par rapport à Berlin, devant consentir à ce que l'Allemagne impose ses vues comme l'a montrée la participation du FMI au plan de « sauvetage » à laquelle s'opposait Sarkozy dans un premier temps.

Ce tournant est une preuve de la puissance allemande, Etat le plus peuplé d'Europe depuis la réunification, avec l'avancée politique et géopolitique que cela a

[3] Bien que l'accent soit mis sur les impérialismes les plus faibles d'Europe, les plans d'austérité ont été annoncés sur l'ensemble du continent comme en témoignent le projet de réforme des retraites en France et les mesures drastiques de réduction du déficit que prépare le prochain gouvernement britannique à la suite des élections du 6 mai.

[4] «La crise grecque va inciter Madrid, Lisbonne et Dublin à économiser, selon Merkel», *Le Monde*, 02/05/2010.

[5] «La Grèce sera étroitement surveillée en contrepartie d'une aide exceptionnelle», *Le Figaro*, 03/05/2010.

[6] Le 28 la crise s'est entendue au-delà la Grèce, avec la chute brutale des bons du trésor des pays du Sud de l'UE et la menace d'extension de cette situation aux Landesbanken allemands qui fini par décider Berlin à intervenir et à appuyer le plan de « sauvetage ».

[7] «Grote landen zijn weer de baas», *NRC Handelsblad*, 03/05/2010.

signifié. Mais c'est également un symptôme de sa faiblesse. Cette faiblesse réside dans le tournant droitier adopté sur le terrain économique, conséquence de la chute du taux de profit allemand depuis la fin des années 1970 et qui a été partiellement rétabli par le biais d'une augmentation du taux d'exploitation et le rétrécissement de son marché intérieur. Cela empêche aujourd'hui, pour ne prendre que deux exemples, toute sortie de crise pour l'Espagne ou la Grèce, en grande partie débiteurs de Berlin, à travers l'exportation en direction du marché allemand.

Mais à travers cette crise l'Allemagne semble internationaliser sa politique d'ajustement exigée par l'état de délabrement des finances de ses Länder à l'image de celui de Berlin, Brême ou de Saxe-Anhalt. Pour se faire une idée, il suffit de songer qu'il s'agit-là de Länder dont le niveau d'endettement par rapport à leur PIB est parfois quatre ou six fois supérieur à celui de la Californie. Le même genre de problème se pose pour les villes allemandes. En Rhénanie du Nord par exemple, des villes comme Bochum, Dortmund, Essen ou Duisburg, toutes synonymes au niveau international de la prestigieuse industrie lourde allemande, sont des villes ravagées par le chômage devant faire face à une hausse de leurs dépenses sociales dans le cadre d'une baisse de leurs revenus fiscaux. Le Bundestag a mis un holà à l'endettement des Länder auxquels font appel les villes en crise. Le Parlement allemand souhaite une consolidation des finances et la mise en place d'ajustements fiscaux au niveau local et régional au cours des prochaines années. C'est dans ce contexte d'application de mesures d'austérité internes à l'Allemagne que Berlin entend discipliner la Grèce.

D'une certaine manière, bien que l'Allemagne continue à être une puissance exportatrice, le tournant conservateur allemand sur le terrain économique ressemble de plus en plus sur le plan financier au virage opéré par les Etats-Unis de Reagan dans les années 1980 qui avait conduit Washington à mener une politique de pillage en bonne et due forme de l'Amérique latine. Berlin néanmoins ne peut se prévaloir des attributs américains de l'époque, puissance hégémonique au niveau mondial, avec par exemple l'instrumentalisation du Plan Brady afin de sortir de la crise de la dette latino-américaine dans les années 1980. En tirant à hue et à dia l'impérialisme allemand cherche une nouvelle forme d'expansion qui lui permette de sortir du cycle de croissance européenne de la décennie passée, désormais épuisé, basé sur le développement des capacités exportatrices de l'Allemagne en direction de ses voisins européens en échange du développement d'une bulle de l'industrie immobilière et du tourisme dans des pays comme la Grèce ou l'Espagne où les banques allemandes finançaient le développement de marchés capables

d'absorber la production industrielle rhénane sans lui faire d'ombre sur le plan manufacturier dans le cadre d'une crise de surproduction au niveau mondial. Le résultat du pari de Berlin est incertain. Il implique en effet une restructuration à échelle européenne et pourrait engendrer une nouvelle montée de nationalismes au sein de l'UE, en isolant l'Allemagne du reste de l'Europe, mais également provoquer un effondrement économique qui toucheraient l'ensemble des pays tout en générant une vague de combats décisifs entre classes à l'image de ce que l'on voit déjà à l'œuvre en Grèce.

La crise grecque est loin d'être finie

Bien que le plan de « sauvetage » protège la Grèce d'une banqueroute immédiate la crise de la dette grecque est loin d'être finie. Un défaut de paiement semble même être l'hypothèse la plus probable dans les prochains mois ou prochaines années. Wolfgang Münchau, éditorialiste du *Financial Times*, spécialiste de questions européennes, est certes un peu plus optimiste que la semaine dernière lorsqu'il voyait l'imminence d'un « *Acropolis Now*⁸ ». Il affirme néanmoins sans ambages que « malgré son accord dans la mise en place d'un plan d'une sévérité extrême la Grèce ne pourra pas sans sortir sans une restructuration ou annulation partielle de sa dette. J'imagine bien pourquoi ni le FMI ni l'UE n'ont voulu aborder cette épineuse question. Cela n'aurait fait que prolonger les négociations, et au beau milieu d'une crise aiguë des marchés, il faut faire très attention aux effets d'annonce. Il faudra néanmoins bien en arriver à une restructuration de la dette grecque puisque le rapport dette/PIB de la Grèce va augmenter de 125%, son niveau actuel, à 140-150%, au cours de la période d'ajustement à venir. Sans une restructuration de sa dette, la Grèce deviendrait un pays épuisé, sans oxygène⁹ ». Pour le dire en d'autres termes, bien que le plan de « sauvetage » soit le plan le plus important jamais mis sur pied jusqu'à présent avec des taux de remboursement inférieurs à ceux des marchés, ces taux sont néanmoins encore trop usuriers et le montant de l'aide insuffisant pour couvrir l'augmentation prévue de la dette. C'est d'ailleurs ce qu'a annoncé le ministre de l'Economie grec le 4 mai, rendant les marchés encore un peu plus nerveux.

L'élément central néanmoins est que le corrélat du plan

[8] Il s'agit de la couverture de l'hebdomadaire *The Economist* du 29/04/10, en référence au film de Francis Ford Coppola, *Apocalypse Now*, sur la guerre du Vietnam et ses conséquences catastrophiques.

[9] « Europe's choice is to integrate or disintegrate », *Financial Times*, 02/05/2010.



d'ajustement brutal mis en œuvre sera une récession tout aussi brutale. Cette dernière sera certainement bien supérieure à ce que prévoit Athènes jusqu'en 2012, et risque d'augmenter encore plus le déficit, de générer des faillites à la chaîne et des pertes significatives liées à des recettes fiscales en baisse, un niveau élevé d'impayés des ménages alors que la Grèce est un des pays où le taux d'épargne est le moins élevé et que la culture de l'économie souterraine y est très forte. Cette situation se voit clairement dans la fragilité dans laquelle se trouvent les banques grecques qui sont témoins de fuites importantes de capitaux¹⁰. Mais la faillite possible de son système bancaire advient à un moment où il n'y aurait plus de ressources disponibles pour les nationaliser ni même en garantir les dépôts. L'apport de 10 milliards du plan FMI-UE destiné aux banques grecques n'est de ce point de vue qu'une goutte d'eau dans l'océan de difficultés qui pourrait surgir. L'évolution de cette situation sera un élément clé dans le processus d'ajustement.

Comme nous l'avons déjà dit la Grèce ressemble de plus en plus au scénario qu'a vécu l'Argentine au cours de la crise 1999-2001 et qui s'est soldé par un défaut de paiement désordonné et une dévaluation du peso fin 2001-début 2002. Dans le cas argentin la crise a mis trois ans avant d'atteindre son point culminant, sans même parler des problèmes engendrés par les mesures d'ajustement. Bien que le gouvernement grec dispose aujourd'hui d'une majorité au Parlement pour faire passer le plan UE-FMI, il existe un certain nombre de dissensions au sein du PASOK et entre

le gouvernement et le principal parti d'opposition, Nouvelle Démocratie. La droite a d'ailleurs annoncé mardi soir l'opposition du parti à l'adoption du plan, faisant voler en éclat toute perspective de consensus parlementaire dans l'adoption des contre-réformes. Parallèlement, la rue grecque semble répondre aux attaques par une mobilisation qualitativement supérieure par rapport à celle des derniers mois. C'est notamment ce que démontre la grève générale du 5 mai. Si l'on tient compte du fait que le FMI parle d'un processus d'ajustement qui pourrait durer dix ans, les perspectives pour la classe dominante grecque et européenne semblent loin d'être paisibles. Si la crise et la mobilisation croissante des masses se poursuivaient, Papandréou pourrait bien connaître le même sort que Fernando De La Rúa, le président argentin renversé à la suite des journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre 2001.

Ce qui est clair dans ce contexte c'est que les annonces du 2 mai ne marquent en aucun cas la fin de la crise de la dette grecque et ne représentent pas même un tournant dans cette même crise. Certains semblent même penser que cela n'a même pas vraiment permis à Athènes de gagner du temps. Bien au contraire, de nouvelles oscillations des marchés, plus fortes que celles vécues ces derniers jours, feront que les négociations pourraient être rouvertes et que les attaques pourraient même être renforcées. On parle même de la possibilité de licencier les fonctionnaires, mais de telles mesures ne pourront être évitées que si l'action des masses ouvrières et populaires est capable de mettre en échec le plan d'austérité du gouvernement socialiste. D'ailleurs, comme tout plan du FMI, le programme appliqué à la Grèce traite des problèmes de liquidité plus que des problèmes de solvabilité. Cela condamne la Grèce à un transfert de ses revenus en direction de ses créanciers à l'image de ce qui s'est passé au cours de la « décennie perdue » vécue par l'Amérique latine dans les années 1980. Les travailleurs et le peuple grecs ne peuvent que s'opposer au scénario ignoble auquel veut les condamner le gouvernement Papandréou avec l'aval du FMI et de l'UE.

[10] La BCE a adopté une décision le 3 mai sans précédents dans son histoire : l'achat de titre de la dette grecque tenant lieu de garantie collatérale des prêts concédés aux institutions helléniques. Jusqu'à présent la BCE exigeait une qualification satisfaisante de la dette par les agences de notation de manière à ce que cela serve de garantie. La décision de la BCE est donc un soutien décisif au système bancaire grec. Ce dernier pourrait bénéficier des prêts de la BCE à des taux extrêmement bas, autour de 1%, en offrant en contrepartie comme garantie des titres de la dette grecque, même si certains sont désormais qualifiés de « junk bonds » (ou « titres poubelle »). Les marchés ont cependant analysé cette décision comme un symptôme de la gravité dans laquelle se trouve un certain nombre de banques grecques en situation de faillite, de nombreuses banques grecques ayant été rachetées ou étant des filiales d'établissement bancaires européens.



La perspective d'une désintégration monétaire de l'UE continue à planer à l'horizon

Si le plan de « sauvetage » n'a pas mis un holà à la contagion de la crise de la dette grecque en direction d'autres pays du Sud de l'Europe —c'est ce qu'ont montré l'augmentation du risque pays ces derniers jours ainsi que les chutes boursières, notamment celle du mardi 4-, l'euro n'a pas non plus cessé de chuter par rapport au dollar. Cela ouvre un certain nombre de questions quant à la capacité de l'euro de continuer à agir comme monnaie de réserve.

Cela ne fait aucun doute qu'il y ait des éléments de panique et de spéculation dans la contagion des marchés de la semaine dernière. Les difficultés auxquelles ont à faire face ceux que la presse financière appelle avec mépris les PIGS, dans le cas du Portugal, de l'Irlande et de l'Espagne, sont certes moins graves que celles qu'affronte actuellement la Grèce. Elles ont néanmoins une base structurelle commune. Les nécessités de financement de ces pays, soit la somme cumulée des remboursements de dette arrivant à échéance et des déficits budgétaires pour les trois prochaines années représentent près de 2.000 milliards de dollars. Il leur faut disposer, ne serait-ce que pour 2010, de 600 milliards de dollars. Bien que certains de ces pays puissent avoir un rapport dette/PIB acceptable à l'image de l'Etat espagnol, ils font tous face à d'énormes problèmes structurels. Ils ne sont aucunement compétitifs par rapport à l'Allemagne, font face à des déficits budgétaires importants (à l'exception relative de l'Italie), et ont un taux de chômage élevé.

Si l'on prend le plus important des pays du Sud de l'UE, l'Italie, Rome a vu au cours de la décennie passée se réduire considérablement tant son taux de productivité que sa part dans le marché mondial. Sa croissance a stagné et continue à être en dessous de la moyenne européenne et le niveau d'investissement y est particulièrement bas. En 2009 l'économie a connu une croissance annuelle négative de 3%, avec une inflation de l'ordre de 1,5% et un taux de chômage qui avoisine les 8%. De plus, la dette publique italienne devrait s'élever cette année à près de 118% du PIB. L'Italie souffre de problèmes structurels qui vont d'un secteur public inefficace à une absence de libéralisation de certaines pratiques commerciales et professionnelles en passant par un poids important de la petite production à faible productivité, le tout plombé par une corruption quasi endémique. Tout ceci fait que l'Italie soit un des pays les moins attractifs

pour faire des affaires selon la Banque Mondiale¹¹.

Dans les PIGS ou assimilés, la capacité de croissance est limitée par les mesures d'austérité exigées par les investisseurs et les institutions internationales afin de réduire les déficits. Ne pouvant avoir recours aux instruments inflationnistes afin de réduire leur niveau d'endettement en raison de leur appartenance à la zone euro et avec des possibilités de croissance incertaines, les marchés parient donc sur une restructuration et/ou un défaut de paiement de la dette de ces pays comme étant le scénario le plus probable à moyen terme. Il sera extrêmement complexe d'éviter le défaut de paiement dans ces pays. Les crises de la dette aiguës vécues par les au cours des dernières décennies a essentiellement concernés les pays semi-coloniaux. Aujourd'hui, la crise de la dette frappe le cœur-même des pays impérialistes, comme les PIGS ou encore, comme le prévoient certains, le Royaume-Uni. Les niveaux de dette sont importants et le sauvetage que devraient opérer les organismes internationaux sont impossibles à mettre en œuvre, du moins en tenant compte du niveau actuel de capitalisation des institutions comme le FMI qui dispose depuis son élargissement spectaculaire d'un fonds de sauvetage de 700 milliards de dollars. Si un risque de défaut de paiement devait advenir en Espagne ou en Italie, Madrid ou Rome ne pourraient être soutenus que par les pays centraux de la zone Euro comme la France ou l'Allemagne, ce qui se traduirait par une augmentation des rendements des bons du trésor allemands mais également par un affaiblissement de l'euro. Cela est dû au fait que le poids de non-paiement des PIGS serait absorbé par le noyau dur de la zone euro, ce qui pourrait être sanctionné par les marchés. De fait, le mouvement ordonné de l'euro vers le dollar que nous commentons *supra* pourrait être le signe avant-coureur de cette situation.

Mais la mise en place d'un méga-sauvetage de ce type est hautement improbable comme le démontrent les conséquences du « sauvetage » de la Grèce. Contre toute attente, les marchés ont continué à chuter car d'un côté certains spécialistes estiment qu'à la suite de cette opération il y a moins de capitaux pour couvrir de futures crises « à la grecque ». D'un autre côté, la généralisation de ce genre d'opérations sont politiquement insoutenables pour des pays comme l'Allemagne, ce qui augmente plus encore la vulnérabilité de la zone euro.

[11] Le seul point positif au tableau, le fait que le niveau d'endettement des Italiens soit relativement bas alors que l'épargne privée est plus importante que dans le reste des pays d'Europe, un pourcentage élevée de la dette italienne se trouvant d'ailleurs aux mains des Italiens, le secteur bancaire se trouvant dans une situation acceptable selon le *Financial Times*.

Une alternative à ce scénario déflationniste et de croissance du poids des dettes serait que la BCE commence à monétiser les déficits de la zone euro à travers une politique expansive d'acquisition des actifs. Cela provoquerait une forte baisse de l'euro, ce qui aiderait le secteur exportateur et diminuerait la dette réelle. Cette politique, cependant, entre en contradiction avec la stratégie qui régit jusqu'à présent les statuts mêmes de la BCE, la stabilité des prix comme seul objectif. De plus, un processus inflationniste de 4 ou 5% par exemple sur les prochaines années requerrait l'accord de Berlin, ce qui est aujourd'hui difficilement imaginable. Il semble enfin hors de question d'envisager une quelconque politique paneuropéenne d'exportation de la crise par le biais d'un euro faible ou à travers une politique de déflation compétitive. Cela ne ferait qu'aggraver non la situation déjà tendue de surproduction au niveau mondial alors que les Etats-Unis entendent relancer leur économie par le biais d'une dépréciation du dollar par rapport au yuan chinois. La dévaluation de l'euro aurait un impact énorme sur une telle orientation.

Mais ce qui caractérise tant la sortie de crise par la voie déflationniste qu'inflationniste, c'est que l'UE est très mal préparée pour défendre sa monnaie et agir face à la crise à la différence de pays impérialistes comme les Etats-Unis. L'acuité de la crise met crument en lumière les contradictions de la construction européenne, à commencer par l'incapacité de l'UE à construire un super-Etat capable d'agir collectivement face aux grandes crises et de mener une politique et des opérations à l'étranger communes, y compris sur le plan militaire. La gravité de la crise actuelle fait que la convergence d'intérêts qui marquait globalement depuis le début de la construction européenne les différentes politiques nationales -en dépit des tensions et des crises que la CEE et l'UE ont eu à traverser dans le passé- et dont le plus grand succès est le lancement et l'existence de l'euro ; cette convergence d'intérêt entre aujourd'hui en contradiction de plus en plus ouvertement avec les intérêts particuliers de chaque bourgeoisie nationale qui dans la crise actuelle priorise le sauvetage de leurs propres banques endettées. La bourgeoisie européenne se trouve dans la même situation que la Banque centrale américaine avant le point culminant de la crise : si elle avance vers un nouveau « sauvetage » de la Grèce, cela pourrait augmenter l'exposition et la crédibilité financière des pays les plus forts ; mais si elle laisse tomber Athènes, cela pourrait être le début d'une crise à la Lehmann Brothers au sein de l'UE qui pourrait couler tous les pays.

Dans ce cadre, bien que minoritaires et peu liés aux secteurs les plus concentrés de l'establishment politique et financier, certains économistes, envisagent la formation d'une « zone mark » autour du noyau dur

des membres actuels les plus puissants de l'UE, ce qui donnerait un coup de grâce au projet européen. Aucun secteur de la bourgeoisie n'envisage pour l'instant sérieusement un tel scénario qui pourrait s'avérer être extrêmement traumatique. Mais seuls les intellectuels les plus formalistes et superficiels peuvent écarter, dans la situation actuelle, les scénarios extrêmes que pourraient entraîner la crise, comme par exemple la sortie de la Grèce ou d'un autre pays européen du pourtour méditerranéen de la zone euro -en dépit du chaos que cela entraînerait- ou encore de penser que Berlin pourrait refuser de porter le lourd fardeau consistant à continuer à aider les pays les plus faibles. Mais sans remonter plus loin que la semaine dernière, qui aurait pu imaginer un « sauvetage » conjoint de l'UE et du FMI et l'offensive déflationniste sans précédent menée en Grèce ? La crise européenne pourrait être en train d'entrer dans une phase constituée de coups de théâtre incertains et inattendus parmi lesquels les affrontements entre classes, dans un cadre économique et politique convulsé, pourraient être de plus en plus fréquent.

Les implications de la crise européenne pourrait avoir des répercussions au niveau mondial. Elle pourrait saper les bases de la timide reprise en cours en raison du tournant déflationniste qu'implique la crise européenne et le frein que le gouvernement chinois essaie de mettre aux prêts bancaires et à la spéculation immobilière et boursière, deux éléments qui ont d'ailleurs déjà fait plonger les places boursières internationales. La chute vertigineuse de la devise européenne par rapport au dollar permet certes aux Etats-Unis de tirer profit des difficultés européennes -et ce alors que le financement du déficit budgétaire américain est de plus en plus complexe-. Mais d'un autre côté, si la politique de l'euro faible se poursuivait en donnant naissance à une politique protectionniste paneuropéenne d'exportation de sa crise par le biais d'un euro bon marché (politique de déflation compétitive) comme solution de la dernière chance face à la crise, cela aggraverait la situation déjà très problématique de surproduction au niveau mondial. Les préoccupations de Geithner, secrétaire américain au Trésor, par rapport au « sauvetage » de la Grèce, montrent bien que personne ne n'a réellement à tirer profit d'une aggravation de la crise capitaliste en Europe. C'est d'autant plus le cas lorsque l'on sait que l'élément déclencheur de cette nouvelle phase de la crise est les déficits publics, ce qui rend la position des Etats-Unis encore plus délicate. En dernière instance, la crise grecque pourrait être les prolégomènes d'une nouvelle crise aux Etats-Unis dont l'endettement public et la dette sont, en termes relatifs et absolus, les plus élevés du monde.

05/05/2010.

LA CLASSE OUVRIÈRE EN FRANCE FACE À LA CRISE CAPITALISTE

BILAN ET PERSPECTIVES DE LA VAGUE DE LUTTES DE 2009-2010 ET LES TÂCHES DES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Par Daniela Cobet

1. Antécédents de la vague actuelle de luttes ouvrières

1995 ouvre un nouveau cycle de luttes



Les travailleurs en France ont fait partis des premiers bataillons de la classe ouvrière mondiale à répondre à la "Restauration bourgeoise"¹ qu'a représenté le néo-libéralisme ; à la suite du reflux de la poussée ouvrière et populaire au niveau mondial qui a coïncidé à ses débuts avec les événements français de Mai 1968 et s'est refermée avec la défaite de la révolution polonaise en 1981.

La grève de 22 jours des travailleurs du public de novembre-décembre 1995 forçant Juppé à reculer a représenté par la suite un point d'inflexion dans la situation internationale, en ouvrant un nouveau cycle de la lutte de classe. Ce cycle s'est poursuivi en France au cours des années suivantes comme en témoignent les grandes mobilisations du printemps 2003 contre Raffarin s'étant terminées par une défaite, la révolte des banlieues en 2005, y compris en tenant compte de ses importantes limites politiques, et enfin, avant la victoire de Sarkozy aux présidentielles de 2007, avec les mobilisations anti-CPE qui ont fait partiellement reculer Chirac et Villepin. Ce nouveau cycle de luttes a produit au cours des journées de 1995, 2003 et 2006

des pics de mobilisations supérieurs parfois à ceux connus en 1968. Il se caractérise par une combinaison de grèves, de mobilisations et de manifestations, notamment dans le secteur public, et par la suite, dans une moindre mesure, par une intervention des travailleurs du privé, sans oublier les mouvements menés par les travailleurs au chômage. Au sein de ce cycle le secteur des transports a joué un rôle stratégique, avec à sa tête les cheminots qui ont été à la tête des mouvements en 1995 (ce qui avait d'ailleurs déjà été le cas en 1986), mais également en 2003 dans une moindre mesure. Les enseignants ont également joué un rôle décisif, en 1995 mais surtout au printemps 2003. En 2006 les étudiants ont pris le relais, accompagnés dans leurs manifestations par les travailleurs qui participaient massivement aux journées d'action.

A travers ce nouveau cycle de luttes (ininterrompu et se manifestant par d'autres formes sous le gouvernement Sarkozy comme nous le verrons par la suite), on note une persistance de la tradition de lutte de classes révolutionnaire française comme cela s'est exprimé de 1871 jusqu'aux années 1968. Mais bien que ce cycle ait réussi à freiner ou à atténuer les attaques du capital et l'impact de l'offensive néolibérale, à la différence de ce qui avait eu lieu en Grande-Bretagne ou plus récemment dans l'Allemagne rouge et verte de Schröder, ces luttes n'ont pas signifié une continuité réelle avec la phase de luttes et la poussées révolutionnaire antérieures allant de 1968 à 1981 au niveau international.

Les défaites subies par les travailleurs français à la fin des années 1970 et surtout dans les années 1980 et leurs conséquences à long terme tout comme les revers stratégiques subis par la classe ouvrière au niveau mondial au cours de cette période ont marqué une rupture centrale avec le cycle 1968-1981. Comme conséquence de cela, la situation de la classe ouvrière en France et au niveau mondial a été, et continue à être, marquée par une accumulation de défaites et une reconfiguration interne opérée par le capital qui l'a fragmenté, relocalisé et précarisé. A cela il faut ajouter les six décennies de venin stalinien et trente années de "Restauration bourgeoise" néolibérale.

[1] Un développement sur l'intérêt et les limites de cette analogie sera fait dans une élaboration future.

C'est ainsi que la classe s'est retrouvée réduite à l'état de semi-chair à canon du capital. C'est ce qui explique l'approfondissement de l'intégration de ce qui restait de ses institutions, comme les syndicats par exemple, à l'Etat bourgeois. C'est ce qui a en définitive fait reculer la conscience de larges couches de la classe ouvrière à des niveaux élémentaires au point où des secteurs entiers du prolétariat ne se reconnaissent même plus comme sujet socialement et politiquement différencié.

Ce revers de dimension historique a une portée politique, idéologique, organisationnelle mais également morale. Cela ne s'explique pas uniquement par les défaites subies à la suite de la liquidation souvent physique de l'avant-garde de classe (comme cela eut lieu à la suite des coups d'Etat de Videla ou Pinochet en Amérique latine ou dans une moindre mesure à la suite du putsch de Jaruzelski en Pologne) ou à travers la canalisation " démocratique " de la lutte de classe tant sous la houlette de gouvernements de centre-gauche (arrivée de Mitterrand au pouvoir en 1981) ou conservateurs (dans le cas de Thatcher en Grande-Bretagne)².

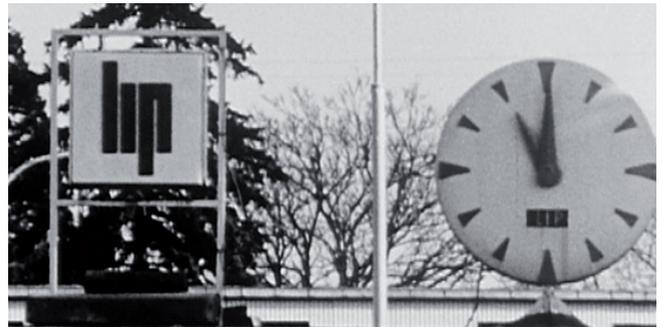
Cela s'explique essentiellement par le fait, plus déconcertant du point de vue de la subjectivité ouvrière, que les travailleurs ont vu au fil du temps leurs vieilles conquêtes, depuis les Etat ouvriers jusqu'à leurs syndicats, se retourner les unes après les autres contre eux, sans pouvoir les récupérer ou les défendre. Cela a conduit la classe à une perte de confiance dans ses propres forces et à croire qu'il était désormais impossible de lutter contre l'exploitation et pour un destin distinct de celui que nous impose la domination du capital. Il s'agit-là d'une question que le prolétariat en tant que classe subalterne a du mal à dépasser, dépassement qui sera lié bien que de manière non simultanée à la reconstruction du projet révolutionnaire par les forces qui se réclament du marxisme. C'est en ce sens donc que nous disons que la reprise de la conflictualité et de l'initiative ouvrière et populaire depuis 1995 ouvre un nouveau cycle, sans pour autant contrebalancer le terrible héritage que nous a légué la période précédente.

Années 2000 : reprise d'une conflictualité moléculaire dans les usines

Bien que ce nouveau cycle de la lutte de classes ait eu comme sujet central des secteurs du public, notamment les travailleurs des transports publiques en 1995, les enseignants en 2003, une récupération plus

[2] La bourgeoisie a également su combiner les instruments " démocratiques " de canalisation de la poussée de classe avec des méthodes de " guerre civile de basse intensité " comme cela eut lieu en Italie au cours des " Années de plomb ", entre 1969 et 1980.

profonde a commencé à s'opérer, souvent sous des formes élémentaires et peu visibles, dans l'ensemble du prolétariat en France, y compris industriel, dans la transition entre la deuxième moitié des années 1990 et les années 2000. Contrairement à ce que pense le sens commun ; selon lequel on assisterait à une chute continue de la conflictualité ouvrière depuis les années 1970 jusqu'à l'éclosion de la crise économique mondiale en 2008, en s'appuyant sur la seule donnée des journées individuelles de grève (effectivement en baisse tout au long de cette période), une analyse plus profonde montre que le nouveau cycle ouvert en 1995 a fait son chemin dans les plus divers secteurs de travailleurs.



C'est ce que montrent notamment les études menées par une série de chercheurs consacrés à cette question dans un ouvrage publié en 2008³. Selon ce travail, les données de deux enquêtes comparatives qui tiennent compte de l'ensemble des formes de conflictualité dans le monde du travail montrent clairement que, à l'exception de la grève de plus de deux jours (souvent prise en compte comme seul indicateur), dans la période qui sépare l'enquête réalisée entre 1996 et 1998 et celle de 2002-2004, toutes les autres formes de conflit, individuelles mais aussi collectives, ont nettement augmenté.

Ainsi, l'absentéisme, le refus d'heures supplémentaires, le recours aux prudhommes, mais aussi les débrayages, pétitions, manifestations, grèves perlées, grèves du zèle, témoignent d'une conflictualité en progression dans l'ensemble du prolétariat, qui, même si elle ne prend pas la forme de grandes et puissantes grèves avec occupations, représente une récupération moléculaire qui préparait peut-être la vague de luttes dures que nous vivons actuellement.

Et c'est notamment dans le secteur industriel (et seulement en deuxième lieu dans les transports) que cette récupération est la plus accentuée. Ainsi, le nombre d'établissements conflictuels dans l'industrie monte de 28,6% pour la première période à 41,7% pour la deuxième. Toutes les formes de conflits collectifs

[3] Sophie Bérout *et alli.* *La lutte continue?* Bellecombe-en-Bauges, éditions du croquant, 2008

(débrayages, grèves, manifestations, pétitions) augmentent pendant cette période dans le secteur industriel, y compris les grèves de plus de 2 jours, même si dans une moindre échelle si l'on compare avec les autres notamment celles qui n'impliquent pas ou peu d'arrêt de travail.

Ce que démontrent ces études – dont nous conseillons la lecture et que pour des questions d'espace nous ne pouvons pas développer d'avantage dans cet article – c'est premièrement que le cycle de la lutte de classe ouvert par les grèves de 1995 concerne aussi le prolétariat industriel et deuxièmement que le saut qualitatif dans les luttes du prolétariat industriel ne vient pas du néant, mais, bien au contraire, s'est préparé au cours de toutes ces années.



2. La vague de luttes de 2009-2010 : début d'une poussée ouvrière ?

Premières réponses à la crise capitaliste

La réponse du salariat en général et de la classe ouvrière industrielle en particulier à la crise capitaliste n'a pas été jusqu'à présent à la hauteur de la dimension historique de la crise systémique à laquelle nous faisons face. Néanmoins, la "rupture" à la Thatcher promise par Sarkozy en 2007 n'a pas qualitativement été menée à bien. C'est ce qui explique d'ailleurs la déception de l'électorat conservateur qui s'est manifesté au cours des dernières élections régionales ainsi que les inquiétudes de la bourgeoisie française face à la perte de compétitivité de la France par rapport à ses partenaires européens, à commencer par l'Allemagne. La raison de cela réside dans la peur de susciter et de voir se déployer un vaste mouvement social aussi puissant que les pics les plus élevés de conflictualité qui s'étaient manifestés au cours du cycle 1968-1981.

Comme l'explique Perry Anderson dans son dernier ouvrage, *The New Old World*, "il existe des raisons plus structurelles qui font que les larges pouvoirs de Sarkozy n'ont pas débouché sur une transformation comparable du panorama social (...). En termes

sociaux l'adoption de mesures plus drastiques court le risque de générer des réactions explosives. Bien que plus limitées que les grèves de 1995, les mouvements de 2006-2007 n'ont pas moins été un sérieux coup de semonce (...). Là où d'un point de vue sociologique l'opposition manque de masse critique, les attaques contre elles peuvent se révéler très dures comme cela a été le cas contre l'université et les chercheurs. Là où la résistance pourrait devenir contagieuse –avec les mobilisations nationales sur les salaires par exemple- le gouvernement choisit de temporiser. Personne n'a oublié la nervosité des gouvernements au cours des dernières années. En plein milieu des émeutes grecques de fin 2008, Sarkozy aurait dit à un des députés de sa majorité, 'les Français adorent quand je suis avec Carla dans le carrosse, mais en même temps ils ont guillotiné le roi. C'est un pays régicide. Au nom d'une mesure symbolique, ils peuvent renverser le pays, regardez ce qui se passe en Grèce'⁴."

Dans ce cadre l'aspect le plus novateur du cycle de luttes sous le sarkozysme a tenu au fait que depuis 2009 on a assisté en France à une vague de grèves ouvrières dures. Le retour sur le devant de la scène du prolétariat industriel est un élément extrêmement important et symptomatique dans la mesure où ce secteur, qui a été à l'avant-garde de la grève de mai-juin 1968 et du début du cycle français post-1968, est celui sur lequel pèse le plus le poids des revers stratégiques qu'a connus la classe à partir des années 1980. Il s'agit du secteur social qui a le plus perdu non seulement en termes de conquêtes matérielles mais également de position au sein d'une société capitaliste avancée telle que la nôtre. Les luttes dures, avec débrayages sauvages et grèves, séquestrations et/ou menaces d'attenter contre l'intégrité des sites de production, ont remis au centre des combats des méthodes jusque-là oubliées du salariat. En ce sens la lutte des Cellatex en juillet 2000⁵ ne faisait que préfigurer ce que nous avons connu à plus grande échelle au cours des derniers mois.

Au-delà de ce que montre la presse et des quelques conflits très médiatisés, cette vague de luttes a été très étendue, touchant des nombreux secteurs de travailleurs. Comme le dit Samuel Holder dans un

[4] Perry Anderson. *The New Old World*, Verso, London/New York, 2009, p. 196-7. Anderson dit également quelques pages plus loin (p.213) que "La France est le seul pays d'Europe où les lycéens et les étudiants se sont mobilisés massivement au cours des dernière années contre l'ensemble des gouvernements en place, créant ainsi une sous-culture libertaire et profondément solidaire qui pourrait marquer toute une génération".

[5] Le 5 juillet 2000, lorsque les salariés de Cellatex apprennent la liquidation de l'entreprise, ils occupent le site qui et menacent de jeter le stock de 46 tonnes de sulfure de carbone, 56 000 litres d'acide sulfurique et 90 tonnes de soude forte dans la Meuse.

article récent, « depuis le début de l'année [2009] et surtout depuis mars il y a eu incontestablement une vague de grèves constamment morcelée mais qui se renouvelle sans fin avec de nouvelles forces. Les médias nationaux constituent un miroir déformant en mettant de côté les conflits nombreux n'ayant pas un caractère spectaculaire. Des grèves ont affecté toutes sortes de secteurs, notamment EDF et GDF-Suez à partir d'avril, des usines du textile, de l'électronique et de la chimie, des laboratoires pharmaceutiques, des imprimeries, des centres d'appel et une série d'usines de sous-traitances de l'automobile. Les caméras et les micros des chaînes télévisées ont été plus volontiers focalisés sur les endroits où les grévistes séquestraient des membres de la direction, menaçaient de faire sauter leur usine ou s'en prenaient au mobilier et aux dossiers d'une sous-préfecture. Il faudrait pour avoir une vue d'ensemble plus juste pouvoir disposer de tous les articles de la presse régionale, des reportages des équipes locales de FR3 et bien sûr du matériel des équipes syndicales et des comités de grève ou de lutte impliqués. Pour autant les grèves qui ont été sous les feux de la rampe médiatique, comme celles chez Continental, New Fabris, Molex, Freescale, Caterpillar ou Goodyear, ont révélé une réactivité et un esprit d'initiative dans l'action inédits depuis des années dans les entreprises privées ou récemment privatisées. »⁶

Malgré cette extension et la radicalité des méthodes, les luttes auxquelles nous avons assisté sont néanmoins restées isolées et parcellisées. Cela ne s'explique pas fondamentalement, comme nous le verrons et à la différence de ce que disent certains à l'extrême gauche, en raison des méthodes employées, mais par l'horizon stratégique de ces mêmes luttes et par le rôle néfaste des directions syndicales nationales. Ces actions étaient néanmoins symptomatiques d'une réactivité, d'une conflictualité et d'une combativité ouvrière dans les entreprises françaises qu'on ne voyait plus depuis de très longues années, notamment dans le secteur privé. Parfois, de manière à dépasser ou à contourner les entraves directes ou indirectes placées par la bureaucratie syndicale pour éviter l'extension de ces mouvements, les entreprises ont tenté de se coordonner au niveau local, régional ou national. Cette vague de luttes est porteuse d'espoir dans la mesure où, à l'encontre du discours réactionnaire qui a dominé les années 1980 et une partie des années 1990 qui consistait à dire que la classe ouvrière n'existait plus, qu'il fallait lui faire ses adieux et qu'elle n'avait plus aucune capacité de lutte, le salariat industriel a démontré qu'il existait bel et bien, qu'il était toujours là et que l'étape ouverte par la crise historique du capitalisme tendait à le pousser à l'action.

[6] Samuel Holder, « Une myriade de luttes isolées sur fond d'inquiétudes et de colères sourdes », *Carré Rouge*, novembre 2009



« L'effet Guadeloupe »

Comme souvent dans l'histoire, le signal d'alarme est venu de la périphérie, dans ce cas de celle de l'ancien Empire français. La grève générale aux traits insurrectionnels en Guadeloupe, démarrée au mois de janvier 2009 et qui a duré plus de six semaines, s'étant étendue à l'ensemble des Antilles françaises, a marqué les esprits.

Le processus a pris un tournant impressionnant aux Antilles, et surtout en Guadeloupe où il a été plus profond, notamment à travers une mobilisation massive et généralisée du prolétariat pendant des nombreuses semaines qui a paralysé l'île, et qui est même arrivé à se poser ponctuellement les problèmes du contrôle de la production et surtout de la distribution, ainsi que celui de l'auto-défense des masses. Malheureusement, faute d'une direction révolutionnaire qui puisse proposer aux travailleurs des objectifs plus avancés, le LKP, dont un membre du courant lié à LO en Guadeloupe était le deuxième dirigeant, a limité la lutte à des revendications essentiellement économiques (augmentation générale de salaires à l' hauteur de 200 euros et contrôle des prix), sans porter atteinte au pouvoir de la bourgeoisie béké et à la domination de l'impérialisme français. N'empêche qu'il a signalé la tendance la plus avancée de la lutte de classe internationale, reprise aujourd'hui par les mobilisations contre les attaques du plan d'austérité mis en place en Grèce par le gouvernement du PASOK, le FMI et l'UE.

Cependant, en France, malgré l'existence de mobilisations où le mécontentement à l'égard du gouvernement Sarkozy et des premiers effets de la crise économique ont pris la forme de journées de manifestation, dans lesquelles il n'était pas rare d'entendre ou de lire le mot d'ordre de la grève générale où d'un plus timide « faisons comme aux Antilles », les directions syndicales ont réussi à épuiser l'énergie des plusieurs millions de travailleurs et de jeunes qui se sont mobilisés entre janvier et mai 2009 par la vieille méthode des journées d'actions

sans continuités et séparées de plus d'un mois. Mais les raisons objectives du mécontentement étaient bien plus profondes, notamment dans le prolétariat industriel qui commençait à affronter une importante vague de licenciements et fermetures d'usines. C'est ainsi que l'épuisement des grandes manifestations donneront lieu à une longue série de conflits d'usine contre les fermetures et les licenciements massifs partout dans le pays.

Cette vague se poursuit depuis plus d'un an, avec des hétérogénéités, des périodes et des revendications variables mais de façon ininterrompu. C'est pourquoi un premier bilan nous semble nécessaire, aussi bien pour comprendre ce qui s'est passé et se passe, que pour esquisser des perspectives de développement qui guident l'intervention des révolutionnaires.



Les patrons séquestrés

Le 12 mars 2009, les ouvriers de l'usine Sony à Pontoux-sur-l'Adour séquestrent le PDG du groupe, Serge Foucher pendant une nuit. Sony venait d'annoncer la fermeture définitive du site pour quelques semaines plus tard. La direction proposait aux 311 salariés un plan de départ encore moins favorable que ce qui s'était pratiqué jusque là. Or, les ouvriers ont vite compris qu'avec la crise capitaliste ils auraient beaucoup plus de mal à se retrouver du travail. C'est dans ce contexte qu'ils ont décidé de séquestrer le PDG pour arracher aux patrons des meilleures conditions de départ. En effet, Sony a concédé 45 000 euros de primes extralégales et l'usine est fermée laissant tout de même une énorme amertume chez les ouvriers, qui ont organisé l'enterrement de leur « boîte », avec un cortège funèbre sous un drapeau qui disait « Sony nous a tués : 311 victimes directes ». Même les commerçants de la ville, solidaires des salariés, ont été d'accord pour fermer leurs établissements pendant quelques heures pour les « funérailles » de l'usine.

Cela n'aurait pas eu autant d'importance sans ce qui est venu après. Au bout du compte, de temps en temps des travailleurs en France font usage de cette « méthode »⁷, héritée des vieilles pages du mouvement

ouvrier, d'abord en 1936 mais surtout pendant les années 1970, qui effraye d'autant les correspondants de la presse étrangère. Cependant, face à une situation objective nouvelle, où les usines ferment par dizaines, l'exemple de Sony fait tâche de huile: fin mars c'est le directeur industriel du groupe américain 3M qui se trouve séquestré pendant plus de 24 heures par les travailleurs du site de Pithiviers, dans le Loiret, suite à l'annonce de suppression de 110 emplois sur 230 et du transfert forcé de 40 salariés à un sous-traitant.

Ensuite il y a eu Caterpillar, Molex, PPR, FM Logistic, Scapa, Faurecia, le jet d'œufs sur le patron et le saccage de la préfecture de Compiègne par les ouvriers de Continental où le patronat et le gouvernement se sont rendus compte qu'il ne s'agissait pas de cas isolées, mais bien d'un retour de méthode radicales héritées des moments de poussée ouvrière pour faire face à la vague de licenciements entraînée par la crise.

Un retour aux années 1970 ?

Cependant, la différence entre les séquestrations de patrons et dirigeants de 2009-2001 et celles des années 1970⁸ – représentées avec génie dans le film *Tout va bien* de Jean-Luc Godard – sont pourtant importantes. Pendant ces années nous sommes en encore dans ce que l'historien Xavier Vigna a choisi d'appeler « les années 68 » ou l'époque de « l'insubordination ouvrière »⁹, c'est à dire la grande poussée ouvrière qui s'est développée entre les années 60 et 70 et qui a donné origine à des conflits très avancés comme celui de l'usine LIP, occupée et mise en route sous gestion ouvrière en 1973. Ces séquestrations impliquaient souvent des certaines formes de violence ou de « vengeance », qui traduisent la radicalité de l'opposition entre ouvriers et patrons pendant cette période. Ainsi, « chez Sud Aviation à Bouguenais en mai 1968, le directeur en peut dormir pendant deux nuits et un jour, car les grévistes diffusent en permanence l'Internationale. De même à la CIP à Haisnes-le-Basset en mai 1975, les ouvriers séquestrent le directeur financier pendant 72 heures, le nourrissent de sandwiches et l'interdisent de se raser. Une ouvrière commente en ces termes cette interdiction: 'quand on a vu que ça lui faisait mal, on lui a dit non''¹⁰

[7] Comme témoigne l'article d'Antonin Sabot publié au *Monde* le 26 mars 2009 (http://www.lemonde.fr/economie/article/2009/03/26/les-sequestrations-de-patrons-n-ont-rien-de-nouveau_1173092_3234.html)

[8] En passant par Flixecourt dans la Somme en 1971, l'épisode Robert Nogrette à Renault Billancourt en 1972, Griffet à Marseille en 1976, on est arrivé à la deuxième moitié de la décennie à une moyenne de dix patrons ou cadres dirigeants séquestrés par mois. Voir à ce sujet les vidéos mis en ligne par le site internet Bakchich sur http://desourcesure.com/medialand/2009/04/sequestration_de_patrons_aujour.php

[9] Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, PUR, 2007

[10] Idem, p. 106

Au contraire, dans la plupart des séquestrations de 2009-2010, tout se passe dans un climat plutôt « bon enfant », puisque pour l'essentiel, les ouvriers comptent attirer l'attention des médias, pour améliorer leur rapport de forces face à des entreprises soucieuses de leur image publique et ainsi arracher des montants plus élevés pour leurs indemnités de départ. Cependant, dans quelques cas, l'exaspération et la haine des ouvriers a aussi amené à des formes de violence. Ce c'est que raconte Yvan Lesniak, ex PDG du groupe Quebecor France, un « champion » des séquestrations : « *De mes sept séquestrations, la plus agressive, la plus humiliante, s'est déroulée à Lille. On m'a jeté des tomates pourries à la figure, des œufs, on m'a craché dessus, on m'a empêché de dormir (...) C'était très violent, j'ai demandé à aller aux toilettes, j'ai été insulté, je suis passé au centre d'une haie de haine, de gens agressifs. Ils avaient cassé les murs à coups de barre à mine, brûlé la moquette en faisant des merguez dans l'usine et avaient mis de l'eau dans les photocopieurs.* »¹¹

C'est à dire que la même méthode qui était utilisée dans un contexte de poussée ouvrière, de centaines d'occupations d'usine, de conflits politiques, est reprise aujourd'hui dans le cadre d'une subjectivité marqué par les traits d'une crise profonde, de conflits défensifs et parfois désespérés le plus souvent autour des indemnités de départ et non pas d'empêcher les licenciements. Ainsi, selon le livre de deux journalistes du Figaro publié au début 2010, les séquestrations des années 70 n'ont « (...) rien à voir avec l'atmosphère de 2009 où les salariés qui se sont radicalisés ne veulent pas changer le monde, mais plutôt augmenter leurs indemnités de départ dans un plan social. Finalement seule la méthode est restée la même »¹². Cependant, et c'est ce que ne voient pas les deux journalistes, le recours plus ou moins généralisé à cette méthode extrême témoigne d'un « passage à l'action » qui est le réflexe de l'ouverture d'un nouveau cycle dans le prolétariat industriel, lié à la crise capitaliste, différent de celui de l'accumulation moléculaire de la période précédente. Nouveau cycle qui, par l'accumulation d'expériences et surtout par l'intervention des révolutionnaires, pourrait se développer vers une radicalisation plus profonde qui surmonte la contradiction actuelle entre méthodes et objectifs.

D'autre part, l'extension de ce type d'action à des différents moments de l'histoire n'est pas nouvelle. Xavier Vigna, à propos des séquestrations des années 1960 et 1970 explique que « ces formes de violence ne sont pas neuves et nous font émettre l'hypothèse d'un répertoire d'actions violentes quasi souterrain,

qui chemine par-delà une pacification générale des relations sociales, et qui se manifeste par des 'surgeons'. Ou, pour le dire autrement, l'institutionnalisation et la diffusion de la pratique gréviste n'empêchent pas que demeurent, chez les ouvriers, des pratiques conflictuelles plus vives, plus aiguës, dont l'expression est facilitée par une mémoire des grandes grèves antérieures, notamment celles de 1947-1948 et qui se manifeste pendant les années 68.»¹³ Sérions-nous en train de vivre le même phénomène, de façon différée, comme une mémoire souterraine de la poussée des années 60 et 70 qui peut être est en train d'annoncer une nouvelle poussée ouvrière qui aille au-delà des profondes limitations subjectives actuelles décrites ci-dessus?



Le retour de la « grève par procuration » (éléments d'hégémonie ouvrière)

Cependant, si ces conflits radicalisés étaient des faits plus ou moins isolés dans le panorama de la situation politique en France ce serait une chose. Ce qui a aggravé les choses pour le patronat et le gouvernement a été le soutien massif que ces actions ont reçu de la part de l'ensemble de la population. Au printemps 2009, en pleine vague de conflits durs avec séquestration des patrons ou dirigeants, l'IFOP publie une enquête qui dit que 63% des interrogés disent comprendre les séquestrations de patron, 30% disent les approuver franchement et seulement 7% les condamnent.

Ces résultats surprenants montrent une solidarisation très forte de l'ensemble de la population à l'égard des luttes de la classe ouvrière? Ils se situent dans un climat idéologique général critique à l'égard du système capitaliste dans le cadre de la crise mondiale, entretenu par le scandale des « parachutes dorés », « retraites chapeau » et stock-options multimillionnaires pour les dirigeants d'entreprises, même lorsque celles-ci ont obtenu des mauvais résultats; par les fleuves d'agent de l'état versé dans le compte des banques et des géants du capitalisme français tels que Renault et Peugeot-Citroën. Dans ce contexte et lorsque les entreprises licencient massivement ses travailleurs, il devient normal en France de parler de « patrons voyous » et de se solidariser des actions radicales des ouvriers.

[11] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin. *Le management de la colère*. Paris, Max Milo, 2009, p.77

[12] Idem, p. 175

[13] Xavier Vigna, op. cit., p. 107

Ce soutien passif très étendu amène certains à parler d'un retour de la « grève par procuration », terme utilisé lors des grandes mobilisations de 1995, quand ceux qui étaient en grève étaient essentiellement les travailleurs du public, mais ils comptaient sur le soutien massif des travailleurs du privé et de l'ensemble des secteurs populaires, ce qui a empêché le gouvernement d'isoler la grève.

Mais par-delà de ce soutien général passif, sur certains conflits, on a vu des phénomènes de solidarité beaucoup plus actifs. Dans le cas de l'usine Molex, à Villemur-sur-Tarn, où, sous la menace de fermeture par le groupe américain, les 283 travailleurs de ce site de production de pièces de connectique avec une technologie de pointe pour le secteur automobile se sont battus pendant près d'un an; le soutien de la population de ce petit village à un peu plus d'une heure de Toulouse a été remarquable. Le curé du village, Philippe Bachet sera à la première ligne de ce soutien: « *Depuis le premier jour, j'ai été avec les Molex. Leur combat était magnifique et légitime, juste et exemplaire. Ils ne demandaient pas d'argent, ils voulaient tout faire pour sauver leur emploi car ils savaient que dans cette terre rurale assez retirée, ils n'allaient pas retrouver du travail (...)* Pendant 10 mois, ils ont refusé d'abdiquer. Même mon évêque m'encourage à être de leur côté! »¹⁴ De fait, le père Bachet a organisé le comité de soutien à la lutte des travailleurs de Molex. Dans sa paroisse, un concert d'orgue a été consacré au fond de grève et on pouvait trouver, au fond de l'église, une grosse pile de tracts avec l'intitulé « Nous sommes tous des Molex ».



Ce type d'exemple, certes anecdotique, illustre la capacité de la classe ouvrière en lutte à attirer la solidarité de l'ensemble des couches populaires lorsqu'elle est capable de montrer la justesse de son combat et une grande détermination. Cela constitue, en fait, une démonstration minuscule de son potentiel hégémonique, c'est à dire, d'organiser autour d'elle tous les exploités et opprimés, dans un combat commun contre le patronat. Il laisse en fin une belle leçon à tous ceux qui ont crié que la diminution du poids relatif du prolétariat industriel dans les pays impérialistes (alors

qu'il grandit dans l'ensemble du globe) pendant les dernières décennies aurait impliqué une dislocation du sujet révolutionnaire à d'autres segments sociaux.

Le patronat et le gouvernement tiennent compte du rapport de forces

De son côté, le patronat et le gouvernement ont rapidement réagi face à cette vague de conflits durs. Le 17 avril 2009 le cabinet de gestion de crise Vae Solis annonce l'organisation de stages anti-séquestration pour les patrons et cadres dirigeants des entreprises affrontant un plan social. Comptant sur l'expérience d'un des meilleurs experts du GIGN (Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale), ce cabinet organise des formations à 600 euros qui attire pas moins d'une cinquantaine de DRH de différentes grandes entreprises et une dizaine de dirigeants et patrons pour son premier entraînement dans les Yvelines.

Le gouvernement à son tour met en place une cellule de crise, au Palais de Bercy, dans laquelle trois personnes travaillent pratiquement 24 heures sur 24 sous les ordres de Raymond Soubie, le conseiller de Sarkozy pour les conflits sociaux. Selon l'ouvrage de Ducros et Guérin, "chaque début de semaine, Raymond Soubie reçoit et épiluche scrupuleusement un épais document, sorte d'état de lieux de tous les conflits de l'Hexagone. Une histoire en temps réel de l'impact de la crise dans les moindres communes de l'Hexagone. Une encyclopédie exhaustive de la France qui va de travers, de ses maux et des actions engagés pour la guérir."¹⁵

L'inquiétude du gouvernement et du patronat par rapport à cette radicalisation des conflits ouvriers est très claire quand on regarde comment ils se sont positionnés face aux séquestrations. Après une première déclaration ferme de Sarkozy, disant que « on est dans un Etat de droit. Je ne laisserai pas faire les choses comme ça », le fait est que presque aucune poursuite n'a été menée contre les travailleurs ayant séquestré leurs patrons. Alors que l'article 224-1 du Code pénal stipule que "le fait, sans ordre des autorités constituées et hors les cas prévus par la loi, d'arrêter, d'enlever, de détenir ou de séquestrer une personne est puni de 20 ans de réclusion criminelle". Cette peine est réduite à 5 ans si la victime est libérée avant le septième jour et sans atteinte physique.

Cependant, le plus souvent les patrons et dirigeants séquestrés n'ont pas voulu porter plainte contre les travailleurs qui les avaient séquestrés pour "ne

[14] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin, op. cit., p. 42

[15] Idem, p. 107

pas jeter de l'huile sur le feu". Le gouvernement de son côté s'est désengagé en disant que c'était aux victimes de porter plainte. La justice, qui en fait n'avait en rien besoin que ce soit porte plainte puisque les faits étaient plus qu'avérés, ils étaient parfois visionnés en chaine nationale, n'a pas voulu non plus assumer la responsabilité d'une répression judiciaire aux ouvriers: "C'est compliqué - explique Christophe Régnard, président de l'union du Syndicat de la magistrature - nous sommes aux confins du positionnement du parquet et de sa hiérarchie. Dans ce genre de situation, le parquet devrait poursuivre les responsables mais les procureurs ne peuvent pas non plus prendre la responsabilité d'aggraver les tensions¹⁶" Il est clair que, face à une vague de luttes dures non vue depuis des nombreuses années et qui comptait avec la sympathie plus ou moins affichée de plus de 90% de la population, personne ne voulait assumer le risque d'une radicalisation encore plus importante dans le cas où ces ouvriers, vus comme des victimes d'un système cruel, en plus de perdre leur emploi, finissaient derrière les barreaux.

Dans ce sens, le cas du saccage de la sous-préfecture de Compiègne complique un peu les choses, car cette fois-ci c'est une structure de l'Etat qui est directement atteinte. Le gouvernement ouvre un procès, qui vise à faire payer cher 6 ouvriers de Continental, en les rendant responsables de l'action commise par au moins une centaine, comme forme de montrer que l'Etat "ne se laissait pas faire" et, en choisissant un bouc émissaire, d'envoyer un message à tous les travailleurs en lutte. Cependant, au cours du procès le gouvernement et la justice ont du reculer, d'abord sur la condamnation à prison avec sursis et ensuite sur la valeur à payer pour les dégâts commis par les ouvriers. Aujourd'hui, même si le procès n'est pas encore fini, tout laisse penser que, avec ce « rapport de forces » général et de la puissante mobilisation qui s'est mis en place en leur solidarité, les 7 condamnés devront payer une somme purement symbolique.

Tout cela montre que la vague de luttes 2009-2010, bien qu'elle n'arrive pas dans la plupart des cas à empêcher les licenciements, a imposé un certain rapport de forces, dont la bourgeoisie et le gouvernement ont dû tenir compte pour en pas risquer de généraliser la colère contre les patrons et pour que celle-ci se transfère le minimum possible vers le gouvernement, ce qui dans une situation de popularité du Président variable mais plutôt en érosion (comme on a vu dans le résultat des élections régionales) pourrait avoir pour conséquence l'ouverture d'une crise politique qui mette en danger le gouvernement. C'est d'ailleurs à ce moment là que d'autres représentants de la bourgeoisie tels que le premier ministre Dominique de Villepin évoquait un "risque révolutionnaire" en France. Le diagnostic

était certes exagéré sur le court terme, mais témoigne quand même d'à quel point des secteurs de la classe dominante étaient inquiets.



Le rôle néfaste des directions syndicales

Dans ce contexte de nombreux conflits durs et après avoir gaspillé l'énergie des travailleurs dans des journées de manifestation sans suite au début 2009, les directions syndicales ont encore joué un rôle néfaste. En plus de ne faire absolument rien pour coordonner au niveau national des luttes qui souvent étaient menées par des équipes CGT de base, Bernard Thibault ignorait tout simplement la plupart de ces luttes, quelques unes aussi importantes et emblématiques que celle des travailleurs de Continental. C'est ainsi qu'une énorme méfiance, voir hostilité grandit chez les syndicalistes de base. L'expression la plus aiguë de ce phénomène a été la déclaration de Xavier Mathieu, délégué CGT des travailleurs de Continental à l'issue des négociations qui ont abouties à des indemnités relativement élevées où il disait : «*La CGT, on les a pas vus. Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille (...) Cela fait quatre mois que je ronge mon frein, que je dis rien parce que je suis obligé, par rapport (...) aux ouvriers, aux collègues. Thibault, on ne l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve moi une interview (...) où il cite le mot 'Continental': Jamais!*»¹⁷.

Plus tard, lors du procès contre sept ouvriers pour le saccage de la préfecture de Compiègne il insistera là-dessus : «*je ne reproche pas à Bernard Thibault de ne pas venir devant les usines. Ce que je reproche à la direction, c'est qu'elle a refusé de nous soutenir quand nous étions convoqués au tribunal (pour les destructions dans la préfecture de l'Oise). Quand on a demandé de l'aide, il n'y a que des partis politiques de gauche qui sont venus et aucune confédération syndicale. Alors que dans les sept convoqués, il y avait trois élus CGT, deux syndiqués et deux sympathisants. (...) La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde.*»

[16] Idem, p. 67

[17] « Selon un délégué CGT de Clairoux, Bernard Thibault est une 'racaille' », Nouvel Obs.com, 17 août 2009

*C'est honteux.*¹⁸

La pseudo-intervention de Bernard Thibault « en faveur » des ouvriers de Molex (qui d'ailleurs n'a pas fait plus que couvrir, derrière un discours de « sauvetage » du site par un repreneur, la politique de licencier l'énorme majorité des ouvriers et de ne reprendre ensuite qu'une vingtaine) quelque temps plus tard ne suffira pas à changer cette image de quelqu'un qui a lâché les ouvriers et ses propres délégués syndicaux. Le ton général des conflits les plus radicalisés sera de méfiance à l'égard des directions syndicales nationales et que les travailleurs d'une entreprise qui ferme ne peuvent compter que sur eux mêmes ; sur leurs actions spectaculaires, capables d'attirer l'attention des médias et d'obliger les patrons à négocier.

Éléments de rupture entre base et direction

Mais cette rupture ne s'opère pas qu'entre les délégués syndicaux locaux et leurs directions nationales, elle se fait aussi au sein même des entreprises, entre une base radicalisée et des délégués plus conciliateurs. Le cas le plus emblématique de cette tension a été celui de Caterpillar.

Le site grenoblois du groupe américain d'engins de chantier était un modèle, reconnu comme un des plus productifs du groupe, qui en compte 174 dans le monde. Mais au printemps 2009, ce sont plutôt l'impasse des négociations de son plan social, les actions radicales des ouvriers et les conflits entre ceux-ci et les dirigeants syndicaux qui ont fait la célébrité de l'usine.

Les travailleurs qui s'étaient toujours battus comme des forcenés pour assurer les hauts niveaux de production du site et qui en arrivaient à dire avec fierté qu'ils avaient le sang jaune (couleur de la marque Caterpillar) ont très mal reçu l'annonce, au mois de janvier, d'un plan social catastrophique qui visait le licenciement de plus de 5 000 salariés, dont 733 à Grenoble. De plus, cette annonce est tombée après des années où le site tournait à plein régime, avec une croissance qui n'avait jamais été aussi forte, ce qui avait conduit à l'embauche d'environ 500 intérimaires.

C'est dans ce cadre que le conflit voit le jour. Fin février, les ouvriers mettent en place un comité de grève, qui décide fin mars de séquestrer quatre cadres et le patron de l'entreprise. Les délégués syndicaux n'étaient même pas sur le site à ce moment là. Robert Gamez, le secrétaire FO du comité d'entreprise a dit à ce sujet: « *La séquestration, l'occupation d'usine, cela*



ne fait pas partie de mon éthique personnelle (...) Je comprends que certains salariés puissent en arriver à des telles extrémités. Mais à titre personnel, je n'aurais jamais initié une telle action. De toute façon, pendant tout le conflit, c'est la base qui nous gérait, qui décidait.»¹⁹ Selon le spécialiste des conflits sociaux Jean Claude Ducatte, le cas de Caterpillar ne serait pas une exception: « Dans 9 conflits sur 10, les syndicats courent derrière les salariés »²⁰, dit-il.

Mais dans ce cadre de contrôle de la base, lorsque les syndicats négocient sur leur dos cela fait monter la tension. Mi-avril, l'intersyndicale de Caterpillar accepte un accord avec les patrons pour réduire les licenciements de 733 à 600 personnes en échange d'une réorganisation des horaires de travail des ouvriers, qui devraient travailler davantage la nuit pour augmenter encore la productivité du site. Environ 200 salariés des sites de Grenoble et d'Échirolles, en colère contre l'accord de fin de conflit signé à Paris, perturbent la réunion des syndicats. Les délégués syndicaux de retour de Paris après neuf heures de négociations avec la direction, ne sont pas autorisés par les salariés à entrer dans la salle où devait se tenir l'assemblée générale. « Maintenant, c'est nous, les ouvriers, qui décidons, ce ne sont plus les délégués », déclarait un ouvrier en colère.

Les dirigeants essaient donc de faire avaler l'accord par le biais d'un référendum, mais la base a rejeté la consultation. Début mai c'est la direction qui propose un referendum sur l'accord et la majorité des salariés vote non. Malgré l'avis négatif des travailleurs, l'ensemble des syndicats, à l'exception de la CGT, signent l'accord qui ne remet pas en question les sanctions contre 19 salariés. Les ouvriers sont furieux. Lors de l'assemblée qui s'est tenue ensuite, le secrétaire du Comité d'entreprise, représentant FO, a dû s'enfuir face à la colère des salariés. Des élus ont reçu des messages du style « La direction a des gardes du corps, pas vous »²¹.

[18] Interview de Xavier Mathieu, Le Monde, 26/08/2009

[19] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin, op. cit., p. 142

[20] Idem, p. 140

[21] Idem, p. 146

Le même Robert Gamez, secrétaire FO, raconte que « un jour, des salariés particulièrement remontés sont venus chez moi. Je n'ai pas ouvert la porte. Mais ils ont brûlé le paillason. J'avais droit aussi à des menaces du style : 'on va te faire la peau' »²².

Cet exemple montre, à titre illustratif, que pendant la vague de grèves que nous vivons, la base radicalisée des travailleurs a eu souvent tendance à dépasser les directions syndicales conciliatrices, au moins au niveau local, quoique sans forcément se donner les moyens de le faire jusqu'au bout, par le biais d'une auto-organisation solide au niveau de chaque site, mais surtout en cherchant la coordination avec les travailleurs en lutte de d'autres entreprises.

Philips Dreux : Lutte exemplaire, contrôle ouvrier et trahison de la bureaucratie syndicale²³

Au mois de janvier 2010 l'information circule dans quelques médias de la presse écrite. Les ouvriers de l'usine Philips à Dreux, dans l'Eure-et-Loir, ont démarré une production sous contrôle ouvrier. Ils ont détourné des composants prévus pour le site de Philips en Hongrie stockés dans plusieurs entrepôts et ont mis en place une production sous leur propre contrôle qui a duré dix jours et a produit une moyenne de 300 téléviseurs par jour, jusqu'à ce que la direction, avec la complicité du syndicat FO, mette fin à cette expérience.

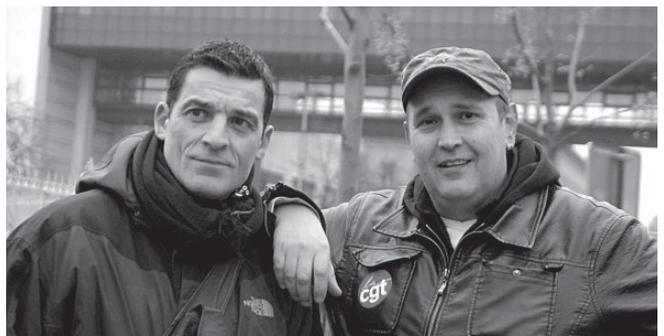
Mais l'histoire de ces ouvriers et ouvrières qui ont renoué avec une méthode de lutte utilisée dans un des plus grands moments de l'histoire de la classe ouvrière en France, lorsque les ouvriers de l'usine LIP et d'une petite vingtaine d'autres entreprises pendant la poussée des années 60 et 70 ont montré qu'ils pouvaient produire sans patron, commence bien auparavant. Des plus de 1300 travailleurs — et surtout travailleuses, comme dans tant d'autres usines d'électroménager où il y a une majorité de femmes — existants sur ce site dans les années 1990, il n'en restait en 2010 que 212. L'autre site de Dreux, situé sur une colline juste à côté, est fermé depuis 2006.

Depuis les années 70, dans ces deux usines, implantées dans une jeune concentration industrielle dont la naissance date de l'après-guerre, au milieu d'une région essentiellement rurale, on élaborait toute la technologie et on produisait tous les composants des téléviseurs Philips produits en France.

Peu à peu, à partir des années 90, on a vidé ces usines en délocalisant différentes étapes de la production vers des pays à main-d'œuvre bon marché comme la Pologne et la Hongrie, ce qui a entraîné des vagues de licenciement massifs en 1997, 2003, 2006 et 2008. Ainsi nous sommes arrivés à une situation où il n'y avait qu'une seule équipe travaillant sur deux des cinq lignes de production d'un des deux sites, avec une activité réduite à l'assemblage des téléviseurs. La plupart des activistes ouvriers ont été licenciés dans les vagues précédentes et restent au chômage dans une région fortement sinistrée par la désindustrialisation et où, dans le cadre de l'actuelle crise capitaliste, les dernières usines ferment les unes après les autres.

Après avoir licencié 279 travailleurs en 2007, malgré une grève très forte qui a duré plusieurs semaines et qui a été trahie par le syndicat FO (qui a même donné son aval au licenciement de syndicalistes CGT protégés), la direction de Philips a annoncé le plan de fermeture du site en septembre 2009. Depuis cette annonce et avec l'aide d'un syndicat très combatif, la CGT EGP Philips Dreux, les travailleurs de Philips ont mené une lutte exemplaire contre la fermeture du site. Au mois de novembre, ils ont organisé une « fête des travailleurs » à laquelle sont venues plus de mille personnes tout au long de la journée, dont les représentants des principales luttes ouvrières de l'époque (Conti, Molex, Ford Blanquefort, Freescale, Renault, sans-papiers)...

Suite à cela, au mois de janvier, il y a eu l'expérience du contrôle ouvrier, qui, bien que limitée dans le temps, a pointé une autre voie possible pour la lutte contre les licenciements et les fermetures d'usine. En montrant que les travailleurs sont capables de gérer par eux même la production et l'usine et en revendiquant la nationalisation sous gestion ouvrière de celle-ci, les travailleuses et travailleurs de Philips ont donné une leçon de comment il est possible d'affronter les licenciements en remettant en question le pouvoir du patron dans l'entreprise et en mettant en avant une revendication qui, si elle était reprise par d'autres travailleurs, pourrait constituer un programme commun à tous les salariés face aux licenciements : la nationalisation sous gestion ouvrière de toute usine qui ferme ou licencie massivement. Un mouvement national qui porterait ce drapeau pourrait



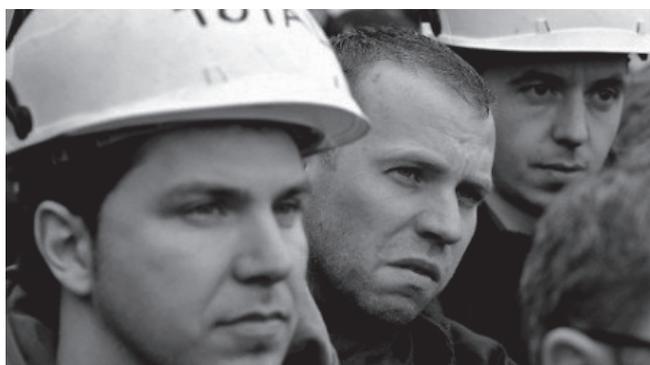
[22] Ibidem

[23] Pour un récit plus complet de cette lutte, voir le bilan écrit par un de ses principaux dirigeants, Manuel Georget, publié comme une tribune libre dans cette revue.

ainsi donner une réponse des travailleurs à la crise, ouvrant la perspective d'une autre société basée sur l'auto-organisation des travailleurs et sur la fin de l'exploitation.

A Philips le contrôle ouvrier n'a duré que dix jours. Ensuite il y a eu un lock-out patronal qui a soulevé la colère des travailleurs ayant reçu une lettre qui leur disait de ne plus venir travailler car l'usine était fermée et en leur proposant un poste à 450 euros en Hongrie... à condition de parler couramment le hongrois! La résistance des travailleurs qui pendant une semaine ont monté des piquets devant l'usine pour protester contre le lock-out et empêcher les patrons d'enlever les machines a fini par une victoire, partielle certes, mais très importante. Le tribunal administratif de Chartres a publié le résultat d'un référé qui condamnait le lock-out et annulait de fait le Plan Social dont l'argumentaire économique était basé sur une fraude autour du périmètre économique, la direction cherchant à isoler la production de téléviseurs du secteur d'électro ménagers grand public dont elle fait partie pour démontrer une soi-disant non rentabilité.

Malgré cette lutte exemplaire et cette première victoire, les syndicats de l'usine Philips de Dreux, à l'exception de la CGT, ont trahi les travailleurs, en donnant, en échange de 20 000 euros de plus d'indemnités, un avis sur le Plan Social qu'eux même avait considéré comme frauduleux quelques semaines auparavant. C'est ainsi que le combat des travailleurs de Philips s'est soldé par une lourde défaite qui laisse un goût d'autant plus amer que les conditions pour une victoire étaient clairement réunies et qu'une telle victoire aurait pu envoyer un message fort à tous les travailleurs en France et dans le monde et qu'avait déjà repris les étudiants solidaires sur leur banderole lors de la réouverture de l'usine après le lock-out : "gagner contre les patrons c'est possible"!



Total Dunkerque, où comment trahir une grève et sauver le gouvernement

3 Février 2010. Les ouvriers de la raffinerie de Flandres, en grève depuis le 12 janvier lancent un ultimatum: Si l'activité de raffinage, arrêté par la direction depuis

septembre 2009 en raison de "marges conjoncturelles dégradées", ne reprend pas avant le 15 février, "ils prendront le contrôle du site et de l'outil de production". Ces ouvriers avaient bien compris que, derrière cette fermeture conjoncturelle, se cachait un plan pour l'arrêt définitif de la raffinerie. Pourtant la raffinerie de Flandres, une des cinq qui possède le groupe pétrolier Total en France et qui emploie 380 salariés, plus 450 sous-traitants directs était classée avant la crise dégageant 40 millions de résultat net, et avait été évaluée par la direction de Total comme ayant un taux de fiabilité à 99,8 %, en tête des raffineries françaises, et 3^{ème} du groupe Total dans la zone Europe, un groupe qui quant à lui a dégagé pas moins de 8 milliards d'euros de profits en 2009.

Le 16 février matin, en absence de réponse de la direction, les salariés chassent le directeur et occupent ses locaux. Le 17 février, une coordination entre la CGT de Total et de SUD Chimie, appelle à la grève dans toutes les raffineries du groupe, appel qui est massivement suivi. Cette grève se met en place en solidarité avec salariés de la raffinerie de Flandres -une première depuis des années, alors que de telles grèves ne se voyaient plus- et aussi parce que les travailleurs des autres raffineries craignent que le site de Dunkerque ne soit que la première victime d'une restructuration visant à délocaliser une bonne partie du raffinage à des pays à moindre coût tels que l'Arabie Saoudite où le groupe Total construit un énorme centre de raffinage. Avec toutes les raffineries en grève et une extension même à des raffineries n'appartenant pas au groupe Total telles que celles d'Exxon Mobile, la menace de pénurie d'essence se profile rapidement à l'horizon avec de premières stations service non alimentées. La pression sur le gouvernement à l'approche des élections régionales du 14 mars est énorme. Les ouvriers sont à l'évidence en position de force.

Et pourtant le 23 février, les syndicats, à l'exception de Sud, proposent la suspension de la grève suite à un projet d'accord qui n'assure pas la non-fermeture de la raffinerie de Flandres et ne garantit la pérennité des autres sites que pendant une période de 5 ans ! L'accord dit aussi que la direction s'engage à reclasser tous les salariés de Flandres dans d'autres activités du groupe. Pourtant ces ouvriers avaient déjà refusé la perspective de ces reclassements et revendiquaient fièrement leur métier et l'activité du raffinage qu'ils développent. De plus ils ont toujours mis en avant que la plupart des travailleurs de la raffinerie étaient des sous-traitants et que ceux-ci ne pourraient pas compter sur aucun reclassement.

Voilà comment la CGT et FO ont décapité une grève exceptionnelle qui n'avait qu'à se poursuivre pendant quelques jours pour faire plier le gouvernement et le patronat d'un des plus importants groupes du

capitalisme français. Une victoire de cette ampleur aurait pu changer radicalement la situation et la subjectivité du mouvement ouvrier et ouvrir une étape de luttes offensives pour le maintien des emplois et de la production des entreprises, en ayant en tête la leçon que la coordination et la grève générale (d'une branche dans ce cas) sont la réponse pour paralyser la production et faire céder l'adversaire. Une leçon trop avancée pour que la bureaucratie syndicale lui permette d'aboutir...



« De l'argent il y en a... » ou le retour des conflits salariaux

Avec la poursuite de la crise - et dans le cadre d'une reprise économique rachitique au cours de laquelle les fermetures d'entreprise et les licenciements se poursuivaient quoiqu'à une moindre vitesse, avant que la spirale de la dynamique catastrophique de la crise reprenne sa marche ayant cette fois-ci son épicentre en Europe -, à l'intérieur de cette même vague de luttes ouvrières qui perdure depuis plus d'une année, on a vu les conflits salariaux gagner une place importante. Ce que malgré la crise et tout le terrorisme fait par les patrons pour alourdir l'exploitation des travailleurs en utilisant la crise comme argument, les entreprises à avoir fait des bénéfiques spectaculaires n'ont pas été une exception. Moins sous le choc des premiers mois de la crise et motivés à chercher une partie des profits obtenus par les actionnaires, les entreprises où des conflits durs pour une augmentation de salaire verront le jour seront nombreuses.

Ainsi, les travailleurs de Fralib, qui produit des sachets de thé de la marque Lipton appartenant au groupe Unilever feront une grève pendant deux mois avec l'adhésion de trois quarts du personnel pour récupérer leurs pertes salariales depuis plusieurs années et qu'ils calculaient à la hauteur de 200 euros. Ils n'ont pas eu satisfaction, mais la multinationale anglaise a dû quand même lâcher une augmentation salariale voilée par une prise en charge accrue de la mutuelle santé par l'entreprise, quatre embauches et une prime exceptionnelle de 1200€.

A Airbus, une grève tournante très largement suivie

sur tous les sites français de production et dans laquelle les cadres se cotisaient pour payer les jours de grève des ouvriers, plus affectés par les retenues sur salaire, a réussi à faire reculer le patronat d'EADS qui était intransigeant sur une augmentation de 1,9% et pas un centime de plus. Finalement il a dû concéder des augmentations salariales de 2,5 %, une prime de 500 euros et des embauches, même si cela a été considéré insuffisant (les travailleurs réclamaient 3,5% d'augmentation) par une partie des salariés et par deux des quatre syndicats qui ont refusé de signer l'accord.

D'autres secteurs où le travail est beaucoup plus précaire et au sein desquels il n'existait pas une tradition de lutte, tels que les travailleurs de la chaîne suédoise de mobilier IKEA ou les sous-traitants du nettoyage dans l'industrie tels que Veolia à Renault Trucks ont aussi mené des grèves pour des augmentations de salaire.

Et cela sans que les luttes, souvent dures, contre les fermetures et licenciements cessent d'exister, quoique moins médiatisées. C'est ce que rapporte *Le Monde* dans un article du mois d'avril. Après avoir cité ceux qui ont été plus connus à cause de leurs méthodes « spectaculaires », tels que les Sodimatex dans l'Oise, où les travailleurs ont repris la « méthode New Fabris » de menacer de faire sauter l'usine, l'article dit que « *des conflits sociaux plus discrets ont lieu en ce moment partout en France, démontrant que si les mobilisations historiques des 29 janvier, 19 mars et 1^{er} mai 2009 sont loin, le climat social reste tendu. La presse régionale se fait ainsi l'écho de nombreux mouvements de protestations : séquestration chez Essex, qui fabrique des fils de cuivre à Mâcon (Saône-et-Loire) et chez le fabricant de pneumatiques Sullair à Montbrison (Loire) ; grève chez Siedoubs, sous-traitant automobile à Sochaux (Doubs), chez Forest-Liné, qui fabrique des machines outils à Capdenac-Gare (Aveyron), à la Fonte ardennaise à Vivier-au-Court (Ardennes), chez Sin et Stes, entreprises de nettoyage à Crolles (Isère), chez Delphi, sous-traitant dans l'électronique à Saint-Aubin-du-Cormier (Ille-et-Vilaine), chez les salariés des magasins Surcouf, notamment à Strasbourg (Bas-Rhin), chez les travailleurs sociaux du foyer Interval à Lille (Nord). Les salariées du fabricant de lingerie Lejaby, à Rilleux-la-Pape (Rhône), ont su, elles, attirer les photographes, grâce à un défilé original. En Ile-de-France, des salariés des Caisses d'épargne étaient en grève mardi, ainsi que des salariés parisiens de l'Urssaf, et un appel à la grève était lancé à La Poste des Hauts-de-Seine pour jeudi.* »

Et plus loin en relayant les propos d'un représentant syndical: « *L'année dernière nous avons connu les grandes restructurations et les fermetures. Cette année, ce que l'on voit se développer ce sont les conflits autour des questions salariales. Car lors des négociations*

annuelles obligatoires, les augmentations proposées étaient très faibles ou inexistantes', explique Stéphane Vannson, secrétaire régional de la CFDT Lorraine. 'Et ce que l'on constate, c'est que les salariés se radicalisent beaucoup plus vite qu'avant. J'avoue que l'on a parfois été débordé par des réactions dures, avec des blocages de sites. Ce que l'on sent remonter chez tous nos militants, c'est qu'ils ne peuvent plus accepter des injustices criantes, comme des refus de primes aux ouvriers alors qu'on augmente les dividendes des actionnaires.' »

Un début de quelque chose?

Cet ensemble d'éléments (qui ne jouent évidemment qu'un rôle d'illustrations, car il serait impossible de parler de tous les conflits importants) est un fort indice que, comme nous soutenons dans le présent article, au contraire du lieu commun qui prétend que la vague de luttes radicalisées s'est réduite au « printemps chaud » de 2009, il y a bien une continuité dans un seul et même processus de recomposition de la combativité de la classe ouvrière, qui a évidemment des pics et des conflits phares, qui change parfois d'axe revendicatif, mais qui présente un développement ininterrompu depuis plus d'une année. Ce processus, malgré toutes ses faiblesses et insuffisances, qui font que souvent les luttes terminent par des défaites, est extrêmement encourageant pour les marxistes révolutionnaires car il montre que le prolétariat, y compris dans ses bastions historiques commence à « s'entraîner » pour les grands combats de classe qui s'annoncent comme on le voit aujourd'hui en Grèce. Est-ce que la vague de luttes de 2009-2010 sera les premiers pas d'une poussée qui permette à la classe ouvrière d'être à la hauteur des attaques qui lui seront imposées. Nous ne pouvons pas le savoir aujourd'hui. Cela dépendra de nombreux facteurs dont l'action des révolutionnaires en son sein. Car les ouvriers eux sont déjà en train de faire leur part...



3. Le rôle de l'extrême gauche

Comment l'extrême gauche arrive à la vague actuelle de luttes

Déjà au cours du nouveau cycle ouvert par la grève de 1995, force est de constater que l'extrême gauche française n'a pas été à la hauteur des bagarres menées par les travailleurs et les mouvements sociaux. Elle n'a pas non plus contribué à combler la brèche existante entre la combativité persistante des fractions les plus avancées de la classe ouvrière et le manque de confiance stratégique dans les objectifs de cette classe, et plus encore peut-être dans ses objectifs historiques. Pire encore, si dans le meilleur des cas l'extrême gauche s'est adaptée à la conscience actuelle des travailleurs, elle a parfois été activement ou passivement suiviste des orientations proposées par les directions syndicales qui ont joué un rôle central pour contenir les potentialités explosives des différents processus de lutte qu'a connus le pays. Dans ce cadre, l'extrême gauche s'est le plus souvent contenté d'occuper les espaces électoraux laissés vacants par l'usure du régime RPR (puis UMP)-PS, capitalisant ainsi électoralement la colère ouvrière et populaire. C'est ce qui explique notamment les bons scores d'Arlette Laguiller et de LO en 1995, puis de LO et de la LCR en 2002 et enfin de Besancenot en 2007.

La responsabilité de l'extrême gauche ne tient pas au fait qu'elle n'ait pas su transformer le rapport de force, ce qui était au delà de ses possibilités. La responsabilité est plutôt à chercher du côté du fait que l'extrême gauche n'a pas cherché à préparer un secteur ou une nouvelle génération d'ouvriers et d'étudiants révolutionnaires capable de jouer un rôle central dans les luttes qui s'annonçaient. Les luttes d'ailleurs, loin de conduire l'extrême gauche à s'autocritiquer, l'ont menée dans certains cas à une révision complète de ses objectifs ou de ses hypothèses stratégiques sur lesquelles les partis d'extrême gauche français se basaient historiquement. Cela les a conduits non seulement à approfondir leur déclin théorique, politique et programmatique et leur " indigence stratégique " mais également à s'adapter à une pratique suiviste d'occupation des espaces syndicaux et électoraux dans le cadre du régime démocratique-bourgeois. Cela a même parfois conduit l'extrême gauche à un abandon du prolétariat ou du travail en son sein, la classe ouvrière étant désormais considérée comme un des multiples acteurs appelé à jouer un rôle dans la " transformation révolutionnaire de la société ".

Dans *Le Programme de Transition*, Trotsky disait déjà, face à la situation de terrible recul de la classe ouvrière au cours de la période précédente la Seconde Guerre Mondiale que " les défaites tragiques subies par le prolétariat mondial durant une longue série

d'années ont poussé les organisations officielles à un conservatisme encore plus grand et ont conduit en même temps les 'révolutionnaires' petit-bourgeois déçus à rechercher des 'voies nouvelles'. Comme toujours, dans les époques de réaction et de déclin, apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le 'corrigent'. Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité des erreurs et des crimes de ceux qui l'ont trahie; les autres maudissent la médecine, parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir une panacée et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes. De nombreux prophètes de la nouvelle morale se disposent à régénérer le mouvement ouvrier à l'aide d'une homéopathie éthique. La majorité de ces apôtres ont réussi à devenir eux-mêmes des invalides moraux avant même de descendre sur le champ de bataille. Ainsi, sous l'apparence de 'nouvelles voies', on ne propose au prolétariat que de vieilles recettes, enterrées depuis longtemps dans les archives du socialisme d'avant Marx". Aujourd'hui, l'obscurcissement de l'horizon des luttes est propice à toute sorte de théories au sein desquelles s'entrelacent les aspirations à un autre monde et la résignation face à l'ordre existant. Ces nouvelles utopies imprègnent l'ensemble des partis D'extrême gauche, qu'ils les intègrent à l'image des "décroissants" au sein du NPA ou, plus insidieusement chez les plus orthodoxes, à travers le scepticisme profond quant à la possibilité de transformer la réalité, que cela se manifeste par l'adaptation au possibilisme du NPA ou l'attente passive chez LO.

L'intervention du NPA et de LO dans deux « cas d'école »

Parmi d'autres conflits exemplaires, la lutte des Continental a sans doute été la bagarre la plus emblématique de ces derniers mois. Sur le site de Clairoux, la mobilisation a commencé le 12 mars 2009 et n'est pas encore terminée comme en témoignent les centaines d'ouvriers qui se sont réunis il y a quelques semaines devant le Tribunal de Compiègne afin de protester contre la décision de justice à l'encontre de leurs camarades condamnés pour les faits du 24 avril dernier lors de l'action contre sous-préfecture comme on n'en voyait plus en France depuis des années. Au cours de cette lutte on a vu se mettre sur pied des AG quotidiennes avec l'élection d'un comité de lutte de quarante travailleurs.

Ces formes démocratiques d'organisation ont favorisé

la multiplication des initiatives sur la région et les montées à Paris, les manifestations à Sarreguemines, sur l'autre site de production en France, et même à Hanovre, au siège allemand du groupe. Les travailleurs ont fait preuve de ténacité, d'obstination et de créativité, ce qui a surpris leurs adversaires mais qui a représenté également un exemple pour l'ensemble des salariés de la région et a suscité dans tout l'Hexagone une vague de sympathie au sein du salariat et des classes populaires. En dernière instance, le paiement d'indemnités de licenciement importantes par le patronat de Continental avec l'aval de l'ensemble de la bourgeoisie française n'a été que le prix payé afin d'éviter qu'une lutte par bien des aspects exemplaire n'aille au-delà du cadre limité de ses revendications initiales et fasse date pour le prolétariat français et même européen.



Comme le montre le cas des Conti, ce n'est pas le manque de combativité qui explique leur défaite stratégique (les ouvriers se retrouvent tout de même au chômage et il n'y a aujourd'hui que 70 sur les plus de 1100, qui se sont retrouvés un travail), bien qu'elle ait été atténuée par le caractère relativement exceptionnel dans le panorama actuel par le montant des primes de licenciement versées. Ce qui a réellement manqué, c'est une extrême gauche à la hauteur de la situation. Au cours de la lutte, l'extrême gauche française n'a pas pris la moindre initiative à la hauteur de la combativité et de la détermination dont faisaient preuve les travailleurs de Continental. Au moment où il existait une réelle sympathie à l'égard du combat des Conti, alors que des millions de salariés du public comme du privé défilaient dans les rues au printemps 2009, l'extrême gauche a été incapable de mobiliser les milliers de travailleurs et d'étudiants qu'elle influence (à commencer par les quelques 10.000 militants de LO, du NPA et du POI) lors des moments clé du conflit afin de le transformer en une grande bataille de classe.

Pire que cela, LO qui a eu une influence déterminante sur ce conflit à travers un militant de la région, ancien de chez Chausson, Roland Spirko, n'a jamais mené un

combat sérieux pour que cette lutte exemplaire, qu'ils ont contribué remarquablement à organiser, dépasse l'horizon de la lutte pour les indemnités de départ. Au contraire, LO a accepté dès le départ d'aider les Contis à organiser la lutte de la meilleure façon possible pour obtenir les indemnités les plus élevées. C'est ce que raconte Xavier Mathieu, le principal dirigeant de cette lutte à propos de Spirko: « (...) c'est moi qui, le jour où nous avons appris la fermeture de l'usine, l'ai fait appeler par un ancien salarié qui avait travaillé avec lui chez Chausson. Le lendemain matin, il était là. Il nous a appris à nous organiser, il nous a conseillé d'organiser des AG quotidiennes, de voter chaque décision. Il nous a dit qu'en se battant de façon collective, nous arracherions un meilleur plan social. »²⁴

Si on ne veut pas faire confiance aux paroles de Xavier Mathieu, il suffit de regarder ce qui disait le journal de LO tout au long du conflit. Dans le numéro du 26 avril 2009, c'est à dire à peine 15 jours après la fermeture de l'usine, l'article publié au sujet de Continental a un titre révélateur: « *Les actionnaires doivent payer !* ». On peut encore s'imaginer avec un peu de bonne volonté que le mot « payer » est ici utilisé dans un sens métaphorique, pourtant le contenu de l'article ne laisse pas de place aux doutes, puisqu'il termine en disant « *Si les patrons ferment une usine, qu'ils paient les salaires en prenant sur les profits des actionnaires. Comme le disait un travailleur : 'Nous ne sommes pas gourmands, nous laissons aux actionnaires la moitié de leurs bénéfices, l'autre c'est pour garantir nos salaires.'* » Bien évidemment qu'il ne s'agissait pas de faire payer les salaires *ad eternum* puis que comme le rapporte le même article, la revendication des Conti était le « *maintien des salaires au moins jusqu'en 2012, des compensations financières à la hauteur du préjudice* ». Et l'auteur de l'article ajoute: « *Et le 'préjudice' est grand car les travailleurs savent qu'ils ne retrouveront pas de travail dans la région.* » C'est à dire, que LO a pleine conscience que ces travailleurs ne retrouveront pas du travail et que donc l'argent des indemnités et du salaire payé jusqu'à 2012 seront dépensés dans quelques années et qu'en suite ils subiront la précarité dont sont victimes tous les chômeurs. Et pourtant, à chaque journal, LO confirme cette orientation, sans ne jamais signaler aucune limite aux revendications avancées par les travailleurs. Le fait de survoler quelques titres et passages des articles publiés constitue une démonstration suffisante: LE 10 avril 2009 VIRGULE le titre de l'article publié est « *Continental-Clairoix (Oise) Faire payer les actionnaires !* ». Dans ce même article, LO explique « *Les ouvriers de Continental ont choisi de se battre pour obtenir le maximum de garanties pour leur avenir. Ils sentent que s'opposer à la fermeture de l'usine demanderait une mobilisation qui dépasserait, et de beaucoup, les seuls 1 120 travailleurs de Clairoix.*

Ils ne veulent pas attendre de savoir si le moteur de l'avion va se remettre en route et risquer de sauter dans le vide, comme l'a dit l'un de leur porte-parole. »

Le plus grave est qu'il ne s'agit pas d'une adaptation restreinte à un cas particulier, puisque Lutte Ouvrière élève cette orientation à théorie et ose exprimer avec une clarté remarquable ce qui est le programme des organisations qui se disent révolutionnaires dans le mouvement ouvrier en France. Dans les textes de son dernier Congrès VIRGULE LO affirme qu'une "véritable lutte contre les fermetures d'entreprises demanderait un haut niveau de conscience et de combativité, car comment empêcher des patrons qui veulent vraiment fermer leurs entreprises de le faire... autrement qu'en se battant pour l'expropriation de ces entreprises et leur gestion sous contrôle ouvrier ? Mais qui oserait prétendre que, dans les circonstances actuelles, c'est à l'ordre du jour ?".²⁵

L'abstention passive de LO atteint des niveaux impressionnants pour une organisation qui dit combattre pour le communisme. Comment accuser les directions syndicales de ne rien faire pour qu'une réponse d'ensemble soit donnée par la classe si on n'est même pas disposé à faire le moindre essai pour constater quel est le niveau de rapport de force ou jusqu'où il serait possible d'aller dans une lutte contre une fermeture d'entreprise. Bien entendu, faire un essai aux côtés des fractions les plus avancées afin de vérifier s'il est possible d'entraîner les autres secteurs ne peut que placer face à leurs contradictions la politique des bureaucraties syndicales qui consiste à laisser les luttes isolées les unes des autres ou à appeler à des journées d'action sans continuité pour canaliser la colère ouvrière.

Mais se baser, comme le fait LO, sur un soi-disant recul absolu de la classe n'en devient pas moins une très mauvaise justification pour couvrir son conservatisme routinier. Ce n'est pas un hasard si dans aucun de ses textes de Congrès il n'est pas fait une seule fois mention de la grande grève générale guadeloupéenne de l'année dernière où la section sœur de LO, Combat Ouvrier, a joué un rôle dirigeant aux côtés de Domota au sein du LKP. Comment justifier en effet que dans le contexte social de la Guadeloupe de l'hiver 2009, CO se soit contenté d'une simple augmentation salariale comme à l'époque l'avaient fait à Grenelle la CGT et le PCF pendant la grève générale Mai 1968 ? Rater des occasions révolutionnaires telle que celle qu'a vécue la Guadeloupe l'année dernière, c'est ce à quoi prépare le syndicalisme routinier qui n'est en aucun cas une alternative face à l'électoratisme du NPA que la direction de LO prétend combattre.

[24] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin, op. cit., p.71

[25] Revue *Lutte de Classe*, numéro 124, déc. 2009

Pour ce qui est du NPA, dont la priorité n'est pas l'intervention au sein de classe ouvrière et de ses luttes, nous nous arrêterons sur le cas du conflit de Philips Dreux, exemplaire de tous les points de vue comme nous avons déjà explicité auparavant et comme l'illustre le bilan de Manuel Georget publié dans cette revue. Le silence complet et le manque d'engagement militant sur cette lutte extrêmement avancée, de janvier à mars notamment, où un militant du NPA jouait un rôle dirigeant, en dit long sur la politique de ce parti. Alors que toute la presse bourgeoise nationale parlait de la lutte des Philips, il n'y avait absolument rien sur le site du NPA, trop occupé par sa campagne pour les élections régionales, et dans le journal *Tout est à nous !* le conflit n'a pas mérité plus qu'une petite brève. Il a fallu attendre le meeting de fin de campagne en Île-de-France à la Mutualité, le 10 mars, pour que la lutte des Philips et son dirigeant Manuel Georget soient mis en avant, à travers une vidéo projetée durant quelques minutes...

Nous avons là une très bonne expression de l'électorisme de l'actuelle direction du NPA et de sa négligence à l'égard des luttes de la classe ouvrière : d'une part, cette direction sacrifie l'intervention dans les luttes à la question des élections ; d'autre part, elle ne centre pas sa campagne sur les luttes en cours, chez Philips, chez Total, dans l'Éducation nationale, en les popularisant, en œuvrant concrètement pour leur convergence et en les élevant en même temps à un plan politique en termes de programme anticapitaliste débouchant sur la perspective révolutionnaire..

4. Quel parti et quel programme pour offrir une perspective à la classe ouvrière?

Pour un parti qui cherche une fusion entre le marxisme et la classe ouvrière en lutte pour que celle-ci se postule comme classe hégémonique

Les faiblesses de l'extrême gauche face à la vague de luttes actuelle n'est pas, selon nous, le fruit d'une simple erreur mais le symptôme d'un profond scepticisme quant à la possibilité que, par l'action et la pratique militantes des révolutionnaires, on puisse transformer la réalité. Face à l'orientation ouvertement opportuniste du NPA, certains secteurs de ce parti proposent de s'orienter vers un parti qui accompagne les luttes. Bien que la présence sur les luttes soit importante, à notre avis c'est encore insuffisant pour défendre une alternative anticapitaliste et révolutionnaire conséquente face à la crise actuelle du système économique. Nous ne croyons pas qu'un parti " qui soit dans les luttes aussi bien que dans les élections ", variante française du " luttez et votez ! "



du MAS argentin des années 1980²⁶, soit une solution pour dépasser les limites du projet fondateur du NPA.

Ce dont nous avons besoin, c'est de toute la potentialité d'une pratique qui sache renouer de manière créative avec les sources de la tradition du mouvement ouvrier et de l'héritage légué par les Lénine, Trotsky ou Luxemburg. Ce serait-là un outil essentiel afin d'intervenir dans les luttes ouvrières, en partant d'un programme d'action révolutionnaire. Cela devrait permettre d'aborder toute lutte importante comme une bataille de classe qui pose des jalons de subjectivité nouvelle, tant dans les victoires que dans les défaites " dignes " qui permettent aux travailleurs les plus combattifs de tirer des leçons et d'avancer²⁷. Voilà ce qui est absent de la pratique militante, dans toute l'extrême gauche d'ailleurs. Voilà ce qui permettrait de faire passer la perspective révolutionnaire du simple discours ou de la simple propagande à la pratique quotidienne réelle. En dernière instance, l'intervention dans les grèves dures, les occupations d'usine, les affrontements de rue, etc., ne sont que des moments fondamentaux d'un cycle plus vaste au sein duquel se forge et se forme un véritable parti marxiste révolutionnaire.

Face à la réalité politique actuelle, celle des partis anticapitalistes larges sans délimitation de classe claire et au programme ambigu ou encore des partis

[26] Le Mouvement pour le Socialisme (Movimiento Al Socialismo) argentin était dans les années 1980 la principale force d'extrême gauche à échelle mondiale. Son slogan le plus connu était " ¡luche y vote! ", " Luttez et votez MAS ! ".

[27] Il est une tradition dans l'extrême gauche française d'absolutiser les défaites, même partielles, au nom du " reflux ", qui est fonctionnelle à l'adaptation de cette même extrême gauche à un programme syndicaliste minimal dans les faits. Si d'une défaite, même partielle, il n'est pas possible de tirer des conclusions ni faire avancer les secteurs les plus combattifs de la classe, alors il vaut mieux rabaisser le programme au plancher minimal des directions syndicales. Il s'agit-là d'une conception profondément erronée et opportuniste de la lutte de classe sous des dehors " responsables ".

plus “ orthodoxes ”, communistes sur la forme mais syndicalistes dans la pratique, il est fondamental de construire un type de parti qui renoue avec l'essentiel de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, à savoir un parti capable de fusionner le marxisme révolutionnaire au sein du secteur le plus avancé de la classe. C'est, à notre avis, la tâche à laquelle nous devons nous atteler, d'autant plus que, par delà l'état actuel de la subjectivité du mouvement ouvrier, jamais comme aujourd'hui, le prolétariat n'a eu plus de force sociale. Jamais comme aujourd'hui, il n'a occupé un rôle aussi stratégiquement central dans l'ensemble de la structure productive, les grandes métropoles, l'ensemble du tissu économique et social. Jamais comme aujourd'hui, l'antagonisme entre capital et travail n'a eu une importance structurelle aussi importante ni préparé les conditions objectives même de l'exercice de la centralité ouvrière. Faire ce constat néanmoins implique de considérer les travailleurs non comme de simples victimes souffrantes du système ni même comme des sujets de luttes purement revendicatives mais bien comme une classe potentiellement hégémonique capable de s'émanciper elle-même et de ce fait de libérer l'ensemble de la société. Cela signifie la nécessité d'un processus de préparation du prolétariat afin d'affronter une telle perspective. Il faut en ce sens, une force subjective travaillant à la fusion du programme socialiste au sein des secteurs les plus combatifs et avancés de la classe, à savoir les milliers d'ouvriers qui à Continental, Molex, Sony, Freescale, Total, Philips, New Fabris, la SNCF, Toyota, Goodyear, Caterpillar, etc., dans des dizaines de combats partiels, désespérés mais avec un énorme sens du sacrifice, ont incarné dans le combat de classe cette “ France qui se lève tôt ”.

Pour un nouveau programme qui permette d'unifier l'ensemble du salariat et permette à la classe ouvrière d'être hégémonique sur le reste du monde du travail et des classes populaires

La classe ne lutte conséquemment et jusqu'au bout qu'à condition que la perspective qui s'offre à elle soit supérieure à ce qu'elle peut gagner ou penser gagner par un processus de lutte “ normal ” et routinier et si le programme qui lui est proposé lui permet d'arracher des victoires. L'extrême gauche française semble néanmoins avoir oublié que la tâche centrale du programme doit être celle de tendre à unifier socialement et politiquement l'ensemble de la classe dans une perspective transitoire. Elle a troqué cette nécessité contre une orientation possibiliste qui ne correspond pas seulement au visage actuel du NPA mais également aux courants soi-disant plus orthodoxes à l'image de Lutte Ouvrière.

A l'inverse de cette perspective, afin de pouvoir déterminer jusqu'à quel point les masses sont disposées à aller dans les combats de classe décisifs et renforcer de concert leur état d'esprit, il est nécessaire de leur offrir un programme d'action révolutionnaire qui ne craigne pas de remettre en cause, dans le discours et dans les faits, les bénéfices des capitalistes et leur dictature qui s'exerce à travers la propriété privée des moyens de production ; c'est-à-dire un système de revendications transitoires dont le sens est de s'attaquer toujours plus résolument et ouvertement aux bases mêmes du régime bourgeois.

Ce programme doit viser avant tout à unifier l'ensemble de la classe ouvrière, les travailleurs en CDI comme ceux en CDD, précaires ou intérimaires, les travailleurs ayant un emploi comme ceux qui se trouvent au chômage, notamment les jeunes issus des quartiers populaires, et plus sérieusement encore, contre le chauvinisme réactionnaire qui pénètre jusque dans la classe ouvrière à travers le discours du FN qui s'appuie sur le désespoir social, il s'agit d'unifier les travailleurs français et les travailleurs étrangers, qu'ils aient ou non des papiers. Contre toute tentation corporatiste, par delà les aspects avancés que pouvaient avoir la lutte des enseignants et du public en 2003 sur les retraites ou les mouvements dans le transport en 2008, il est nécessaire de se battre pour l'extension



des revendications des secteurs en lutte aux salariés les plus exploités et précarisés qui souvent travaillent aux côtés des secteurs mobilisés. Voilà la manière dont il serait possible de porter réellement la perspective du “ tous ensemble ” que l’on entend si souvent en manif mais qui est si durE à concrétiser.

Le non-renouvellement des CDD est un instrument de licenciement. Le patronat s’en est servi pendant des années et continue à s’en servir de manière à ajuster ses coûts de production aux dépends de la vie même des travailleurs. Tous les travailleurs savent d’ailleurs parfaitement que c’est à eux de former les CDD ou les intérimaires, quand ils arrivent, et ce sans aucune contrepartie, mais que c’est aussi à eux de couvrir les postes laissés vacants lorsque les intérimaires partent. C’est en ce sens que la lutte contre les licenciements des précaires et des intérimaires et la transformation de leurs contrats en CDI est primordiale pour l’ensemble des travailleurs. Cela implique également d’organiser les précaires et les intérimaires au sein du syndicat de l’entreprise où ils travaillent. Le moyen le plus efficace pour organiser l’unité de classe entre travailleurs en CDI, en CDD, précaires et intérimaires, est de structurer des AG de travailleurs et surtout d’avancer vers des comités de boîtes qui intègrent les couches des salariés souvent non syndicalisés qui permettent aux travailleurs d’unifier leurs forces, impulsant également la coordination avec les autres entreprises.

D’autre part le patronat utilise la menace du chômage pour faire pression sur les travailleurs. Combien de fois n’a-t-on pas entendu dire “ si tu n’es pas satisfait il y en a dix qui pourraient prendre ta place dehors ” ? Mieux vaut avoir un emploi, même dans les pires conditions, que ne pas en avoir du tout, surtout lorsque les attaques contre les droits des travailleurs au chômage se multiplient (radiation des listes au Pôle emploi, RSA, etc.) et que la crise économique continue à faire des ravages. Afin d’en finir avec ce mécanisme pervers, nous devons lutter pour imposer le partage des heures de travail avec réduction à la clé de la semaine de travail sans réduction de salaire ni précarisation, et ce jusqu’à la résorption complète du chômage. C’est sur la base d’une telle revendication qu’il faut unifier les travailleurs, qu’ils aient ou non un emploi, et améliorer les conditions de travail pour tous.

La criminalisation et la surexploitation des travailleurs sans-papiers doivent être combattues par tous les travailleurs en France. Des papiers pour tous et toutes, la régularisation immédiate de tous les sans-papiers, l’égalité de droits politiques, sociaux et démocratiques, à commencer par le droit de vote à toutes les élections et à être élu, voilà des revendications qui devraient être centrales pour le mouvement ouvrier. Il ne faut

pas oublier non plus d’exiger l’égalité salariale de branche pour les travailleurs sans-papiers auprès des patrons “ gentils ” qui appuient les demandes de régularisation de leurs exploités. Cela implique aussi de lutter pour des conditions de vie dignes pour les travailleurs immigrés, avec ou sans-papiers, qui sont souvent victimes des marchands de sommeil, alliés des patrons les plus négriers.

Contre la hausse du coût de la vie nous devons réclamer une augmentation immédiate de 300 euros pour tous et un SMIC d’au moins 1600 euros net ou permettant de faire vivre dignement une famille. Il n’est pas tolérable que le chiffre des travailleurs pauvres continue à augmenter et que des millions d’entre nous aient du mal à arriver à la fin du mois. On ne peut pas non plus permettre que les gouvernements et le patronat continuent à avancer dans la dégradation de nos retraites et pensions qui constituent une part de salaire différé ou socialisé. Face à la contre-réforme qu’est en train de concocter le gouvernement avec la complicité des directions syndicales, nous disons : Aucune concertation avec le gouvernement ! Non au recul de l’âge de départ ! Non à la hausse du nombre d’annuités ! Nous devons au contraire nous battre pour imposer nos revendications centrales : abrogation des décrets Balladur de 1993 et Fillon de 2003, pour la retraite après 37,5 annuités de cotisations pour tous, calculée sur la base de 75% du salaire des 6 derniers mois.

Où faudrait-il prendre l’argent pour garantir le droit au travail et à une existence digne pour tous et toutes ? Aux profits des capitalistes. Si les patrons veulent nous faire croire d’ailleurs que les caisses sont vides, alors il faut qu’ils le démontrent en ouvrant les livres de compte des entreprises. Même s’ils arrivaient d’ailleurs à prouver qu’ils ne font aucun bénéfice actuellement, ce qui est loin d’être le cas dans la majorité des grosses entreprises, nous serions en mesure de démontrer qu’ils ont amassé des millions voire des milliards au cours des dernières années grâce à notre travail.

Le droit au travail, qui est lié aux conditions de reproduction de la force de travail, est le seul droit réel qu’a le travailleur dans la société capitaliste. Les ouvriers ne peuvent pas accepter moins que cela dans le cadre actuel. Si le capitalisme n’est même plus capable de satisfaire les revendications liées aux maux qu’il engendre lui-même, alors il faut le renverser.

Face à l’augmentation du nombre de fermetures d’entreprises, nous devons clairement nous opposer aux licenciements. Licenciement zéro, car ce n’est pas aux travailleurs de payer la crise ! Si les patrons disent ne pas pouvoir maintenir l’emploi dans les boîtes, revendiquons leur expropriation et leur nationalisation sous gestion ouvrière. Loin d’être une utopie dans

le contexte actuel comme le dit Lutte Ouvrière ou un retour aux nationalisations bourgeoises comme en a connu le pays dans le passé, il s'agit de la seule réponse concrète à la crise, l'unique solution pour maintenir les postes de travail, le salaire, et en finir avec le despotisme patronal dans les entreprises. En Argentine, les ouvriers céramistes de l'usine Zanon dans le Sud du pays ont démontré après des années où cela ne s'était plus vu à échelle mondiale qu'il était possible d'occuper, de produire sans patron ni chefs, et de lutter pour l'expropriation de leur instrument de travail par l'Etat. Plus important peut-être que tout cela, cette lutte héroïque a permis de constituer dans le panorama argentin un petit syndicat lutte de classe, antibureaucratique et combatif, basé sur la démocratie ouvrière et l'auto-organisation et qui se trouve aujourd'hui à la tête de ce que l'on appelle en Argentine le "syndicalisme de base". Loin d'être un petit îlot autogéré comme les réformistes ou les autonomes se plaisent à présenter Zanon, c'est aujourd'hui en Argentine un des principaux pôles combatif contre la bureaucratie syndicale. A l'inverse, la lutte pour des indemnités de départ, même substantielles, sur lesquelles ont fini la plupart des conflits ouvriers en France depuis plus d'un an et auxquelles se sont malheureusement adaptés à des degrés divers, les différents courants d'extrême gauche en France implique inévitablement un combat en ordre dispersé. Il en découle des luttes isolées contre des patrons individuels et non coordonnées contre l'ensemble de la classe capitaliste. Le programme même des indemnités l'oblige. C'est pourquoi sans surmonter ce programme en le substituant par un qui soit capable d'unifier l'ensemble des travailleurs qui sont victimes des licenciements et des fermetures, parler d'un "tous ensemble" devient une pure abstraction.

De plus, le programme des indemnités finit par désorganiser les travailleurs en tant que classe. C'est en dernière instance un programme basé sur une issue individuelle, qui valide l'affaiblissement objectif du monde du travail face au patronat au profit de bénéficiaires individuels incapables d'assurer la subsistance des travailleurs sur le long terme dans le cadre d'une crise capitaliste profonde qui ne fait que commencer. Nous comprenons que les travailleurs cherchent à échapper d'une manière ou d'une autre au futur fait de désespoir que leur offre le capitalisme bien que nous ne puissions justifier cela du strict point de vue de la solidarité de classe élémentaire. Mais que l'extrême gauche s'adapte de manière acritique à la revendication d'indemnités de départ les plus élevées possible est parfaitement inadmissible et inacceptable. Malgré l'héroïsme et la ténacité dont ont fait preuve les Conti (LO ayant été la principale organisation les ayant conseillés et ayant eu un poids au cours du conflit), il est très probable qu'il ne restera rien de leur combat dès qu'auront pris fin les procès

qui continuent à les viser.

Porter à l'inverse un programme dont nous avons décrit les grandes lignes représenterait une alternative face aux campagnes et aux revendications décousues que défend la direction actuelle de notre parti. Proposer des revendications commune à l'ensemble du monde du travail aiderait les salariés non seulement à reprendre confiance dans leurs propres forces et à porter une politique indépendante tout en détruisant leurs illusions pacifistes et réformistes, mais également à trouver les moyens de se coordonner et à lutter jusqu'au bout, en s'opposant aux orientations des directions syndicales. Ce serait-là une manière de préparer le terrain pour la grève générale qui certes ne se décrète pas mais se prépare ; une grève générale qui est la seule issue de fond d'ailleurs à la crise de manière à ce que ce ne soient pas les travailleurs et leurs familles à en payer la facture en dernière instance mais bien les capitalistes et leurs gouvernements qui en sont responsables. A l'inverse de la logique des journées d'action, c'est ce mot d'ordre qu'il nous faut porter et autour duquel il nous faut militer : " Ce n'est pas à nous de payer la crise ! ". En paralysant les principaux ressorts de l'économie, dans l'industrie et les services, le prolétariat ne paralyserait pas seulement la production. Ce serait l'activité politique des représentants de la bourgeoisie qui serait entravée, à savoir le gouvernement. Poser conséquemment la question du " tous ensemble " et donc de la grève générale signifie poser la question du pouvoir.

Pour une perspective de pouvoir : pour un gouvernement des travailleurs

Il nous faut défendre la perspective d'un gouvernement des travailleurs et des travailleuses comme forme vulgarisée de la dictature du prolétariat ; une dictature du prolétariat qui pour nous ne peut se penser que comme pouvoir basé sur des organes d'auto-organisation dont les travailleurs et les travailleuses se doteront au cours de la mobilisation à l'image de ce qui avait surgi dans la Russie révolutionnaire du début du siècle dernier. Ces soviets du XXI^e siècle ne peuvent pas non plus se penser sans une liberté pleine et entière en leur sein des partis des exploités, c'est-à-dire sans pluripartisme soviétique.

Nous n'avons aucun doute sur le fait que ce nouvel Etat des travailleurs serait profondément distinct de l'expérience traumatique que dut supporter la Russie soviétique. Une révolution victorieuse dans un pays avancé comme la France, une des principales puissances impérialistes avec les Etats-Unis, ne pourrait être que différente de l'expérience russe de 1917. On ne peut que songer, malgré la distance historique,

à ce que disait Trotsky en 1934 à propos d'une hypothétique révolution victorieuse aux Etats-Unis. Les Etats-Unis " découvrirait que le communisme, loin d'être une tyrannie bureaucratique intolérable enrégimentant la vie individuelle est le meilleur moyen pour atteindre liberté personnelle et l'abondance partagée (...). En réalité les soviets américains seront aussi différents des soviets russes que les Etats-Unis du président Roosevelt le sont de la Russie du Tzar Nicolas II. (...) Les soviets américains n'auraient pas à recourir aux mesures drastiques que les circonstances ont imposées à la Russie soviétique. Aux Etats-Unis la science publicitaire permettrait de se gagner l'appui de la classe moyenne, chose infaisable dans la Russie arriérée, avec sa grande majorité de paysans pauvres et analphabètes. Ceci, de même que l'appareil technique et la richesse [des Etats-Unis] serait le plus grand allié de la révolution communiste future ". Contre tous les discours postmodernes antitotalitaires qui ont fait tant de mal à l'extrême gauche qui les a parfois repris, nous devons revenir à une vision libératrice du communisme et de la révolution prolétarienne. Nous devons le faire plus encore aujourd'hui à l'heure où le capitalisme est de plus en plus barbare, n'offrant que chômage et misère jusque dans les pays impérialistes mais également une marchandisation abjecte de toute vie sociale et personnelle, faisant par là preuve d'un totalitarisme plus subtile certes mais parfaitement monstrueux.

Contre notre propre Etat impérialiste, pour un parti mondial de la révolution socialiste, c'est-à-dire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Être internationaliste aujourd'hui dans l'Hexagone veut avant tout dire se poser en rupture par rapport à la France et à sa République entendus comme fiction communautaire qui prône la Liberté, l'Egalité, la Fraternité et la Laïcité pour mieux continuer à garantir sur le territoire national et dans l'arrière cour semi-coloniale les affaires de la bourgeoisie impérialiste et l'asservissement des peuples. Il est nécessaire de défendre très clairement l'orientation selon laquelle la classe ouvrière et les opprimé(e)s ont tout à gagner des coups portés contre l'impérialisme français à l'étranger, notamment sur le terrain militaire, et ce par delà les différences stratégiques que les révolutionnaires peuvent avoir avec les directions des forces de résistance, en Afghanistan ou au Liban par exemple. Tout coup porté contre la domination impérialiste ne peut que renforcer la position de ceux qui sur place luttent conséquemment pour le droit à l'autodétermination et favoriser ici le combat contre la bourgeoisie.

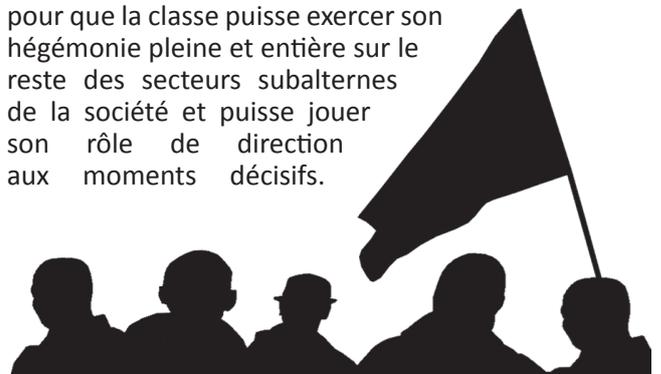
Sur un autre plan les révolutionnaires doivent savoir

s'opposer résolument à toutes les manœuvres de la bourgeoisie qui au nom de concepts généraux, notamment la laïcité, s'essaye (et réussit tendanciellement) à créer un fossé au sein des classes populaires, notamment en stigmatisant les travailleurs et leurs familles issus du monde arabo-musulman et qui forment, avec le prolétariat immigré ou d'origine immigrée, une des fractions les plus exploitées du salariat.

L'élargissement d'un tel programme implique la défense d'une perspective authentiquement révolutionnaire et internationaliste. Au moment où, sous l'impulsion du gouvernement nationaliste-bourgeois d'Hugo Chávez au Venezuela, les " nouvelles gauches radicales " européennes mais également latino-américaines adhèrent pleinement au projet d'une V^e Internationale aux contours politiques flous et au contenu interclassiste²⁸, il nous faut au contraire défendre la perspective de la reconstruction du parti mondial des exploité(e)s et des opprimé(e)s, la Quatrième Internationale.

Renouons avec le marxisme révolutionnaire, la seule arme pour aider à la recomposition du mouvement ouvrier et mondial !

Face à la nouvelle étape de la crise systémique, la nécessité de renouer avec la continuité du marxisme est une tâche inséparable de celle de la recomposition du mouvement ouvrier sur une base révolutionnaire. Seul un retour à la meilleure des traditions du mouvement ouvrier et à l'héritage que nous ont léguées ses grandes figures, à commencer par Lénine, Trotsky ou Luxemburg, peuvent nous donner les instruments théoriques, organisationnels et politiques pour affronter cette tâche avec toute l'audace et la créativité nécessaires. C'est de cette perspective qu'il nous faut partir afin d'être à même de construire l'expression politique de la poussée ouvrière et populaire à venir, en nous préparant pour que la classe puisse exercer son hégémonie pleine et entière sur le reste des secteurs subalternes de la société et puisse jouer son rôle de direction aux moments décisifs.



[28] Il est d'ailleurs inquiétant de constater qu'aucun secteur de la gauche du NPA ne se soit opposé aux déclarations scandaleuses de François Sabado en soutien à la proposition chaviste d'une V^e Internationale. Cela montre bien que la lutte pour une pratique internationaliste devra un élément central de la politique des révolutionnaires dans tout éventuel regroupement à gauche du parti.

PHILIPS DREUX, HISTOIRE D'UNE LUTTE COMBAT CONTRE LES LICENCIEMENTS, CONTRÔLE OUVRIER ET TRAHISON SYNDICALE



Par Manuel Georget (délégué CGT Philips Dreux)¹

*A la mémoire de notre Camarade Fernando MONTECINOS
Avec un remerciement spécial à Daniela pour son soutien et
pour son aide dans la rédaction de ce texte*



Le 15 avril 2010 à 5h30, les travailleurs de l'usine Philips EGP Dreux vont mettre en route pour la dernière fois leur outil de travail. Le lendemain, les derniers 212 salariés du secteur de production de téléviseurs Philips en France, qui a compté dans le passé environ 7000 salariés sur trois sites dans le département de l'Eure-et-Loir, se retrouveront, comme beaucoup

de travailleurs en France dans la période actuelle, licenciés au profit des bénéfices spectaculaires des grands groupes capitalistes. Cette dernière journée, particulière, laissera pour les travailleurs ainsi que pour le syndicat CGT Philips Dreux une grande amertume.

Ceux-là même qui, pendant plusieurs années, ont toujours fait face aux attaques de la classe bourgeoise et du patronat ainsi qu'aux diverses trahisons des syndicats jaunes au service des intérêts des patrons subissent dans cette dernière journée une nouvelle provocation de la direction du groupe Philips. Celle-ci a eu l'audace de faire produire ce jour-là par chacun des 212 salariés une ultime télé, qu'ils pourront ensuite conserver. L'attitude scandaleuse du groupe Philips lors de ce dernier conflit a culminé par une lettre dans laquelle la direction remerciait les salariés pour les services rendus au groupe et particulièrement à leur capacité de s'adapter aux besoins économiques de l'entreprise.

Cet exemple de mépris du patronat et du gouvernement à l'égard de la classe ouvrière doit nous amener à des conclusions sur l'affrontement entre ces deux classes aux intérêts irréconciliables et nourrir nos convictions et notre volonté de faire payer la crise aux patrons et d'en finir avec ce système d'exploitation et d'oppression de notre classe.

C'est donc dans ce but que nous souhaitons apporter notre expérience et notre analyse, en partant du cas de Philips, pour renforcer les combats de tous les travailleurs.

[1] Ce texte, qui a aussi été publié sous la forme d'une brochure, nous a été gentiment cédé par Manuel Georget pour être publié en tant que tribune libre dans notre revue.

Une longue histoire de désindustrialisation et de casse de l'emploi

L'histoire de lutte des travailleurs de Philips Dreux ne commence pas en 2010 mais bien avant. La lutte de 2010 n'a été que le dernier acte d'une longue histoire de désindustrialisation et d'attaques contre les travailleurs qui à chaque fois se sont battus pour conserver leurs emplois, sans forcément pouvoir imposer leur force face à la politique de casse industrielle orchestrée par ce grand groupe et ses actionnaires qui ont pu compter à plusieurs reprises sur la collaboration des syndicats jaunes qui ont fait le choix d'accompagner les licenciements au détriment de la lutte pour le maintien l'emploi.

C'est ainsi que en 1997, 2003 et 2008, tout en étant bénéficiaire et sans réel motif économique valable, le groupe Philips a réussi progressivement à vider du site de Philips EGP Dreux 83% de son effectif. En s'attaquant aux volumes de production et aux effectifs, le site de Philips Dreux, à l'échelle économique devenait de moins en moins rentable et pourtant, malgré la crise, le groupe n'a jamais cessé de faire des bénéfices. En délocalisant depuis 1997 les volumes de production vers des pays à moindre coût de main-d'œuvre, en se désengageant de certaines activités de la production de téléviseurs, Philips a mis en concurrence les travailleurs et les sites industriels des différents pays européens, en s'appuyant sur la surexploitation des travailleurs des pays de l'Est pour casser la production en France avec le seul but d'accroître ses profits.

Ce démantèlement de l'outil de travail sur Dreux s'est organisé par étapes successives afin de convaincre les travailleurs de leur issue fatale, c'est-à-dire du caractère non-viable du site et donc du caractère inévitable de la fermeture et des licenciements. En même temps la direction en profitait à chaque fois pour se débarrasser des travailleurs les plus combatifs et pour s'attaquer au syndicat lutte de classe CGT, afin de réduire la capacité de résistance des travailleurs.

2008 : une fin programmée

17h30, le mercredi 26 mars 2008, la nouvelle est tombée : 279 suppressions de postes. L'annonce de cette mesure au lendemain des élections municipales prouvait une nouvelle fois la grande complicité entre les grands groupes industriels et certains cadres politiques, comme le maire de Dreux M. Hamel, UMP, qui risquait de perdre des voix si ces licenciements avaient été annoncés auparavant.

Deux mois après un petit comité de travailleurs qui

dès l'annonce de ce PSE avait accompagné les actions menées par le syndicat CGT Philips Dreux, a décidé de rentrer en grève illimitée pour appeler à la mobilisation l'ensemble des travailleurs. Dès le 2 juin, à 8h30, le site comptait plus de 95% de grévistes. Les seuls à ne pas faire grève étaient les cadres liés à la direction... et les syndicats FO et CFE-CGC du site ! Les travailleurs ont donc voté en assemblée générale l'exclusion de la lutte de tous les syndicats du site sauf la CGT, arrivant même à brûler les drapeaux des organisations syndicales qui ne participaient pas au mouvement.

Pendant plus de 2 mois, l'énorme majorité des travailleurs est restée en grève et mobilisée derrière la revendication commune du maintien des emplois. Organisés en comité de grève et réalisant deux assemblés générales par jour, les travailleurs ont mis en place des actions quotidiennes afin de sensibiliser la population de Dreux et les travailleurs des autres entreprises, telles que des piquets sur les ronds-points, des manifestations et des réunions publiques. Dès les premiers jours de la lutte les travailleurs ont mis en place l'organisation d'équipes qui se relayaient pour tenir la bagarre 24 heures sur 24. Peu à peu la lutte s'est radicalisée et les travailleurs sont même arrivés à tenir simultanément plusieurs piquets de grève devant d'autres usines bloquant ainsi l'ensemble de la zone industrielle de Chatelet.

En parallèle, la direction de Philips, avec la complicité des syndicats jaunes et de la minorité antigreve des travailleurs organisait dans l'enceinte de l'établissement des assemblés générales sur les mesures d'accompagnement du PSE et mettait en place des journées de « grève » payées par l'employeur aux travailleurs non-grévistes lors des comités centraux extraordinaires de l'entreprise et envoyait les briseurs de grève dans des bus payés par la direction lors des négociations autour du plan social et faire des provocations qui ensuite étaient imputés aux vrais grévistes. Si la direction a ainsi radicalisé ses méthodes, c'est bien parce que la grève des travailleurs et le blocage de la zone industrielle commençait à toucher l'économie locale, au-delà même du site de Philips.





Mi-juin, les travailleurs grévistes seront assignés en justice pour la levée des piquets de grève bloquant la zone industrielle. Pourtant, la justice ne s'est jamais prononcée sur la levée des piquets. Elle a attendu pour rendre sa décision trois jours après l'avis donné par les syndicats jaunes lors du CCE du 4 juillet qui validait le PSE contre l'avis de 70% des salariés qui restait en grève. C'est ainsi que ces syndicats pro-direction ont trahi la lutte à laquelle ils n'avaient jamais participé. Les grévistes ont tout de même maintenu la grève jusqu'au 18 août et ont ensuite entamé une procédure juridique pour le paiement des jours de grève en arguant de la légitimité de leur mouvement pour le maintien de l'emploi. Leur importante victoire sur ce point n'a pas empêché cependant le licenciement de 279 travailleurs et ni que les syndicats jaunes donnent leur aval au licenciement des délégués syndicaux CGT du site. Tenant compte de la radicalité de cette lutte et dans le but de fermer définitivement le site de Dreux, la direction de Philips a sélectionné soigneusement pour sa liste noire d'ouvriers à licencier les grévistes les plus engagés et combatifs afin de décimer toute l'avant-garde des travailleurs qui s'organisait au tour du syndicat CGT du site. C'est ainsi que les syndicats jaunes ont prêté un service essentiel aux patrons dans le but de liquider toute résistance contre leurs plans de casse de l'emploi.

Face à cette trahison qui a mené à une défaite pour les travailleurs, la CGT EGP Philips Dreux n'a pas cessé de se battre pour le maintien de la production et des emplois sur le site, en dénonçant le plan délibéré de la part de la direction de vouloir fermer définitivement le site de Dreux. En réponse à leur ténacité, la direction a arbitrairement suspendu le paiement des salaires des délégués CGT pendant une période de six mois sans arriver à briser leur combativité. Bien au contraire, cette attitude criminelle de la direction n'a fait qu'accroître la solidarité de différents secteurs du mouvement ouvrier à leur égard, renforçant ainsi la perspective d'une coordination des équipes combattives des différentes luttes qui se développaient à ce moment-là, celle des Goodyear, des Contis, des Molex, des Ford Blanquefort, des Freescale etc.

D'autre part la CGT du site a réussi la réintégration des ses élus licenciés malgré l'avis positif des autres organisations syndicales, de l'inspection du travail et du Ministère du Travail sur ces licenciements. La réintégration de ces travailleurs protégés a été obtenue suite à une décision du tribunal administratif donnant raison aux arguments de défense du syndicat CGT concernant l'argumentaire économique présenté par la direction du groupe Philips dans le cadre du PSE. Cet argumentaire économique s'appuyait sur un périmètre d'activité économique fictif, le secteur téléviseurs, alors que le seul périmètre légalement valable était celui de l'ensemble de la production d'électroménagers grand public (« *consumer lifestyle* »), secteur qui était et qui est toujours largement bénéficiaire. Cette décision du tribunal administratif aura un impact important sur la suite des événements.

L'importance du syndicat lutte de classe CGT, dissidence drouaise

Dès l'année 2002, les syndicalistes combatifs de la section CGT du site de Philips EGP Dreux et de la Sacred ayant des divergences profondes avec l'union locale se sont organisés en dissidence et ont regroupé autour d'eux les équipes syndicales lutte de classes de différentes entreprises de la région, telles que Valéo, Perfect Circle (Dana), Cora, Leroy Merlin, les hospitaliers de Chartres, Renault, le groupe Azur, FCI Automotive, Metallor, etc. Cette coordination a été à l'origine de nombreuses luttes contre la casse industrielle dans le bassin drouais et est arrivé à présenter sa propre liste lors des élections Prudhommales de 2008. La dissidence drouaise devient ainsi la deuxième organisation syndicale en obtenant 21% des voix dans la section industries et 19% dans la section commerce. Cet exemple de coordination montre que les travailleurs ont la capacité de s'organiser contre les directions syndicales traditionnelles et de mener des combats de classe dans l'intérêt des travailleurs. Dans le cas précis de Philips, il a été fondamental pour organiser lors de chaque lutte les travailleurs les plus combatifs et combattre jusqu'au bout la lutte pour le maintien des emplois et contre les licenciements.

2009-2010 : Annonce du projet de fermeture définitive et recherche d'une convergence des luttes

Le 8 octobre 2009 lors d'un CCE au siège central du groupe Philips à Suresnes la direction du groupe annonce aux membres le projet d'arrêt de production

de téléviseurs sur Dreux. Devant engagé une lutte difficile, dans le cadre d'un effectif réduit de salariés sur le site parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de ceux qui n'avaient pas participé aux mouvements précédents, avec peu de possibilités de coordination au niveau local puisque la plupart des entreprises du bassin drouais avaient déjà été fermées, le syndicat CGT EGP Philips Dreux fait donc le choix de chercher à se coordonner avec les luttes qui se menaient dans d'autres entreprises au niveau national et avec lesquelles des rapports s'étaient déjà établis depuis 2008.

C'est dans le cadre de cette coordination pour une convergence des luttes qu'une grande fête des travailleurs en lutte est organisée à Champhol, en Eure-et-Loir, le 14 novembre 2009. Plus de 1000 personnes sont passées pendant la journée, des représentants des principales luttes de cette période (Molex, Freescale, Continental, Ford Blanquefort, etc.) aux côtés des organisations politiques de gauche pour manifester leur soutien à la lutte des travailleurs de Philips et discuter des perspectives d'un mouvement d'ensemble contre les licenciements.

Lutte pour des indemnités ou lutte pour le maintien des emplois ?

Depuis toujours le syndicat CGT EGP Philips Dreux s'est battu pour le maintien de l'emploi et non pas sur des indemnités de départ. Ce choix partait de la compréhension que les indemnités, même lorsqu'elles sont relatives élevées, ne remplacent jamais le préjudice réel de la perte de l'emploi. De plus, dans le cadre de la crise capitaliste actuelle qui pousse des millions de travailleurs vers le chômage, ceux qui partent aujourd'hui avec des indemnités retrouveront très difficilement un travail et dépenseront en très peu d'années[®] l'argent obtenu en guise de compensation pour la perte de l'emploi et se verront ainsi rapidement dans la précarité qui touche tous les chômeurs. De plus, sur l'argent sale des indemnités ne repose aucun prélèvement social, ce qui amène à un affaiblissement de toutes les structures dont bénéficient les travailleurs, telles que les retraites, les allocations de chômage, l'éducation et la santé.

De plus la casse industrielle ne touche pas que les salariés directement licenciés par chaque entreprise, mais aussi ceux de tous les sous-traitants et de l'économie locale qui dépendent de ces usines. De leur côté, ces travailleurs, souvent précaires, ne bénéficieront d'aucune indemnité supra-légale. Ainsi, l'acceptation des licenciements affaiblit de fait la force sociale de notre classe à un moment

où des affrontements violents avec les capitalistes s'annoncent partout en Europe.

C'est pour quoi le syndicat CGT EGP Dreux a toujours eu pour principe de ne pas accompagner les licenciement comme le font la plupart des syndicats au niveau national en faisant croire que c'est la meilleure des solutions pour les travailleurs ou en tout cas la seule possible. Au contraire, nous pensons que le système capitaliste n'assure qu'un seul droit aux travailleurs, celui d'avoir un travail et d'être exploité. Si ce système ne peut même pas assurer ce triste privilège, il doit donc disparaître.

Ce dans ce sens que notre syndicat a été amené à remettre en cause la propriété des patrons sur l'outil de travail et l'organisation de la production dans le système capitaliste en démontrant que les travailleurs sont capables de produire et de satisfaire leurs besoin sans patron.

L'expérience du contrôle ouvrier

Pour le maintien de production de télévisions de Philips EGP DREUX les salariés du site depuis des années ont organisé, grèves, mobilisations régionales, batailles juridiques, etc. Tout a été tenté pour bloquer la machine destructrice de l'emploi. La CGT Philips EGP DREUX s'est battue sans relâche pour la mobilisation massive des salariés de Philips car comme partout, derrière ces emplois directs supprimés, ce sont des milliers d'autres qui ont été liquidés avec l'installation dans le chômage et la misère de milliers de familles.



Le 5 janvier 2010, à 9h00, les travailleurs du site de Dreux ont pris le contrôle de l'usine et de l'organisation des productions afin de dénoncer la fermeture de celui-ci et de démontrer que l'activité TV est toujours possible à Dreux. Une évidence pour le syndicat CGT Philips Dreux qui depuis l'annonce du projet de la fermeture du site prônait comme base revendication la réquisition de l'outil de production par les travailleurs, comme seule alternative pour faire face aux annonces successives de fermeture d'entreprise.

Pour la première fois en France depuis des années le contrôle ouvrier d'une entreprise a été effectivement réalisé pendant plusieurs jours, renouant avec quelques unes des plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier, lorsque pendant les années 70 les travailleurs de LIP et de d'autres entreprises ont dit que, en se passant des patrons, ils pouvaient « produire, vendre et se payer ». Les travailleurs de Philips Dreux ont donc eux-mêmes commandé et acheminé les pièces et matériaux nécessaires à la fabrication des téléviseurs qui étaient dispersés dans différents entrepôts des alentours ; ils ont entreposé ces pièces et ont augmenté la production sous leur propre contrôle.

Les salariés étaient déterminés à maintenir le contrôle de la production et du stockage de celle-ci, et cela même après la visite d'un huissier de justice mandaté par la direction du site, le 11 janvier 2010, qui condamne l'irrégularité du fonctionnement de la production mis en place pas les travailleurs. Que reproche-t-on réellement à ces femmes et à ces hommes qui maintiennent une activité sur leur site pour préserver leur dignité de travailleur ?

Qui sont réellement les voyous ? Sûrement pas les travailleurs mais ces patrons qui licencient à tour de bras, sans aucune impunité. Ces mêmes patrons qui ne respectent même pas le code du travail, la loi et qui voudraient donner des leçons de régularité aux travailleurs de Philips. C'est plutôt aux travailleurs, de leur donner une leçon de courage... Des travailleurs qui démontrent qu'on peut se donner les moyens de maintenir une activité sur le site et garantir un revenu convenable aux salariés.

Ce n'est qu'après 5 jours de sommeil que la direction se rend compte que les salariés avaient géré leurs achats, leur organisation de travail pour maintenir une activité sur un mois alors ces « patrons voyous », avaient sûrement l'intention de transférer ce stock de production vers le site hongrois au détriment du site de Dreux.

Après deux semaines de contrôle ouvrier et pour mettre un terme à cette nouvelle forme de lutte qui s'attaque directement au profit du grand capital la

direction de Philips a disposé de la grande complicité du syndicat FO du site qui encouragera la direction de Philips à utiliser tous les moyens afin de stopper ce contrôle ouvrier. Le 15 janvier, le contrôle ouvrier sera suspendu suite aux menaces d'une procédure de licenciements pour faute grave à l'encontre de neuf travailleurs.

La reprise du contrôle de la production par les travailleurs auto-organisés, réclamant la réquisition et la nationalisation de l'usine, constituait un danger non seulement pour les patrons de Philips mais pour toute la classe capitaliste, car elle remettait en cause leurs structures d'exploitation. En donnant des idées à d'autres travailleurs en lutte contre les licenciements, elle pouvait devenir ainsi une voie alternative dans la lutte pour faire payer la crise aux capitalistes et pour la libération de l'exploitation imposée par le capital et l'émancipation humaine.



Lock-out

Le 13 février la direction de Philips a envoyé des lettres aux travailleurs pour leur dire de ne plus venir à l'usine car celle-ci était fermée alors que le Plan Social n'était pas conclu et que les travailleurs n'étaient donc pas licenciés. À l'appel de la CGT du site les ouvriers sont venus dès le lundi matin à 5h et ont tenu un piquet devant l'usine pendant une semaine pour empêcher qu'elle soit vidée des machines et pour protester contre l'action des patrons du groupe Philips.

Ce lock-out a ouvert une divergence au sein de la classe dominante dont une fraction voulait utiliser l'exemple de Philips pour montrer que les contraintes auxquelles sont soumis les patrons voulant fermer une entreprise sont excessives. Représentant un autre secteur qui voyait que le rapport de forces actuel ne permet pas un tel passage en force, le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a dû intervenir pour « condamner » l'action des patrons de Philips tout en disant qu'il ne s'agissait pas de « patrons voyous ».

Le jour d'une réunion avec le ministre Estrosi, les

travailleurs de Philips ont organisé un rassemblement devant le Ministère de l'Industrie à Paris, soutenus par des travailleurs de Continental, des cheminots de Sud-Rail, des fonctionnaires, des travailleurs sans-papiers en grève et des étudiants.

Ils ont aussi mené une bataille judiciaire contre le lock-out et pour l'annulation du plan social qui était complètement frauduleux : il se basait sur l'argumentaire économique qui isolait l'activité de production de téléviseurs du secteur dont elle fait partie pour essayer de démontrer que le secteur était déficitaire, alors que le seul secteur pertinent légalement, comme nous l'avons dit, est celui de l'électroménager grand public (consumer lifestyle), qui est largement bénéficiaire avec un profit en hausse de 15% en 2009, dont 400 millions d'euros au deuxième semestre.

Pour ce combat légal le tribunal de Chartres a donné raison aux travailleurs de Philips sur tous les points, obligeant la direction à rouvrir le site alors que le jour-même le PDG de Philips France, M. Karecki, avait annoncé sur une chaîne nationale qu'il n'y aurait plus jamais de production sur le site de Dreux. Le tribunal a aussi ordonné à la direction de revoir son plan social en prenant en compte l'appartenance de l'activité du site au secteur Électroménager Grand Public.

Cette victoire a donné un message fort à tous les travailleurs, qu'il était possible d'imposer une défaite aux patrons et que la fermeture d'une usine n'était pas une fatalité. De plus, le scandale du lock-out dont le summum a été la proposition de reclassement des travailleurs en Hongrie avec un salaire de 450 euros par mois (sous condition de parler couramment le hongrois!), a entraîné l'adoption d'une loi empêchant les patrons de proposer des reclassements avec des salaires plus bas que ceux que les travailleurs touchaient à l'origine.

Solidarité entre les étudiants et les travailleurs

Pendant toute la semaine du lock-out des étudiants de différentes facultés parisiennes, notamment de Paris-VIII (qui avaient déjà apporté leur solidarité au moment du contrôle ouvrier en janvier) et des enseignants en grève de l'académie de Créteil sont venus tous les jours à la porte de l'usine pour soutenir les travailleurs en lutte. Leur soutien était accueilli chaleureusement par les ouvriers qui ont dit, le vendredi du résultat du référé, favorable aux ouvriers, que leur soutien avait été fondamental pour leur moral et pour qu'ils n'abandonnent pas le combat.



Lundi 22 février lorsque les salariés ont repris le travail après la défaite du lock-out patronal une quinzaine d'étudiants et enseignants grévistes de l'Académie de Créteil les ont accueillis avec des chants et des applaudissements. On pouvait lire sur les banderoles « Gagner contre les patrons c'est possible ! » et « Philips Dreux, un exemple pour tous les travailleurs ! »

Pour le syndicat CGT EGP Philips Dreux cet exemple de solidarité entre les étudiants et les travailleurs est fondamental pour avancer vers une convergence des luttes et un affrontement global de tous les exploités et opprimés contre ce système. A chaque fois que cette alliance s'est mis en place, que ce soit en 1968 ou pendant le CPE en 2006 cela a fait peur aux patrons et au gouvernement qui ont été obligés de faire des concessions. Cette petite expérience s'est fait aussi dans l'autre sens lorsque des travailleurs de Philips ont soutenu la grève des enseignants de l'académie de Créteil et elle a d'ailleurs permis d'aboutir à une collaboration entre la CGT EGP Philips Dreux et ces étudiants et enseignants à plus long terme pour soutenir d'autres luttes telles que celles des travailleurs de la raffinerie de Total à Dunkerque, ceux de Sanofi Aventis, contre les attaques subies par nos camarades de Continental et par Christophe Plet d'Amiens.

Trahison des bureaucrates syndicaux

Alors que les travailleurs de Philips avaient réussi à imposer une première défaite aux patrons, à attirer la solidarité d'étudiants et d'autres salariés et que même la justice bourgeoise leur avait donné raison, la direction de Philips a malheureusement pu compter encore une fois sur un syndicat jaune pour assurer la défense de ses intérêts.

Le syndicat Force Ouvrière de l'usine, appuyé par la



la lutte contre les licenciements) s'est concerté avec la direction du groupe pour dévier cette lutte vers la négociation d'indemnités de départ. Faisant croire aux salariés qu'ils étaient en position de faiblesse et que, s'ils ne négociaient pas des indemnités, ils risquaient de partir sans rien, FO a négocié une augmentation de l'ordre de 20 000 euros en plus des indemnités prévues depuis le début par la direction. Celle-ci avait provisionné 21 millions d'euros pour son plan, qui ne lui coûtera pas un centime de plus. Très pressé de vouloir satisfaire la direction, FO et les autres syndicats de l'entreprise, à l'exception de la CGT, ont donné un avis sur le Plan Social à peine reformulé, permettant ainsi aux patrons de poursuivre la fermeture du site et le licenciement des 212 salariés, en toute illégalité. En plus des irrégularités constitutives du PSE, les indemnités supplémentaires proposées ont été conditionnées à l'envoi des lettres de licenciements à la date prévue par la direction, ce qui constitue du pur chantage patronal et une attaque fondamentale contre les droits syndicaux car de ce fait la direction empêchait le syndicat CGT de contester juridiquement le PSE pendant le délai de 15 jours qui séparait la date de l'avis et l'envoi des lettres de notification des licenciements.

Les bureaucrates de FO ont profité du fait qu'une grande partie des salariés a plus de 50 ans et que les indemnités, dont le montant varie entre 54 et 73000 € bruts, semblaient être relativement élevées et suffire pour assurer la subsistance des travailleurs licenciés jusqu'à la retraite. Mais pour une partie importante des travailleurs, ce montant est loin de couvrir les préjudices du chômage qu'ils subiront en raison de la crise capitaliste dans une région déjà très sinistrée.

Minorité combative

Malgré cette trahison une minorité combative est restée organisée au tour du syndicat CGT Philips EGP Dreux et a donné un exemple de lutte jusqu'au bout

pour les intérêts des travailleurs. Son action a permis de donner une projection nationale à un conflit qui aurait pu être une bagarre parmi tant d'autres. Avec le mot d'ordre de refus d'accompagner les licenciements ces camarades se sont battus du début à la fin pour le maintien de l'activité industrielle sur le site et des emplois qu'elle assurait.

De plus ils ont envoyé un message politique aux ouvriers de tout le pays à travers l'expérience, quoique limitée dans le temps, du contrôle ouvrier et la revendication de nationalisation sous gestion des travailleurs des entreprises qui ferment ou licencient. Ils ont montré une voie alternative pour la lutte contre les licenciements, avec une méthode et un programme qui remettent en question le pouvoir patronal et qui seraient capables d'unifier l'ensemble des travailleurs en lutte contre les licenciements.

Leçons pour l'avenir



Le but de ce texte n'est pas de sauver notre âme ou d'entretenir les souvenirs de la lutte des travailleurs de Philips. Au contraire nous souhaitons apporter à partir de notre petite expérience quelques conclusions qui aident l'ensemble des travailleurs dans les combats de classe qui nous attendent. Aujourd'hui la crise capitaliste mondiale se montre dans toute sa profondeur et l'épicentre de cette crise dans la phase actuelle, c'est l'Europe. Dans ce sens la Grèce ne fait qu'annoncer les attaques que la classe capitaliste mondiale voudra imposer aux travailleurs de tous les pays pour que ce soit eux qui payent le coût d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Les plans d'austérité amèneront plus de récession et donc plus de licenciements et de fermetures d'entreprises. Les travailleurs en France se sont battus énormément pendant toute cette dernière année dans des centaines de combats héroïques mais qui ont pourtant malheureusement débouché le plus souvent sur des défaites de luttes isolées. La question qui se pose pour l'avenir est de savoir si toute cette énergie de lutte de la classe ouvrière pourra donner lieu à des victoires qui aillent dans le sens de faire payer la crise à ceux qui en sont responsables, les capitalistes.

C'est pourquoi nous pensons qu'en plus de méthodes radicales les travailleurs doivent se donner des objectifs radicaux. Face à une fermeture d'usine, ne pas se résigner à négocier les meilleures conditions de départ, mais lutter pour empêcher tout licenciement. Ce programme est le seul qui permet d'unifier toutes

nos luttes aujourd'hui dispersées et nécessite en même temps la mise en place d'une coordination au niveau national, voir international, pour aboutir. C'est pourquoi il faut chercher par tous les moyens d'établir des liens entre les secteurs combatifs de toutes les boîtes en lutte, et cela indépendamment des direction syndicales qui ont déjà montré largement qu'elle ne feront rien pour faire avancer dans ce sens le combat des travailleurs. Pire que ça, dans plusieurs luttes ce sont elles qui ont fait des compromis avec les patrons sur le dos des travailleurs comme on a vu à Philips, mais aussi à Caterpillar ou plus récemment à Total. Dans ce sens il est aussi impératif de développer l'auto-organisation des travailleurs en lutte en même temps qu'on se bat pour construire des syndicats lutte de classe, en les arrachant à ceux qui défendent leurs petits intérêts dans les syndicats et non pas ceux des travailleurs. A tous ceux qui disent qu'il ne faut pas mélanger politique et syndicalisme nous répondons que la seule façon de faire avancer le syndicalisme dans le sens d'un combat global des travailleurs c'est de s'attaquer au cœur du problème, c'est-à-dire, un système dont la seule logique est d'enrichir une poignée d'actionnaires au détriment de la vie de millions de travailleurs.

Ceux qui veulent interdire la politique dans les entreprises soutiennent de fait que la politique soit

réservée aux bourgeois et à leurs laquais. Nous pensons au contraire que les travailleurs doivent s'emparer de leur destin et montrer, comme on a essayé de le faire à une petite échelle à Philips, qu'ils peuvent gérer leur travail et leur vie sans besoin des parasites capitalistes, et ça c'est un combat éminemment politique. Voilà pourquoi le contrôle ouvrier fait aussi peur aux patrons et au gouvernement : en plus de montrer que le licenciement n'est pas un horizon indépassable, il porte le germe d'une société nouvelle possible, basée sur la propriété nationalisée et sur la gestion ouvrière et populaire de toutes les entreprises. A travers le contrôle et la nationalisation des entreprises, les travailleurs mettent en avant le problème du pouvoir de l'Etat et de l'organisation de toute la société. Comme disait Celia Martinez, dirigeante de l'usine occupée Brukman en Argentine, « si les travailleurs sont capables de gérer eux-mêmes une usine, qu'est-ce qui les empêcherait de gérer tout le pays ? »

Manuel GEORGET de la CGT Philips Dreux



QUEL PARTI POUR QUELLE STRATÉGIE ? ÉLÉMENTS DE CRITIQUE DES « FRONTS ANTI-LIBÉRAUX » ET DES « PARTIS LARGES ANTICAPITALISTES »

Claudia Cinatti¹

On assiste bien à un « retour de la question stratégique ». La formulation peut sembler un peu grandiloquente mais elle résume l'ensemble des questions auxquelles ont à faire face un certain nombre de camarades qui souhaitent militer sur des bases anticapitalistes et révolutionnaires en Europe, notamment dans les partis dits « larges » qui ont vu le jour au cours des dernières années : pour quelle orientation stratégique, corrélée à une pratique politique, entend-on combattre ? Cela présuppose également la question de quel parti il faut forger en vue du pouvoir que nous entendons construire. Au-delà des partis « larges » il s'agit de problématiques auxquelles ont à faire face les révolutionnaires aujourd'hui après un important reflux de la lutte de classe -effet de la défaite du mouvement ouvrier et populaire à la suite des « longues années 1968 »- qu'est venu troncquer à partir de 1995 un retour ténu quoique réel du salariat et de l'insubordination de classe sur le devant de la scène. Avec la situation actuelle, alors que la crise fait rage -les travailleurs et les travailleuses en savent quelque chose, en Grèce mais pas seulement-, ces questions sont d'une brûlante actualité. Elles sont d'autant plus centrales pour les révolutionnaires si l'on a en tête ce qu'a été et est aujourd'hui la pratique dominante et courante des principaux courants d'extrême gauche en Europe, y compris dans les pays où le trotskysme est une des composantes historiques de l'avant-garde de classe comme la France.

C'est donc la nouvelle situation post-

1989-1995 qui a fait dire à certains, provenant de traditions différentes, « à nouvelle période, nouveau programme et nouveau parti ». Ils ne faisaient certes pas leurs « adieux au prolétariat » comme certains l'avaient fait au début des années 1980, mais au nom de la clôture définitive du grand cycle historique ouvert par Octobre 1917, ils renonçaient, définitivement et ouvertement parfois, à toute référence au legs historique du mouvement ouvrier révolutionnaire dans ses différentes manifestations, à commencer par sa dernière expression historique organisée, la IV Internationale des origines.

Au nom de cette nouvelle période, à un moment où après 1995 on voit effectivement un certain tournant dans les mobilisations sociales et la repolitisation de fractions des classes subalternes, à commencer par des secteurs avancés du mouvement ouvrier et de la jeunesse, les théoriciens des partis larges refusent de défendre une perspective stratégique déterminée et articulée au nom de l'antidogmatisme et de l'ouverture : c'est ce qu'on appelle, dans certaines organisations, « l'ambiguïté des principes fondateurs », que certains érigent en vertu ou d'autres se scandalisent car ils seraient mal interprétés.

A notre avis, dans les partis larges, ou du moins dans ceux qui existent encore ou qui ne sont pas dans une situation de crise avancée, il ne nous semble pas qu'il y ait un quelconque problème d'interprétation. C'est bien l'absence

[1] Article traduit de l'espagnol, C. Cinatti, « ¿Qué partidos para qué estrategia ? Una polémica sobre los 'frentes antineoliberales' y los 'partidos amplios anticapitalistas' », publié dans Estrategia Internacional n°24, Buenos Aires, décembre 2007/ janvier 2008, p.77-108.

d'orientation stratégique révolutionnaire proclamée qui pose problème. Dans ce cadre d'ailleurs, cette absence a été remplacée par une foudroyante de tactiques politiques, très ouvertement électoralistes et même parfois réformistes. Des tactiques qui sont parfois et pour certains théorisées en orientation, car effectivement, on ne peut faire de politique sans boussole stratégique.

C'est pour contribuer à ce débat, tout en indiquant la richesse de la tradition dont nous provenons et dont certains voudraient se défaire

comme d'un chien crevé alors que d'autres ne s'y réfèrent que de manière parcellaire, au gré des vents de l'opportunisme, que nous republions ici un article publié début 2008 et qui tente de faire le bilan de ce que « large » veut dire, à la lumière du débat stratégique tel qu'il réaffleure depuis quelques années maintenant.

Bonne lecture,

Le comité de rédaction de Stratégie Internationale

On a vu refluer au cours des dernières années tant au sein des organisations d'extrême gauche que dans certains milieux universitaires le débat au sujet du rapport entre la « sphère du politique » et la « sphère du social ». On retrouve dans ce débat plusieurs positions allant de celles qui relisent les théories libérales à travers les postulats post-marxistes réaffirmant l'autonomie absolue du politique, c'est-à-dire son autonomie par rapport à toute détermination objective¹, jusqu'à la réélaboration faite par certains courants d'extrême gauche à l'image de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) en France ou du Socialist Workers Party (SWP) en Grande-Bretagne de certains problèmes historiques de la stratégie marxiste comme le rapport entre lutte syndicale et lutte politique et, en dernière instance, entre les intérêts immédiats et les intérêts historiques du prolétariat.

Il ne s'agit-là en rien d'une nouveauté fondamentale. Ces débats ont traversé l'histoire du marxisme et du mouvement ouvrier depuis cent cinquante ans.

Le fait que l'inégalité entre la sphère du politique et la sphère du social surgisse des contradictions mêmes de la domination capitaliste n'en signifie pas moins que cette inégalité s'exprime en fonction de caractéristiques propres à chaque période historique.

[1] Nous avons à plusieurs reprises discuté dans nos publications des principales thèses défendues par les principaux représentants de la pensée post-marxiste à l'image de Ernesto Laclau et de leur influence au sein même de la gauche radicale ainsi que de la conception libérale de la politique chez Hannah Arendt. Voir notamment C. Cinatti, "La impostura posmarxista", in *Estrategia Internacional* n° 20, Buenos Aires, septembre 2003 ainsi que C. Cinatti et E. Albamonte, "Trotsky y la democracia soviética. Más allá de la democracia liberal y el totalitarismo", in *Estrategia Internacional* n° 21, septembre 2004 (traduction française, "Trotsky et la démocratie soviétique" publiée dans *Stratégie Internationale* n°4, automne 2004).

Au XIX^e Marx posait ce rapport en reprenant les termes de la dialectique hégélienne et en posant la nécessité pour la classe ouvrière du passage du prolétariat de classe « en soi » à classe « pour soi » ou en d'autres termes, de sa transformation en parti politique². La conception selon laquelle la classe ouvrière devait intervenir sur le terrain politique dans sa lutte pour détruire le pouvoir bourgeois et établir son propre Etat a été une des caractéristiques du marxisme par rapport à d'autres courants tels que le trade-unionisme, le socialisme utopique ou l'anarchisme, tendances actives à l'époque au sein du mouvement ouvrier. Le rapport entre ces deux moments de surcroît n'était en rien harmonieux. Marx distinguait ce qu'il appelait le « parti au sens historique », identifié à la classe ouvrière

[2] Cette formulation qui apparaissait dans le Manifeste Communiste laissait entendre que la lutte économique était insuffisante pour réaliser les objectifs historiques de la classe ouvrière –la construction d'une société communiste de producteurs libres associés au sein de laquelle disparaîtraient les classes sociales et l'Etat. En fonction de cet objectif, le prolétariat devait se constituer en classe émancipatrice de l'ensemble des opprimés, dépasser l'affrontement local contre les patrons dans les usines considérées isolément et s'élever à la lutte politique contre les rapports sociaux capitalistes, notamment l'Etat bourgeois. Fonder des partis ouvriers, c'est ce que le Congrès de La Haye de l'Association Internationale des Travailleurs posait clairement comme problème en septembre 1872, et ce notamment en lutte ouverte contre les courants internes anarchistes : « contre le pouvoir uni des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis politiques créés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la Révolution sociale et de sa fin suprême : l'abolition des classes. La coalition des forces de la classe ouvrière, déjà obtenue par la lutte économique, doit ainsi lui servir de levier dans sa lutte contre le Pouvoir politique de ses exploités. (...) La conquête du Pouvoir politique est devenu le grand devoir du prolétariat ». [L'article 7a cité ci-dessus, synthèse de la résolution adoptée en 1871 à la Conférence de Londres, fut inclus dans les Statuts par décision du Congrès de la Première Internationale tenu à La Haye en septembre 1872].

en tant que sujet politique conscient de ses buts et qui préfigurait dans son existence même la société à venir, du « parti à existence éphémère³ », c'est-à-dire les organisations concrètes ayant un caractère transitoire et qui pouvaient cesser de coïncider avec les intérêts historiques du prolétariat.

Cette discussion est devenue centrale au cours du XX^e siècle, une période caractérisée par l'actualité de la révolution prolétarienne et au sein de laquelle l'avènement de l'impérialisme avait ouvert une nouvelle époque : celle des « crises, des guerres et des révolutions ». La contradiction entre « spontanéité » et « conscience » s'est ainsi retrouvée au cœur des discussions au sein du marxisme russe, notamment entre 1902 et 1903, période au cours de laquelle Lénine polémique à travers le *Que faire ?*. En reprenant à son compte une définition de Kautsky, Lénine distinguait entre la conscience tradeunioniste de la classe ouvrière de la « science socialiste » apportée de « l'extérieur » par l'intellectualité marxiste. La lutte politique contre le tsarisme impliquait ainsi une dimension politico-idéologique. Pour Lénine l'idéologie bourgeoise fonctionnait spontanément au niveau de la lutte syndicale. C'est en cela qu'il était nécessaire de construire une organisation révolutionnaire qui se nourrissait de la classe ouvrière sans pour autant se confondre avec elle⁴.

Cette discussion s'est posée à nouveau au cours des différentes révolutions russes du début du XX^e siècle, 1905 et bien entendu 1917 : quel rapport entre les soviets, organes de fronts uniques et d'auto-organisation des masses et le parti bolchevique en tant qu'instrument de d'instauration de la dictature du prolétariat⁵ ?

[3] Cette expression se retrouve par exemple dans une lettre de Marx à Ferdinand Freiligrath de février 1860. Marx répond à Freiligrath au sujet d'un problème légal ayant trait à l'appartenance de ce dernier à la Ligue des Communistes. « Je te ferai observer qu'après que, écrit Marx, sur ma demande, la Ligue (des communistes) a été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu et n'appartiens à aucune organisation secrète ou publique, autrement dit le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans ». « La Ligue, poursuit Marx, aussi bien que la Société des Saisons de Paris et cent autres organisations n'ont été qu'un épisode dans l'histoire du parti qui naît spontanément du sol de la société moderne ». Cité dans D. Bensaïd, « Stratégie et politique de Marx à la III^e Internationale », disponible sur www.europe-solidaire.org.

[4] Pour une analyse plus détaillée de cette question, voir A. Díaz, "Nuevos argumentos para viejos reformismos. La lectura autonomista del legado de Lenin", in *Lucha de Clases* n° 6, Buenos Aires, juin 2006.

[5] Nous soulignons également que Trotsky donnera au final une lecture spécifique du concept de dictature du prolétariat fondée sur le pluripartisme soviétique comme

Aujourd'hui cependant, le contenu concret de ces discussions se trouve comme marqué par une sorte « d'esprit de l'époque », lourd héritage de la défaite du dernier cycle international de montée de la conflictualité ouvrière entre 1968 et 1976. C'est pour cette raison que l'on assiste depuis lors et plus encore actuellement à une remise en question tant du « sujet social » (la classe ouvrière) que du « sujet politique » (le parti léniniste), deux piliers sur lesquels le marxisme a historiquement bâti sa stratégie de révolution sociale⁶. Cette sorte de doxa s'est transformée en un véritable phénomène de « mode » théorique qui en est même venue à imprégner certains des courants les plus opportunistes de l'extrême gauche d'origine trotskyste⁷.

Une série de facteurs ont abouti au panorama complexe qui est le nôtre actuellement : offensive néo-libérale, reflux de la classe ouvrières sur le plan de ses conquêtes matérielles, de ses capacités d'organisation et de lutte, et au final, écroulement des régimes stalinien entre 1989 et 1991 et restauration capitaliste sans aucune résistance ouvrière. Voilà les ingrédients qui ont permis que tant au sein du marxisme militant qu'au sein du marxisme académique mâtiné de théories à la mode on puisse décréter la fin du cycle historique ouvert par la victoire de la Révolution d'Octobre⁸.

norme programmatique dans les sociétés de transition, et cela notamment dans le Programme de transition, dépassant la vieille division entre programme minimum et programme maximum par le biais de la formulation d'un ensemble de revendications transitoires agissant comme autant de ponts entre la conscience à une époque précise et les intérêts historiques du prolétariat.

[6] Comme le soulignait déjà Trotsky dans le Programme de Transition, cela n'a pas seulement des conséquences politiques et stratégiques mais amène également à réviser la théorie révolutionnaire. « Les défaites tragiques subies par le prolétariat mondial durant une longue série d'années ont poussé les organisations officielles à un conservatisme encore plus grand et ont conduit en même temps les «révolutionnaires» petits-bourgeois déçus à rechercher des «voies nouvelles». Comme toujours, dans les époques de réaction et de déclin, apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le «corrigent». Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité des erreurs et des crimes de ceux qui l'ont trahie; les autres maudissent la médecine, parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir une panacée et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes". L. Trotsky, Programme de Transition (1938), www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.htm

[7] Pour une critique des positions de D. Bensaïd au sujet de l'hégémonie prolétaire et le parti léniniste, voir G. Gutiérrez, "Sobre la actualidad de la apuesta leninista", in *Lucha de Clases* n° 6, Buenos Aires, juin 2006.

[8] Antoine Artous souligne ainsi que la période ac-

Dans un court essai où il répondait à ceux qui tout en prétendant s'en prendre au stalinisme finissaient par s'attaquer au bolchevisme et au marxisme, Trotsky soulignait que « les époques réactionnaires (...) non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent également le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes dépassées depuis longtemps⁹ ». La tâche la plus importante de l'avant-garde serait ainsi « de ne pas se laisser entraîner par le reflux général. Il faut aller contre le courant » et de « se maintenir au moins sur les positions idéologiques¹⁰ ». Les plus ingénus confondront certainement cette position avec du sectarisme. Pour Trotsky en revanche, en se référant à l'expérience bolchevique dans les moments les plus sombres de réaction, il s'agissait-là de la seule issue afin de « préparer un nouveau bond gigantesque en avant, avec la vague de la prochaine montée historique¹¹ ».

Si l'on observe dans le passé récent les conséquences de l'offensive néo-libérale force est de constater combien la « pensée politique » de ceux qui se revendiquent du marxisme a reculé à des étapes dépassées : le néo-bersteinisme, les utopies libertaires et autonomistes en viennent même à être présentées comme de grandes nouveautés. Une partie des organisations de matrice trotskyste n'ont pas su se « maintenir », comme le disait Trotsky en août 1937, sur des positions idéologiques et stratégiques. C'est ce que montre par exemple la décision de la LCR de renoncer à toute référence à la dictature du prolétariat.

Mais après près de trente années d'offensive patronale la réalité a commencé à changer. Si l'on doit prendre une date emblématique, on ne peut pas ne pas faire coïncider ce changement lent mais soutenu avec les grèves de novembre-décembre 1995 en France, un mouvement qui a représenté un point d'inflexion dans la reprise de la résistance ouvrière face aux attaques

tuelle est caractérisée par la fin du cycle historique initié par octobre 1917, la période qui commença avec octobre 1917 correspondant à l'histoire selon Hobsbawm dans L'Âge des extrêmes : le court XXe siècle 1914-1991 (voir « The LCR and the left, some strategic questions », in Bulletin n°17, disponible sur istendency.net). La conséquence évidente de cette conception n'est rien d'autre que la reformulation du projet stratégique de la LCR comme cela est apparu au sein du débat stratégique de cette organisation au cours des dernières années.

[9] L. Trotsky, « Bolchevisme ou stalinisme », 29/08/1937, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/08/lt19370829.htm

[10] *Ibid.*

[11] *Ibid.*

de la bourgeoisie. A cette étape on a vu se succéder le mouvement anti-globalisation qui a fait irruption à partir de 1999 à Seattle puis le mouvement anti-guerre.

En Amérique latine on a assisté à l'approfondissement d'une tendance allant dans le sens d'un accroissement de l'action directe et des soulèvements populaires (Argentine 2001, Bolivie 2003, Equateur, etc.). Ces mouvements, lorsqu'ils ont renversé les gouvernements néo-libéraux en place ont permis l'arrivée au pouvoir de courants renouant avec le populisme.

La croissance économique des quatre dernières années a renforcé la classe ouvrière d'un point de vue social par le biais de l'intégration de millions de jeunes prolétaires au monde du travail. Du point de vue des luttes revendicatives cette situation a contribué dans de nombreux cas à faire naître des processus de réorganisation ou l'adoption parfois de méthodes radicalisées de lutte. Cette reprise a néanmoins également favorisé le développement de tendances réformistes rendant beaucoup plus contradictoire et complexe la perspective de constitution de la classe ouvrière en tant que sujet politique hégémonique porteur d'un projet d'émancipation de même que son expression la plus consciente : la construction de partis ouvriers marxistes fortement insérés au sein du prolétariat. Cela est particulièrement visible lorsque l'on se rend compte qu'il n'existe aucune tendance à l'indépendance de classe au sein de pans significatifs du mouvement ouvrier.

L'autre phénomène important à l'heure actuelle, en plus du retour sur le devant de la scène d'une certaine conflictualité ouvrière, c'est la crise de ce que l'on a appelé les « partis ouvriers bourgeois » -notamment le SPD allemand, le PS français, le Labour britannique, les PC français et italiens, le PT brésilien-, c'est-à-dire des partis ouvriers fondés pour la plupart entre la fin du XIX^e et le début du XX^e (à l'exception bien entendu du PT brésilien de surgissement tardif) qui ont représenté la direction historique du mouvement ouvrier, direction partagée avec le nationalisme bourgeois dans différents pays de la périphérie capitaliste. Les mécanismes de crise de ces partis sont à chercher du côté du fait qu'il ont été les agents de l'offensive patronale, se transformant ainsi en partis socio-libéraux, ce qui leur a aliéné au final leur base électorale traditionnellement salariée.

C'est dans ce cadre général qu'est apparue tout d'abord au sein de l'extrême gauche européenne

la discussion au sujet de la construction de « partis anticapitalistes larges », une politique qui a mené à la fondation du Scottish Socialist Party (SSP) en 1998, au Bloco de Esquerda au Portugal en 1999, au Parti de Gauche en Suède, à l'Alliance Rouge et Verte au Danemark (dans ces deux derniers cas, ces partis ont vu le jour au début des années 1990), à la Socialist Alliance puis RESPECT en 2004 en Grande-Bretagne. On peut également songer au rôle joué par les principales tendances du trotskysme en Italie au sein de Refondation Communiste pendant plus de dix ans ou plus récemment lors de la fondation de Die Linke en Allemagne (dans ces deux derniers cas, PRC et Die Linke, il ne s'agit pas de courants impulsés par des groupes d'extrême gauche mais les résultantes objectives de ruptures avec la social-démocratie dans le cas allemand et avec le PCI dans le cas italien). De son côté la LCR française vient d'officialiser son appel à la formation d'un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA).

Cette discussion et cette politique a également touché dans un second temps l'extrême gauche latino-américaine. C'est ainsi qu'au Brésil on a pu assister à la fondation du Parti Socialisme et Liberté (PSOL) à partir d'une rupture d'un secteur de la « gauche pétiste » avec le PT. En Argentine on retrouve l'expression de ces « partis larges » dans la Nueva Izquierda (« Nouvelle Gauche ») impulsée par le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) qui vient d'opérer un brusque virage en direction de la gauche modérée et essaie de fusionner avec des courants péronistes dissidents regroupés autour de Proyecto Sur. La direction du MST pose clairement la perspective de « confluer vers un espace national et populaire » avec les « secteurs progressistes radicalisés » de manière à fonder un mouvement commun qui serait capable de « dépasser » y compris d'un point de vue programmatique toute l'expérience de l'extrême gauche trotskyste des dernières années. C'est cette même logique qui a conduit le MST et ses sympathisants au Venezuela à se diluer au sein du Parti Socialiste Uni Vénézuélien (PSUV) chaviste.

Ces projets au sein desquels coexistent réformistes et révolutionnaires se basent sur une absence totale de définition de classe de ces partis. Il s'agit d'ailleurs soit de partis petits-bourgeois soit d'alliances de type front-populistes ou, dans le cas spécifique du PSUV chaviste au sein duquel sont entrés certains courants d'extrême gauche, de partis nationalistes bourgeois. Ces partis ont représentés les instruments qui ont permis de capitaliser, de manière opportuniste, un espace laissé vacant par le virage néolibéral du réformisme traditionnel. Ces partis sont d'ailleurs le plus souvent l'expression d'une base électorale plus que de processus de radicalisation politique.

La recomposition lente de la classe ouvrière ainsi que le surgissement de gouvernements de centre-gauche « post-néolibéraux » ont été les cadres à partir desquels ces courants ont très rapidement capitulé. C'est le cas bien entendu de Démocratie Socialiste (DS) au Brésil qui a participé au gouvernement Lula, ou encore la version « anti-libérale » de DS, le PSOL, qui n'en a pas moins voté au Parlement les lois des « super-simples » qui anticipaient la réforme du marché du travail opérée en faveur des PME brésiliennes. L'autre « grand modèle » de parti large anticapitaliste, Refondation Communiste (PRC) en Italie, qui s'était vue au fil des années être l'objet de tous les éloges de la part de l'extrême gauche européenne et italienne pendant plus d'une décennie, a fini par participer directement au gouvernement Prodi et par soutenir les politiques anti-ouvrières et impérialistes du gouvernement de l'Union. On peut enfin également songer, sur un autre plan, à la crise terminale que traverse RESPECT en Grande-Bretagne.

Dix ans après le début de ces expériences et en fonction des crises que traversent aujourd'hui plusieurs de ces partis et courants il serait nécessaire de réaliser un bilan critique de toutes ces années.

Nous centrerons notre critique au fil de cet article sur la discussion des positions de la LCR de France et du SWP britannique, deux des principaux partisans actifs de la dynamique des « partis larges anticapitalistes ». Nous tenterons de montrer comment, à notre avis, la théorisation de la constitution d'organisations sans délimitation stratégique ou de classe est étroitement liée à l'abandon d'une stratégie conséquemment révolutionnaire.

SANS HYPOTHESES DE REVOLUTION.

LE DEBAT AU SEIN DE LA LCR

Les hypothèses stratégiques

Dans un ouvrage récent Daniel Bensaïd parle pour rendre compte du reflux subi par le mouvement ouvrier international au cours des trente dernières années de « degré zéro de la stratégie ». Il entend par-là la disparition des polémiques et des discussions entre courants de l'extrême gauche autour de problèmes cruciaux aussi centraux que l'auto-organisation, le foquisme, la participation ou non à des gouvernements de front populaire, etc.¹².

[12] Voir D. Bensaïd, "Sur le retour de la question politico-stratégique", in Critique Communiste n° 181.

Si Mai 68, l'automne chaud italien de 1969, la Révolution des œillets au Portugal, la guerre du Viet-Nâm ou les processus révolutionnaires de la première partie des années 1970 dans le monde semi-colonial à l'image du Chili par exemple avaient actualisé le débat sur les stratégies de la prise du pouvoir – traçant notamment une ligne de partage des eaux entre les partisans de la prise du pouvoir sur la base de l'auto-organisation de la classe ouvrière et de la grève générale insurrectionnelle et les partisans de la guérilla, du foquisme ou de la « guerre populaire prolongée »- la défaite de ces expériences a rayé d'un trait ce débat stratégique, et cela non pas dans la mesure où une des deux stratégies aurait triomphé sur l'autre mais plus tragiquement dans la mesure où elles ont toutes deux été écrasées par la contre-révolution ou déviées par des mécanismes démocratique-bourgeois.

Bensaïd souligne dans ce travail que depuis la Seconde Guerre deux grandes hypothèses stratégiques se sont affrontées :

L'hypothèse de ce que Bensaïd appelle la « grève générale insurrectionnelle ». De manière peut-être trop simplifiée ou imprécise, cette hypothèse stratégique définie par Bensaïd se réfère néanmoins à la stratégie révolutionnaire élaborée sur la base du « modèle » russe de 1917, c'est-à-dire celui d'une révolution dirigée par la classe ouvrière en alliance avec les classes subalternes, avec hégémonie des centres urbains sur la campagne, établissant la dictature du prolétariat basée sur des soviets ou conseils d'ouvriers et paysans en tant qu'organes d'autodétermination et prenant le pouvoir par le biais d'une insurrection armée dirigée par un parti marxiste révolutionnaire.

La seconde hypothèse repose essentiellement sur la paysannerie en tant que classe révolutionnaire et sur des directions petites-bourgeoises, en règle générale populistes ou stalinienne, dont l'orientation politique s'articule autour de la guerre de guérilla et une stratégie de collaboration de classe avec des secteurs des « bourgeoisies nationales » à l'image du « bloc des quatre classes » maoïste ou les gouvernements « démocratiques » du Viet-Nâm et de Cuba qui ont précédé l'expropriation et la nationalisation des moyens de production. Dans le cas spécifique de la théorie du « foco » ou « foyer de guérilla » guévariste, on ne peut que l'inscrire dans cette même stratégie guérillériste dans la mesure où la révolution n'était pas réalisée selon Ernesto Guevara par le biais d'une insurrection de masse mais à travers l'action déterminée d'un parti-armée même si son objectif était la révolution socialiste, c'est-à-dire l'expropriation et la nationalisation des moyens de production et non

l'alliance avec la « bourgeoisie nationale ».

Afin de compléter le cadre du débat stratégique – guerre populaire prolongée d'une part et grève générale insurrectionnelle de l'autre- il faudrait ajouter deux autres stratégies nées des entrailles du mouvement de masse¹³.

Nous pourrions appeler la troisième stratégie « stratégie graduelliste ». Adoptée au début du XX^e siècle par les partis de la II^e Internationale d'abord comme une soi-disant voie évolutive vers le socialisme puis comme une forme de gestion de l'Etat capitaliste, cette stratégie a donné lieu au réformisme basé sur le syndicalisme et le parlementarisme en tant que moyen d'obtention de concessions partielles. Il s'agit-là de ce qui continue à être aujourd'hui le principal phénomène politique, une stratégie qui ne concerne pas seulement les partis réformistes traditionnels – qu'ils soient sociaux-démocrates, stalinien, travailliste, etc.- mais également la bureaucratie qui dirige les syndicats, véhicule privilégié afin de modeler en fonction de l'idéologie bourgeoise de larges franges du monde du travail. Bien que n'existent plus aujourd'hui les marges de manœuvre permettant d'obtenir des réformes sur la durée tel que cela pouvait exister pendant les années de boom relatif des Trente Glorieuses, le réformisme continue à avoir une prégnance importante en se basant sur l'illusion des exploités selon laquelle il serait possible d'obtenir des concessions en faisant pression sur les institutions capitalistes.

La quatrième stratégie est incarnée par l'autonomisme et ce qui reste de l'anarchisme. Il s'agit d'une stratégie que Bensaïd définit comme « l'illusion du social » dans la mesure où elle affirme « l'immanence » du politique dans la sphère sociale. En niant la médiation politico-étatique et la nécessité pour les opprimés de détruire le pouvoir bourgeois et de construire leur propre Etat basé sur des organes d'autodétermination des masses, cette quatrième stratégie en vient en fait à nier la stratégie qu'elle entend défendre, celle de « l'exode » en lieu et place de l'affrontement avec les classes possédantes et leur Etat. Sur le terrain des idées ces courants recréent certaines utopies précapitalistes qui ne sont pas sans rappeler le proudhonisme comme le laisse entendre leur défense de la production à petite échelle et l'organisation communale. Politiquement

[13] Nous ne nous référerons pas ici à d'autres stratégies qui, à l'image des mouvements islamistes, peuvent être compris au sein des stratégies populistes ou de collaboration de classe, avec la spécificité bien entendu de l'élément religieux. A ce sujet voir C. Cinatti, "Islam político, antiimperialismo y marxismo", in Herramienta n°35, Buenos Aires, 2007.

ces idéologies libertaires qui sont fermement opposées à la construction de toute organisation révolutionnaire et à la nécessité de la dictature du prolétariat comme société de transition entre capitalisme et socialisme ont généralement fini par s'adapter à l'une des tendances du régime bourgeois. Au cours des dernières années ces tendances autonomistes ont connu leur moment de gloire avec l'apogée du mouvement altermondialiste en recrutant énormément au sein des classes moyennes et dans une moindre mesure parmi le syndicalisme combatif¹⁴.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale le déplacement de l'axe de la révolution du centre vers la périphérie capitaliste fit que des révolutions anticoloniales avec une base essentiellement paysanne et des directions non révolutionnaires devinrent les variantes révolutionnaires les plus communes au niveau mondial. Dans certains cas ces révolutions anticoloniales ont même fini par donner vie à des Etats ouvriers profondément bureaucratisés ; dans d'autres, comme en Algérie ou au Nicaragua, il n'y eut aucune destruction des rapports capitalistes. La généralisation de ce type de révolution a eu un impact énorme au sein du mouvement trotskyste de l'après-guerre au point où Nahuel Moreno par exemple en vint à tirer la conclusion que cette variante, que Trotsky avait considérée comme une hypothèse exceptionnelle, s'était transformée au contraire en une « norme » des révolutions du XX^e siècle¹⁵.

Alors que la stratégie de la révolution ouvrière eut un écho bien moindre au sein du dernier cycle international de montée de la conflictualité sociale dont l'apogée coïncide avec la moitié des années 1970, les thèses foquistes ou de guerre populaire prolongée ont joué un rôle important, en étant à l'origine de la défaite de certains processus ou à la base de la création d'Etat ouvriers profondément déformés. Dans le cas du Viêt-Nam par exemple l'arrivée au pouvoir d'une variante

locale de l'appareil stalinien international empêcha la transformation de la défaite de l'impérialisme étasunien en une victoire stratégique pour la classe ouvrière mondiale.

De l'affrontement de ces deux stratégies, « grève générale insurrectionnelle » d'un côté et « guerre populaire prolongée » de l'autre, Bensaïd entend ainsi faire une synthèse des processus révolutionnaires du XX^e siècle. A aucun moment cependant il ne pose le problème consistant à souligner qu'il ne s'agissait en rien de deux stratégies équivalentes pour la prise du pouvoir.

On ne peut oublier dans ce débat stratégique que si la LCR en France s'est construite autour de l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » (tout en la combinant à une bonne dose de « guévarisme »), le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale (SU), l'organisation internationale à laquelle la Ligue était affiliée, ne revendiquait pas seulement la direction d'Hô Chi Minh dans le cas vietnamien mais défendait également pour l'Amérique latine où elle était implantée une stratégie paysanne de « guerre populaire » ou de foquisme qui en cas de victoire n'aurait en rien débouché sur l'instauration d'Etats ouvriers basés sur des organismes d'autodétermination des masses. En Argentine c'est ainsi le Parti Révolutionnaires des Travailleurs (le PRT-El Combatiente de Roberto Santucho) qui défendait une ligne de collaboration de classe qui fut pendant des années la section officielle du SU¹⁶. Au Nicaragua, le SU revendiquait la ligne du Front Sandiniste (FSLN) qui défendait pourtant une politique bourgeoise d'économie mixte. La victoire du FSLN sur la dictature de Somoza ne mena pas en effet à l'expropriation des capitalistes et la direction sandiniste finit par remettre le pouvoir, à la suite d'élections, à une fraction de la bourgeoisie regroupée autour de Violeta Chamorro.

Cette discussion n'est en rien secondaire. Après trois décennies de reculs et de reflux, la révolution sociale comme alternative au système capitaliste et plus encore l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » ont été profondément remises en

[14] Pour une critique de la FT-QI des positions autonomistes et néo-autonomistes, voir notamment C. Castillo, "Una crítica marxista a Toni Negri y los autonomistas", *Estrategia Internacional* N° 14, novembre/décembre 1999; C. Castillo, "¿Comunismo sin transición?", in *Estrategia Internacional* n° 17, Buenos Aires, automne (austral) 2001, J. Chingo, G. Dunga, "¿Imperio o imperialismo? Una polémica con El largo siglo XX de Giovanni Arrighi e Imperio de Toni Negri y Michael Hardt", in *Estrategia Internacional* n° 17 (id.), ou encore C. Castillo, E. Albamonte, "Discutiendo desde Trotsky con las ideas dominantes de nuestra época", *Estrategia Internacional* n° 21, Buenos Aires, septembre 2004.

[15] Pour une critique de la conception de la révolution permanente chez Nahuel Moreno, voir M. Romano, "Polémica con la LIT y el legado teórico de Nahuel Moreno", *Estrategia Internacional* n°3, Buenos Aires, décembre 1993-janvier 1994.

[16] Pour un bilan critique de la stratégie du PRT-ERP, voir C. Castillo, "Elementos para un "cuarto relato" sobre el proceso revolucionario de los '70 y la dictadura militar", in *Lucha de Clases* N° 4, Buenos Aires, novembre 2004. Pour une vision d'ensemble des années de conflictualité ouvrière dans la décennie 1970 en Argentine et un bilan plus fourni des stratégies de l'extrême gauche argentine de l'époque, voir R. Werner et F. Aguirre, *Insurgencia obrera en la Argentina 1969-1975. Clasismo, Coordinadoras interfabricales y estrategias de la izquierda*, Buenos Aires, Ediciones IPS, 2007.

question. Trois décennies de reflux ont littéralement balayé ces débats stratégiques non seulement au sein de l'intellectualité (post) marxiste mais également au sein des organisations de gauche marxiste qui se sont généralement contentées de se rattacher au régime chaviste au Venezuela ou au gouvernement d'Evo Morales en Bolivie comme des « révolutions possibles ». Ce n'est donc pas un hasard si le dépoussiérage du guévarisme par la LCR, qui entend en démontrer « l'actualité » pour la rénovation du socialisme du XXI^e siècle coïncide avec son appel à construire le NPA.

Dans le débat stratégique ouvert aujourd'hui au sein de la LCR, l'ensemble des tendances et des courants¹⁷ partagent un élément en commun : selon ces courants internes, la validité historique de l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » est remise en question par la clôture de l'ère ouverte par la Révolution d'octobre, la « guerre populaire prolongée » incarnée quant à elle par des organisations gauchistes telles que la Fraction Armée Rouge (RAF) allemande ou les Brigades Rouges (BR) italiennes ayant également démontré son impuissance dans les pays capitalistes avancés. Si auparavant la LCR oscillait entre deux hypothèses de révolution armée –de matrice insurrectionnelle ou guérillériste-, la Ligue résout aujourd'hui à sa manière ce dilemme en considérant ces deux hypothèses comme périmées et en glissant vers une stratégie électoraliste et parlementaire pour laquelle catastrophe économique et sociale et, subsidiairement, irruption violente sur la scène sociale et politique du prolétariat et des classes subalternes, ont disparu. C'est uniquement de la sorte qu'il est possible d'expliquer « l'illusion » de la LCR dans la démocratie bourgeoise alors que l'organisation ne peut pas même compter sur une représentation institutionnelle consistante et encore moins parlementaire à la différence de la vieille social-démocratie allemande qui élection après élection renforçait son poids au Parlement.

Si la direction de la LCR considère que les formes d'émergence du double pouvoir et ses caractéristiques sont hautement imprévisibles (l'hypothèse stratégique), il semble qu'elle considère que la seule concrétude possible réside dans le fait que les institutions du régime démocratique bourgeois sont appelées à jouer un rôle central dans l'émergence de ce double pouvoir.

[17] Au cours des dernières années, de toutes les tendances qui s'affrontent au sein de la Ligue, c'est le courant co-dirigé par Christian Picquet et Francis Sittel qui défend le plus ouvertement la dissolution de la LCR dans un front antilibéral à programme minimum le plus large possible.

La « démocratie jusqu'au bout »... n'est rien d'autre que la dictature de la bourgeoisie

On sait comment lors de son Congrès de 2003 la LCR a décidé d'éliminer de son programme toute mention à la dictature du prolétariat. Pour ce faire il a été dit qu'en raison de problèmes lexicaux et en raison du grand nombre d'expériences autoritaires et dictatoriales ayant émaillé l'histoire du XX^e siècle, le terme « dictature » était beaucoup trop associé à un système autoritaire et répressif. Dans un précédent article nous avons polémique contre cette conception en montrant comment au final il ne s'agit ni d'un problème formel ou nominal¹⁸. Ce qui est en jeu est bien au contraire le virage programmatique que sous-tend ce choix. La LCR troque ainsi la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois et la construction d'un Etat ouvrier soviétique contre une stratégie de « démocratie radicale » qui présuppose que la révolution dans les pays avancés, au-delà de la forme qu'elle pourrait prendre et des événements qui en seraient à la base, impliquerait inévitablement un certain degré de continuité avec les institutions actuellement existantes de la démocratie bourgeoise, à commencer par le parlement. Ce n'est pas un hasard si ce changement stratégique a été comparé au virage vers l'eurocommuniste opéré par les partis stalinien d'Europe occidentale à partir des années 1970.

C'est en ce sens qu'Antoine Artous souligne par exemple que « dans des pays comme ceux de l'Europe de l'Ouest (et aussi dans d'autres pays), on ne peut croire que ce nouveau pouvoir surgira en extériorité complète avec certaines institutions politiques en place, notamment les assemblées élues sur la base du suffrage universel. C'est pourquoi, et cela d'ores et déjà, il faut mener bataille pour leur démocratisation radicale¹⁹ ». Daniel Bensaïd met en exergue à son tour le rôle qu'aurait à jouer « le suffrage universel dans des pays à tradition parlementaire plus que centenaire ».

Les discussions au sujet des sociétés de transition ainsi que la révision du bilan de la stalinisation de l'ex URSS confirment ainsi que ce débat n'a pas simplement trait à une question d'ordre terminologique. L'ajustement programmatique de la LCR ne renvoie

[18] Voir C. Cinatti et E. Albamonte, « Más allá de la democracia liberal y el totalitarismo », in *Estrategia Internacional* n°21, Buenos Aires, septembre 2004 (« Au delà de la démocratie libérale et du totalitarisme », art. cit.)

[19] Voir A. Artous, « Orphelins d'une stratégie révolutionnaire? », *Critique Communiste* n° 179, mars 2006.

pas seulement au régime politique à construire mais remet également en cause les formes de propriété et les bases mêmes de l'Etat de transition. Le système de « double représentation », c'est-à-dire de coexistence d'un régime soviétique aux côtés d'une chambre parlementaire qui en dernière instance aurait à trancher à travers le suffrage universel dans des situations d'exception n'est que l'expression d'une espèce de coopérativisme à travers lequel la LCR entend conjurer le danger de bureaucratisation d'une société post-capitaliste à construire²⁰.

L'exemple que donne Bensaïd de naissance d'un « double pouvoir » à l'intérieur des institutions bourgeoises reste l'expérience du budget participatif de Porto Alegre au Brésil. Il se fonderait donc sur une « dialectique » entre gouvernement municipal élu au suffrage universel et les « comités » ayant à discuter des attributions budgétaires. Il va de soi que la « dialectique » entre la municipalité de Porto Alegre et le budget participatif reposait sur la gestion de l'Etat et de l'économie capitaliste.

La proposition consistant à « combiner » deux systèmes, le système républicain bourgeois et le système soviétique, ne constitue en rien une nouveauté. Il s'agit-là de la vieille idée de Hilferding et des dirigeants du Parti Social Démocrate Indépendant au cours de la révolution ouvrière allemande de 1919. A la suite de la chute du Kaiser, ils cherchaient à « constitutionnaliser » les conseils d'ouvriers et de soldats qui avaient vu le jour au cours du processus révolutionnaire en les intégrant à la République de Weimar et en tentant ainsi de lier « la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie sous l'égide de la constitution²¹ ».

[20] Nous avons déjà discuté de cette question dans C. Cinatti "La actualidad del análisis de Trotsky frente a las nuevas (y viejas) controversias sobre la transición al socialismo", in *Estrategia Internacional* n°22, Buenos Aires, novembre 2005.

[21] Dans une lettre adressée au révolutionnaire italien Pietro Tresso ainsi qu'à d'autres camarades, Trotsky leur rappelle que la position de Hilferding n'était pas si éloignée de celle défendue par Kamenev et Zinoviev à la veille de la révolution d'octobre 1917. En se prononçant « contre l'insurrection, ils défendaient l'idée d'attendre la réunion de l'Assemblée constituante pour créer « un Etat combiné » par la fusion entre l'Assemblée constituante et les soviets d'ouvriers et de paysans ». Trotsky conclut en soulignant que les bolcheviques soutenaient une ligne politique claire par rapport à l'Assemblée Constituante mais qu'il existait une distinction fondamentale : « Dans un cas (avec Lénine) il s'agissait de la formation d'un Etat prolétarien. Dans l'autre (avec Zinoviev, Kamenev, Hilferding) il s'agissait d'une combinaison constitutionnelle de deux Etats de classes ennemies avec l'intention d'éviter une insurrection prolétarienne qui aurait pris le pouvoir ». Voir L. Trotsky, "Problèmes de la révolution

italienne", 14/05/1930, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/05/300514a.htm

La fascination à l'égard des possibilités offertes par la démocratie bourgeoise est en fait aussi vieille que les sont les organisations de masse du mouvement ouvrier. Il s'agit-là du parcours de la social-démocratie allemande au début du siècle dernier.

L'aile révisionniste de ce même parti mené par Bernstein avait cru trouver dans la démocratie parlementaire une forme « civilisée » de gouvernement apte à dépasser le despotisme propre aux dictatures de classe. On vit rapidement combien cette conception était en fait également partagée par l'aile « orthodoxe » du parti. Kautsky est effectivement à l'origine du virage que l'on peut résumer à la fameuse distinction entre « guerre d'usure » et « guerre offensive ». Selon Kautsky, en raison de ses positions préalablement conquises, la classe ouvrière allemande était en condition de mener une « guerre d'usure », c'est-à-dire de saper de l'intérieur le régime bourgeois. Les institutions les plus adéquates pour mener cette « guerre d'usure » n'étaient autres que les syndicats et le parlement. Dans sa polémique contre les positions défendues par l'aile gauche du parti, Anton Pannekoek et Rosa Luxemburg, Kautsky soulignait que « l'objectif de notre lutte continue à être la même : la conquête du pouvoir d'Etat par le biais de l'obtention d'une majorité parlementaire et le passage du parlement à des fonctions de gouvernement. En aucun cas nous ne cherchons à détruire le pouvoir de l'Etat²² ».

Pannekoek répond à Kautsky en soulignant le rapport proportionnellement inverse existant entre la force du prolétariat d'une part et l'impuissance de la fraction social-démocrate au parlement de l'autre. Quasi simultanément, bien que sans pour autant intervenir au sein du débat traversant à l'époque la social-démocratie allemande, Lénine mettait en exergue dans son article « Marxisme et révisionnisme » la nécessité de défendre une politique diamétralement opposée à celle défendue par Kautsky en soulignant comment « le parlementarisme n'élimine en aucune sorte mais met au contraire à nu le caractère d'oppression de classe inné qu'exercent mêmes les républiques bourgeoises les plus démocratiques ». Tout en permettant une participation des masses opprimées aux événements politiques dont elles étaient auparavant exclues, Lénine montrait également combien parlementarisme et démocratie bourgeoise ne pouvaient amortir les crises mais au contraire exacerber les antagonismes de classe au moment de la révolution. « Quiconque, écrit Lénine

italienne", 14/05/1930, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/05/300514a.htm

[22] K. Kautsky, « La nouvelle tactique », article publié en espagnol dans *Debate sobre la huelga de masas*, Pasado y Presente, México, 1976, p.120-121.

en 1908, ne comprend pas l'inéluctable dialectique intérieure du parlementarisme et du démocratisme bourgeois, laquelle conduit à une solution du conflit, encore plus tranchée qu'autrefois, par la violence exercée contre les masses, ne saura jamais faire sur le terrain de ce parlementarisme une propagande et une agitation conformes à nos principes et susceptibles de préparer en fait les masses ouvrières à participer victorieusement à ces « conflits »²³. L'exemple même de ce manque de préparation au cours d'une étape parlementaire réside dans les alliances ou les cartels électoraux avec des secteurs réformistes ou libéraux qui « ne font qu'éteindre la conscience des masses, qu'au lieu d'accentuer ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison²⁴ ». L'expression la plus aboutie de cette tendance n'est autre que le « ministérialisme », c'est-à-dire la participation directe à des gouvernements bourgeois.

C'est cette « dialectique », que critiquent Lénine et de manière similaire Pannekoek, qui finit par s'imposer en Allemagne. On connaît également la fin. La soi-disant « stratégie d'usure » de Kautsky finit par saper la capacité révolutionnaire de la social-démocratie et du prolétariat allemand en le conduisant à la défaite en défaite. La social-démocratie démontra ainsi qu'elle n'était en rien un parti construit pour la lutte de classes. Face à l'imminence de la Première Guerre non seulement la social-démocratie fut incapable d'organiser la moindre grève générale de masse mais l'ensemble du groupe parlementaire, à l'exception notable de Liebknecht, vota les crédits de guerre dont avait besoin l'Etat allemand pour se jeter à bras le corps dans la première des boucheries mondiales. On peut tracer un parallèle avec une autre des grandes catastrophes allemandes, la montée du nazisme. Quelques années après, le philosophe Walter Benjamin concluait à ce sujet que « le conformisme dès l'origine inhérent à la social-démocratie n'affecte pas seulement sa tactique politique, mais aussi ses vues économiques. C'est là une des causes de son effondrement ultérieur. Rien n'a plus corrompu le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant²⁵ ».

Antoine Artous essaie d'éviter la critique en s'interrogeant sans même tenter de répondre si la « radicalisation de la démocratie » que la LCR pose

[23] V. Lénine, *Marxisme et révisionnisme*, 1908, www.marxists.org/francais/lenin/works/1908/04/vil19080403.htm

[24] *Ibid.*

[25] W. Benjamin, "Sur le concept d'Histoire (1940)", in *Œuvres III*, Gallimard, Paris, 2000.

comme horizon politique n'est pas en ultime instance similaire aux positions des austro marxistes des années 1920 ou à celles défendues par l'eurocommunisme. Sans pour autant mettre sur le même plan la LCR et le réformisme ouvrier traditionnel propre à la II^e Internationale qui pensait que le renforcement social et politique du prolétariat aurait ouvert la voie à une transition pacifique et évolutive au socialisme, les prises de position des dirigeants de la LCR par rapport au rôle qu'aurait à jouer selon eux la démocratie bourgeoise, transformant ses mécanismes, à l'image du suffrage universel ou le système d'assemblée, en des principes abstraits, rend cependant la comparaison inévitable.

La direction de la LCR agit comme si le XX^e siècle avait eu lieu en vain. Comment ne pas songer à la manière dont même dans les pays où la tradition démocratique est la plus ancrée, en cas de crise économique, de montée de la lutte de classe ou d'une situation quelconque de « crise nationale » qui en vient à briser le consensus entre les classes fondamentales, la démocratie bourgeoise se dégrade et se transforme en bonapartisme, sa base sociale traditionnelle a tendance à se tourner vers des instruments politiques permettant la restauration de l'ordre facilitant ainsi les tâches de la contre-révolution par le biais de l'instauration de régimes fascistes ? C'est-là qu'est à rechercher les causes de la tragédie du prolétariat allemand qui ne sut combattre par des méthodes révolutionnaires la montée du nazisme. Même dans des moments dits « normaux » et dans le cadre des mécanismes classiques de la démocratie parlementaire, ce genre de situation peut se lire par exemple dans la base électorale dont dispose le FN en France ou encore dans la bonapartisation du régime étasunien à la suite des attentats du 11 septembre. Bien que les dirigeants de la LCR insistent sur le fait que leur nouvelle orientation ne signifie en rien d'un retour à la vieille stratégie de conquête graduelle du pouvoir par voie parlementaire, la « démocratie jusqu'au bout » et le « ministérialisme » y ressemblent à s'y méprendre.

A propos du gouvernement ouvrier

Nous venons d'aborder une des principales discussions stratégiques qui traverse aujourd'hui la LCR : dans les pays capitalistes avancés, le double pouvoir ne pourrait émerger « de l'extérieur » mais uniquement à partir des institutions politiques existantes.

Il existe une autre question centrale liée à ce débat

au sein duquel prime « la guerre de positions » : celle de la participation ou non des révolutionnaires à des gouvernements (bourgeois) « de gauche » dirigés par des partis ouvriers réformistes ou socio-libéraux et, problème subsidiaire, la question des voies tactiques afin de capitaliser un espace fondamentalement électoral au sein de secteurs du monde du travail qui ne se retrouvent plus sur les positions des partis réformistes traditionnels.

Il semble en ce sens que la discussion au sujet de la tactique du gouvernement ouvrier réponde de manière spéculaire au débat au sujet du seuil minimal en fonction duquel une organisation révolutionnaire pourrait participer à des institutions gouvernementales de la bourgeoisie.

Bensaïd se base pour ce faire sur les discussions qui ont traversé la III^e Internationale en 1921 au sujet de la proposition faite à l'époque par le KPD d'intégrer le gouvernement de Saxe au sein duquel sociaux-démocrates et communistes auraient été majoritaires.

Selon Bensaïd la discussion aurait été tranchée de façon ambiguë dans la mesure où certains auraient, à l'image de Zinoviev, confondu gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat et, par conséquent, auraient posé des conditions totalement démesurées pour rendre possible la création d'une formation gouvernementale de transition. Pour Bensaïd les conditions en fonction desquelles une organisation révolutionnaire aujourd'hui devrait participer à un gouvernement ouvrier devraient être revues à la baisse. Elles consisteraient fondamentalement en trois points « a) que la question d'une telle participation se pose dans une situation de crise ou du moins de montée significative de la mobilisation sociale, et non pas à froid ; b) que le gouvernement en question se soit engagé à initier une dynamique de rupture avec l'ordre établi (par exemple -plus modestement que l'armement exigé par Zinoviev- une réforme agraire radicale, " incursions despotiques " dans le domaine de la propriété privée, abolition des privilèges fiscaux, rupture avec les institutions de la cinquième république en France, des traités européens, des pactes militaires, etc.) ; c) enfin que le rapport de force permette aux révolutionnaires sinon de garantir la tenue des engagements du moins de faire payer au prix fort d'éventuels manquements²⁶ ». Avec de tels arguments la LCR n'actualise en rien un vieux débat. Elle semble au contraire justifier sa politique de capitulation face au gouvernement Lula ainsi que son adaptation au chavisme et au gouvernement vénézuélien, ce sur

quoi la LCR est suivie par la quasi-totalité de l'extrême gauche.

En réalité le débat au sein de la III^e Internationale avait permis de résoudre la question en précisant que la tactique du « gouvernement ouvrier » n'était que la conclusion logique de la tactique du front unique, un des débats centraux de l'époque d'ailleurs. Cette tactique de surcroît permettait de répondre à la relative marginalité par rapport au mouvement de masse à laquelle étaient condamnés les partis communistes occidentaux dans un moment de reflux de la poussée révolutionnaire.

Dans son « Rapport sur le Quatrième Congrès de l'Internationale Communiste » lu lors du X^e Congrès des Soviets en décembre 1922, Trotsky expliquait ainsi que l'importance de la consigne de gouvernement ouvrier ne résidait pas tant dans les possibilités de sa réalisation si ce n'est en cela que cette consigne permettait « d'opposer politiquement la classe ouvrière dans son ensemble à toutes les autres classes, c'est-à-dire à toutes les fractions politiques du monde bourgeois ». C'est en ce sens que le dialogue qu'ouvrait l'IC avec des masses qui ne partageaient pas l'objectif stratégique de la révolution socialiste revenait à dire « Ouvriers socialistes, syndicalistes, anarchistes, ouvriers sans parti ! On vous baisse les salaires, on vous augmente la journée de travail, le coût de la vie augmente. Ces choses n'arriveraient pas si les ouvriers malgré leurs différences pouvaient s'unir et mettre sur pied leur propre gouvernement ».

En ce qui concerne la participation du KPD allemand au « gouvernement ouvrier » de Saxe, la direction de la III^e Internationale conseillait que « si vous, nos camarades communistes allemands, étiez de l'avis qu'une révolution est possible dans les prochains mois en Allemagne, alors nous vous conseillerions de participer en Saxe à un gouvernement de coalition et d'utiliser vos postes ministériels en Saxe pour progresser dans nos tâches politiques et organisationnelles pour transformer la Saxe pour ainsi dire en terrain de manœuvres communiste, de sorte que nous ayons un bastion révolutionnaire déjà renforcé dans une période de préparation à l'éclatement prochain de la révolution. Cela serait uniquement possible si la pression de la révolution se fait déjà sentir, uniquement si elle se trouve déjà à portée de main. (...) Mais à l'heure actuelle vous ne joueriez en Saxe qu'un rôle d'appendice, celui d'appendice impuissant parce que le gouvernement de Saxe lui-même est impuissant face à Berlin et que

[26] D. Bensaïd, art. cit.

Berlin, c'est le gouvernement bourgeois²⁷ ».

La consigne de « gouvernement ouvrier » avait donc un sens précis. Il s'agissait d'un instrument de dialogue qui permettait de faire avancer des secteurs du mouvement ouvrier afin d'affronter le régime bourgeois dans son ensemble. De la même manière, la participation à un gouvernement ouvrier réformiste – local dans le cas du gouvernement de Saxe- ne pouvait être qu'une brève transition en vue de l'organisation de la prise du pouvoir. Sans cela, il ne se serait agi que d'une gestion ouvrière d'un Etat capitaliste. Par la suite, dans *Le Programme de transition*, la consigne de gouvernement ouvrier prend deux sens distincts. Il s'agit d'une part de popularisation du concept de dictature du prolétariat. De l'autre, cette consigne consiste en une tactique spécifique destinée à démasquer les vieilles directions alliées à la bourgeoisie. Dans les deux cas, la consigne de gouvernement ouvrier n'en a pas moins un contenu hautement anticapitaliste et anti-bourgeois.

Cet aspect du débat mené à l'intérieur de la III^e Internationale n'a donc rien à voir avec la discussion en cours au sein de la LCR qui tourne en revanche autour de la question de la « gestion municipale » ou de la participation à des majorités (municipales) locales –avec pour seule exigence qu'il ne s'agisse pas de majorités menées par le PS-, avec pour modèle l'expérience de Porto Alegre. Bien que Bensaïd prenne ses distances par rapport à la participation de Miguel Rossetto, dirigeant de Démocratie Socialiste (DS, section brésilienne du SU), en tant que ministre du gouvernement Lula, il s'agirait cependant de comprendre dans quelle mesure le « ministérialisme » n'est rien d'autre que la conclusion logique du « municipalisme », c'est-à-dire de la gestion du gouvernement municipal de Porto Alegre en tant qu'aile gauche du PT. Sur ce point d'ailleurs il n'y a jamais eu de véritable autocritique vis-à-vis de la politique opportuniste de la section brésilienne qui l'a menée en définitive à intégrer le gouvernement Lula²⁸.

[27] L. Trotsky, « Report on the Fourth Congress of the IC », in *First five years of the Communist International*, Vol. II, New York, Pathfinder, p. 324-326.

[28] Bensaïd souligne ainsi dans « Le retour de la question politico-stratégique » que les dirigeants du SU et de la LCR avaient exprimé oralement leurs réserves quant à la participation de Rossetto au gouvernement Lula mais qu'ils avaient préféré ne pas en faire une question de principes en optant pour accompagner l'expérience plus qu'administrer des leçons de l'extérieur.

Encore une fois sur la dictature du prolétariat

Dans sa fameuse lettre à son ami Joseph Weydmeyer, Marx soulignait de manière lapidaire que son plus grand apport n'avait pas été d'avoir souligné la centralité de la lutte de classe comme moteur de l'histoire mais que « la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat [et que] cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes²⁹ ».

Pour les marxistes la « démocratie » n'est pas une forme politique générale mais la forme politique d'un Etat fonctionnelle à la domination d'une classe. Par conséquent la « démocratie bourgeoise », même la « démocratie jusqu'au bout » -qui ne saurait être autre chose il nous semble qu'un régime dominé par une majorité parlementaire de partis ouvriers-, continue à être la « meilleure enveloppe » de la domination brutale et despotique du capital.

Nous n'affirmons rien de nouveau en reprenant cette affirmation. Nous nous contentons d'actualiser en fonction de l'histoire du XX^e siècle ce qui était déjà source de polémique entre les bolcheviques, Kautsky, Hilferding et les intellectuels sociaux-démocrates les plus critiques du régime soviétique. Comme le soulignait Lénine, « La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes parce qu'elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes (...) consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population: les propriétaires fonciers et les capitalistes³⁰ ».

La conséquence politique de la dictature du prolétariat selon Lénine n'est autre qu'un changement des institutions démocratiques qui permet qu'en « profite effectivement » la grande majorité des opprimés et des exploités sous le capitalisme. C'est en ce sens que la démocratie soviétique comme forme politique de

[29] K. Marx, « Lettre à J. Weydemeyer », 05/03/1852.

[30] V.I. Lénine, « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, Premier Congrès de l'IC », (mars 1919).

la dictature du prolétariat n'est pas compatible avec les formes politiques parlementaires de la démocratie bourgeoise. Cela impliquait bien entendu une lutte d'autant plus décidée contre la réaction bourgeoise qui ne pouvait qu'augmenter en se voyant privée de son pouvoir et de sa propriété, une réaction dont la base, en plus du « capital international », résidait également « dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production » qui engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions³¹ ».

Dans sa polémique contre Kautsky Trotsky soulignait que « celui qui désire la fin ne peut rejeter les moyens ». En ce sens, l'abandon de la dictature du prolétariat signifie l'abandon de la stratégie révolutionnaire et le point de vue de la classe ouvrière substitués par « l'illusion démocratique » propre aux classes moyennes « progressistes » qui alimentent l'espoir d'amortir ainsi les contradictions sociales et en dernière instance l'affrontement inévitable entre révolution et contre-révolution, et cela à travers le suffrage universel et les institutions de la démocratie parlementaire.

La LCR présuppose que par son seul fait d'être un instrument de domination de classe la dictature du prolétariat renferme un autoritarisme de fond qui ne saurait se limiter à la répression des anciennes classes possédantes ou à un régime d'exception afin d'affronter l'offensive de la contre-révolution comme cela fut le cas en Russie pendant la guerre civile. La Ligue se fait en grande mesure l'écho d'un bilan du soviétisme qui est devenu doxa au sujet du caractère inévitable de la bureaucratisation de l'URSS –et en dernière instance de toute révolution ouvrière- en fonction du processus de nationalisation et de concentration des principaux moyens de production, ce que la LCR appelle d'ailleurs « despotisme d'usine ».

Dans son analyse la Ligue s'attache à souligner les caractéristiques des pays avancés afin de justifier une plus grande continuité des formes de démocratie bourgeoise comme « antidote » contre la bureaucratisation et contre le soi-disant « corporativisme » de la démocratie soviétique et non pour penser les avantages énormes qu'impliquerait la prise du pouvoir par le prolétariat dans un ou plusieurs de ces pays avancés. Comme Trotsky le mettait en

exergue, l'amplitude et la profondeur de la démocratie ouvrière sont historiquement déterminées : « plus est grand le nombre des états qui s'engagent dans la révolution socialiste, plus les formes de dictature seront libres et souples, et plus la démocratie ouvrière sera large et profonde³² ».

L'appel pour le Nouveau Parti Anticapitaliste. A « nouvelle époque », « nouveau parti » ?

Le débat sur la construction d'un parti plus large que l'actuelle LCR a commencé à sortir des cercles internes de la Ligue au moment des élections présidentielles de mai 2007. Un important secteur de la direction de la LCR s'est effectivement alors prononcé en faveur de la présentation d'une candidature unique au sein du camp « anti-libéral » regroupant le large éventail des « non » remontant au référendum sur le Traité Constitutionnel Européen (TCE) de mai 2005. Ce « front hétérogène » du « non » regroupait en son sein la « gauche anti-libérale », soit une aile du PS (minoritaire au sein de la direction même si la base électorale du PS a largement voté contre le TCE), le PCF, le mouvement altermondialiste français, à commencer par une de ses figures de proue, José Bové, ainsi que l'extrême gauche. Bien que mis en minorité sur le thème de la candidature unique, le secteur de la direction de la LCR qui se faisait le chantre d'une telle candidature s'est refusé de faire campagne pour Olivier Besancenot. Les résultats du premier tour de la présidentielle de 2007 ont quant à eux été relativement favorables à la Ligue, laissant apparaître le niveau de décomposition des principales formations « antilibérales », à commencer par le PCF, faisant ainsi voir clairement sa perte d'influence.

Le début de la résistance sociale menée par cheminots et par les étudiants face aux mesures anti-populaires du gouvernement Sarkozy-Fillon a à nouveau posé la question de la nécessité que ces luttes et mouvements sociaux trouvent une expression politique au sein d'une opposition organisée face au gouvernement. En vue de son prochain Congrès, la direction de la LCR a ainsi lancé publiquement cette discussion en la centrant autour de la nécessité de construire un « Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Ecologiste,

[31] V.I. Lénine, *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, 1920, www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/04/gauchisme.htm

[32] L. Trotsky, « 90 ans de Manifeste Communiste », 30/10/1937, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/10/371030.html

Féministe, Internationaliste ». Ce virage politique vers des positions plus nuancées a suscité un certain enthousiasme au sein des secteurs les plus à gauche de la Ligue qui ont pu le percevoir comme une manière d'élargir la base la Ligue en maintenant son ancrage à l'extrême gauche. Il s'agit cependant d'un appel suffisamment ambigu et indéterminé afin de laisser la porte ouverte à des fusions avec des secteurs provenant de la mouvance antilibérale au sein d'un parti sans profil révolutionnaire ni contenu de classe.

La discussion au sujet du caractère du NPA a d'importantes conséquences programmatiques. Francis Sitel, un des membres de la direction de la LCR le plus ouvert à une convergence au sein du NPA avec des secteurs réformistes, affirme dans sa contribution au débat stratégique sur le nouveau parti que « réformes et révolution ne se présentent pas comme les branches d'une alternative, mais comme un couple qu'il s'agit de mettre en mouvement : quelles que soient les formules utilisées - " la révolution pour défendre les réformes hier imposées ", ou l'exigence de " réformes pour débloquent la dynamique révolutionnaire "...- , l'idée apparaît largement partagée. On peut considérer qu'un " parti large " se définira comme un parti de réformes, et qu'en son sein la révolution sera défendue comme une option, sans doute d'abord minoritaire. Quant au gouvernement auquel il serait susceptible de participer, il s'affirmerait sans doute " réformiste ", au sens qu'il serait déterminé à engager de telles réformes, conscient qu'elles conduiront à un affrontement avec le capitalisme³³ ». Cette adaptation à un programme minimal, néo-réformiste, devrait avoir pour objectif de répondre à une période historique au sein de laquelle la révolution serait « au-delà de notre horizon visuel ».

Daniel Bensaïd répond à Sitel en se contentant de souligner que si ce dernier peut avoir raison, il ne faudrait en rien « inventer entre nous le programme minimum (de réformes) pour un " parti large " hypothétique³⁴ ». Afin de dépasser l'écueil de la dissociation entre programme minimum et programme maximum il suffirait selon Bensaïd de poser le fait que « l'antilibéralisme conséquent » ne pourrait que déboucher sur l'anticapitalisme. Il n'en est rien dans la mesure où il existe des secteurs bourgeois et petit-bourgeois qui se considèrent « antilibéraux » et dont les programmes les opposent totalement aux intérêts de classe du monde du travail. La définition de « l'anticapitalisme » quant à elle est extrêmement

vague dans la mesure où elle englobe les marxistes révolutionnaires avec les néo-autonomistes, les anarchistes, les courants critiques du capitalisme, c'est-à-dire des courants opposés en dernière instance à la lutte pour l'objectif « maximum » : la prise du pouvoir politique par les travailleurs et la construction du socialisme.

Bien que Bensaïd soutienne qu'il y a « en fait, entre les protagonistes de la controverse de *Critique communiste*, convergence sur le corpus programmatique inspiré de *La catastrophe imminente* ou du *Programme de transition*³⁵ », on ne pourrait qu'objecter que l'affirmation selon laquelle on arrive à la révolution en luttant conséquemment pour des réformes n'est en rien la méthode que propose Trotsky dans le programme de fondation de la IV^e Internationale afin de dépasser le clivage entre conditions objectives existant et arriération de la conscience des masses. Ce programme entend à l'inverse constituer par le biais d'un système de revendications transitoires (combinant revendications minimales et démocratiques à des revendications transitoires allant vers le socialisme) un pont entre les revendications actuelles et le programme socialiste de la révolution.

Pour Bensaïd, un exemple concret de politique correcte de construction d'un « parti large » serait l'expérience de la section brésilienne du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (SU) ou encore l'exemple italien ou portugais. Dans le cas du Brésil, « nous avons participé à la formation du PT (pour le construire et non dans une optique tactique entriste) en continuant à y défendre nos positions³⁶ ». C'est cependant la politique soutenue par DS visant à développer le PT comme un parti réformiste pendant des années qui a mené logiquement dans un premier temps à la participation aux majorités municipales puis à l'entrée directe au gouvernement « néo-libéral » bourgeois de Lula.

Le virage stratégique consistant à abandonner la dictature du prolétariat, les discussions théoriques ouvertes sur la continuité des institutions de la démocratie bourgeoise dans une société de transition, les politiques opportunistes des organisations membre du SU à l'image de DS dans un premier temps et du PSOL aujourd'hui démontrent que même si dans un futur proche la LCR ne fusionnera pas en une même organisation avec des courants réformistes, en remisant toute référence au trotskysme, la Ligue

[33] F. Sitel, « Stratégie révolutionnaire : résurgences et cours nouveaux », in *Critique Communiste* n°179, p.140.

[34] D. Bensaïd, « Sur le retour de la question politico-stratégique », in *Critique Communiste* n°179.

[35] *Ibid.*

[36] *Ibid.*

prépare le terrain permettant la liquidation de la base même de l'organisation révolutionnaire. La bataille au sujet du caractère révolutionnaire du « nouveau parti » ne pourra donc se limiter à des questions tactiques ou formelles mais devra affronter en profondeur toutes les discussions théoriques et stratégiques que nous n'avons fait ici qu'aborder.

RESPECT et la tactique du front unique. Une polémique contre le SWP anglais.

La direction du SWP britannique s'est fondée sur le rôle joué par la coalition anti-guerre Stop the War, un front unique d'organisations ayant été à l'origine des puissantes mobilisations contre la guerre en Irak en 2003, afin de justifier la fondation de RESPECT. Il s'agissait d'une bloc électoral impulsé par le SWP au sein duquel on pouvait trouver des hommes politiques marginalisés de la vie politique institutionnelle tel que l'ex député du Labour George Galloway ainsi que des dirigeants laïcs ou religieux de la communauté musulmane de Grande-Bretagne, commerçants ou figures religieuses pour la plupart, et même quelques bourgeois.

L'objectif que se fixait le SWP était celui de « créer une alternative électorale crédible au Parti travailliste (Labour) » autour « d'une plateforme minimale qui était pourtant une plateforme maximale pour nos alliés – ainsi que pour des milliers de personnes qui avaient milité activement dans le mouvement anti-guerre-, une plateforme cependant parfaitement compatible avec nos objectifs à long terme³⁷ ». C'est sur cette même base logique consistant à vouloir occuper un espace électoral qui n'est pas tant l'expression de la radicalisation politique que celui d'un mécontentement du monde du travail à l'égard des partis socio-libéraux que la direction est intervenue dans le débat au sein de la LCR française à l'approche des présidentielles de 2007 en soutenant la nécessité d'une candidature antilibérale unique.

Le SWP affirme pour sous-tendre ces choix qu'il ne fait que suivre « la méthode du front unique telle qu'elle fut développée par Lénine et Trotsky au début des années 1920 puis réélaboree par Trotsky face la montée du nazisme au début des années 1930 »³⁸. Dans des

textes antérieurs un des dirigeants du SWP, John Rees, entendait déjà justifier cette orientation populiste en se fondant sur la leçon des soviets d'ouvriers, paysans et soldats dans la Russie révolutionnaire en affirmant qu'il s'agissait-là « d'une alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, une classe petite-bourgeoise par excellence³⁹ ». Cette analogie ne résiste pas au moindre questionnement. Les soviets étaient des organes d'autodétermination des masses qui sous la direction des bolcheviques ont pris le pouvoir. Il s'agissait en ce sens de la plus haute expression du front unique, organisant l'ensemble des opprimés sous la direction du prolétariat. L'alliance de classes qui rendit possible la Révolution russe n'impliquait en aucune façon un programme commun des bolcheviques avec les partis paysans. Bien, le parti bolchevique avait inclus à son programme la problématique agraire afin de tenter de gagner les paysans pauvres et sans terre ainsi que le prolétariat rural au programme de la révolution⁴⁰.

Revenons un instant sur les positions classiques de l'analyse du front unique ouvrier afin de démontrer que la politique d'alliance proposée par le SWP est bien distante des tactiques révolutionnaires de Lénine et de Trotsky.

L'Internationale Communiste a discuté et a voté au début des années 1920 la tactique du front unique ouvrier pour les pays capitalistes avancés⁴¹, une

[39] J. Rees, « Socialism in the 21st century », in International Socialism n°100, p.30.

[40] La confusion est encore plus grande si l'on s'en réfère au débat ouvert à la suite de la crise de RESPECT. Le groupe IST de Nouvelle Zélande, aligné sur les positions de G. Galloway et celle du groupe du SU en Grande-Bretagne affirme considérer RESPECT ainsi que « d'autres « formations larges » de gauche comme Die Linke en Allemagne, le Bloco d'Esquerda au Portugal, le PSUV au Venezuela et le RAM de Nouvelle Zélande comme « des formations transitionnelles dans le sens que lui donnait Trotsky (sic.) », le « programme et l'organisation devant 'répondre à la conscience moyenne'- afin de forger une unité dialectique entre le principe révolutionnaire et la conscience réformatrice des masses ». Voir D. Lawless, « Open letter from Socialist Worker, New Zeland, A letter to all members of the SWP (Britain) » in International Viewpoint n°393, octobre 2007, p.26-27.

[41] Pour ce qui est de la tactique du « front unique anti-impérialiste » discutée au cours de ce même Congrès, nous considérons, comme nous l'avons déjà affirmé dans d'autres articles, qu'elle se trouve en étroite relation avec une théorie de la révolution anticoloniale antérieure au développement et à la défaite de la Révolution Chinoise. C'est en ce sens que nous soutenons qu'elle fut dépassée par la systématisation de la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Pour preuve, Trotsky n'a par la suite jamais plus eu recours à la tactique de front unique anti-impérialiste: le résultat d'une tactique de ce type remplacerait la stratégie de ouvrière par la collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale, en défendant dans les faits une stratégie po-

[37] « The Socialist Workers Party and RESPECT », déclaration du CC, 03/11/07.

[38] *Ibid.*

orientation qui avaient pour objectif d'accélérer l'expérience du mouvement ouvrier avec la social-démocratie. Cette orientation était principalement dirigée aux partis communistes occidentaux dont la force atteignait « un tiers de l'avant-garde organisée, un quart, ou même la moitié ou plus », des PC qui avaient donc une influence considérable au sein de l'avant-garde ouvrière, insuffisante cependant pour en disputer la direction aux réformistes.

La tâche préparatoire de ces partis consistait donc à arracher la majorité du prolétariat à l'influence de la social-démocratie à travers des actions communes dans la lutte de classe. Le fondement de cette tactique était de conquérir la confiance des travailleurs à un moment où la révolution n'était pas à l'ordre du jour mais au cours duquel les luttes ouvrières pour les intérêts immédiats du monde du travail suivaient leur cours. Il s'agissait donc d'une tactique préparatoire en cela que, comme le notait Trotsky, cette lutte pour des intérêts immédiats « à notre époque, une époque émaillée de grandes crises impérialistes, est toujours le début d'une lutte révolutionnaire ».

Dans les années 1930 Trotsky a repris la tactique de front unique ouvrier entre le Parti Communiste et la Social-démocratie pour vaincre le nazisme en Allemagne. Dans ces discussions il remarquait que les opportunistes ne pouvaient pas distinguer entre un front parlementaire et un accord élémentaire pour intervenir dans une grève ou pour se défendre des groupes fascistes. Cette unité d'action dans la lutte contre le fascisme était comparable pour Trotsky à la politique des bolcheviques face au coup d'Etat de Kornilov en 1917.

A aucun moment donc, dans les années 1920 comme dans les années 1930, le front unique n'avait le contenu qu'entend lui donner le SWP aujourd'hui. Il ne s'agissait pas non plus d'un programme minimum « acceptables pour [les] alliés [du SWP, c'est-à-dire des politiciens bourgeois] et les électeurs » afin d'obtenir quelques sièges au Parlement ou dans les Conseils municipaux. Il ne s'agissait pas non plus d'une adaptation à la « conscience moyenne » de la classe ouvrière ou encore la recherche d'une « unité » au sein de l'opposition du gouvernement en place, autant d'objectifs qui aujourd'hui sous-tendent l'orientation

puliste pour les pays capitalistes de la périphérie. Quelques courants qui se réclament trotskistes, comme le Parti Ouvrier d'Argentine d'Altamira reprennent cependant cette tactique pour justifier, par exemple, leur soutien électoral à Evo Morales en Bolivie. Pour une polémique sur ce thème voir J. Dal Maso, « Ilusión gradualista », in *Lucha de Clases* n° 7, Buenos Aires, juin 2007.

d'alliances électorales comme RESPECT en Grande-Bretagne ou l'alliance PSOL-PSTU au Brésil⁴².

Trotsky soulignait à ce propos que, pour un marxiste, un problème ne se résout pas en rédigeant des textes citant avec profusion les classiques mais en adoptant une méthode correcte. En revanche, continuait Trotsky, « en ayant pour cap des méthodes correctes on peut facilement trouver les citations appropriées ». C'est en ce sens que nous nous en référons à nouveau à Trotsky pour discuter de la conception tout à fait spéciale du « front unique » défendue par le SWP. « Les accords électoraux, les compromis parlementaires entre le parti révolutionnaire et la social-démocratie sont utiles en règle générale à la social-démocratie. Les accords pratiques pour l'action de masse pour mener les objectifs de la lutte sont toujours utiles pour le parti révolutionnaire⁴³ ». Cette « règle générale » est applicable presque sans variation à RESPECT. Le SWP a commis presque à la lettre les erreurs politiques faisant le jeu des arrivistes et des opportunistes et qui affaiblissent la politique révolutionnaire. Le SWP a non seulement réalisé une alliance électorale avec des personnages qui ne dirigent ou mobilisent aucun ouvrier. Il a de plus été guidé par une politique systématique de concessions programmatiques élémentaires, même sur le plan démocratique comme sur la question du droit à l'IVG par exemple, ou sur la question du salaire ouvrier moyen pour les parlementaires de RESPECT. Dans ces deux cas, Galloway était totalement contre⁴⁴.

Le caractère populiste de la coalition et la tentative du SWP de maintenir son hégémonie sur les secteurs qui n'ont absolument rien à voir avec le socialisme et encore moins avec le mouvement ouvrier a finalement conduit à une crise très importante qui a secoué la coalition en août 2007 et a conduit par la suite à son éclatement pur et simple⁴⁵.

[42] Voir infra [NdT]

[43] L. Trotsky, « For a workers' united front against fascism », 1931, reproduit dans *Bulletin of the Opposition* n°27, mars 1932.

[44] Le SWP regrette maintenant que Galloway n'ait pas répondu aux attentes, n'ait pas agi comme « tribun des opprimés » ou qu'il se trouve parmi les cinq parlementaires britanniques les plus riches (avec un revenu moyen de 300.000 livres sterling par an...). Le dirigeant de l'ISG (le groupe britannique du SU), Alan Thornet, en arrive même à défendre cyniquement Galloway en reprochant au SWP de s'être toujours battu « pour rabaisser le profil socialiste de RESPECT » ou encore que « toutes les publications sortaient au nom de RESPECT, sous son contrôle, sans même faire mention au socialisme ». A. Thornet, « Socialist Workers Party Respects », *International Viewpoint* n°393, novembre 2007.

[45] Galloway a ainsi appelé à affronter les « trotskystes » et a dénoncé les soi-disant manœuvres bureau-

Dans son bilan de la crise, la direction du SWP regrette qu'après les premiers succès électoraux de la coalition RESPECT se soit transformée en un tremplin pour des arrivistes qui cherchaient une plate-forme leur permettant d'arriver au Parlement. Galloway lui-même manœuvra dès le début en se parachutant dans une circonscription des plus favorables alors que les dirigeants musulmans faisaient une campagne de proximité au sein de leur communauté d'origine à travers des promesses clientélistes⁴⁶.

RESPECT n'a fait que bénéficier à quelques politiciens petit-bourgeois comme Galloway mais n'a aidé en aucune manière la classe ouvrière britannique à avancer sur la voie de son indépendance politique par rapport au Parti travailliste. Loin d'admettre les erreurs de cette politique cependant le SWP prétend expliquer la crise de RESPECT en l'ancrant dans la crise plus générale de « l'extrême gauche européenne » en se basant par exemple sur le recul du mouvement altermondialiste, sans tirer un bilan sérieux de l'expérience de RESPECT mais en insistant au contraire sur cette orientation pour la Grande-Bretagne.

La crise des autres partis « antilibéraux »

On peut songer, en plus de RESPECT, à nombre d'autres tentatives consistant à fonder sur une base électorale des partis ou des fronts larges. Quelques exemples sont suffisants pour démontrer que les programmes « anti-néolibéraux » de ces nouvelles formations politiques sont totalement étrangers aux intérêts de la classe ouvrière.

Dans le cas du Brésil le PSOL s'est présenté aux dernières élections dans le cadre d'un « Front de Gauche »

cratiques du SWP. Avec lui se sont retirés de la coalition les personnalités « larges » les plus connues comme le cinéaste Ken Loach, les organisations musulmanes et même certaines organisations d'extrême gauche comme l'ISG qui a justifié Galloway tout en défendant le caractère électoral et réformiste de RESPECT.

[46] La direction du SWP affirme ainsi que « le succès électoral a apporté quelque chose de connu pour les membres du Labour Party qui était complètement nouveau pour la gauche non travailliste : l'opportunisme électoral a commencé à dominer RESPECT. Il y a même eu des cas d'individus qui disaient que, s'ils n'étaient pas renouvelés en tant que candidats de RESPECT, ils se présenteraient avec d'autres partis politiques – et un des conseillers municipaux de la circonscription de Tower Hamlets a justement fait cela en passant au Parti travailliste après avoir été élu ».

avec le Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU)⁴⁷ sur la base d'un programme fondé sur une série de mesures capitalistes de type « développementistes » ou mettant l'accent sur les secteurs « productifs » de la bourgeoisie nationale brésilienne n'étant pas liée au secteur de la finance. Un des projets phare du programme consistait ainsi à exiger une baisse qui des taux d'intérêt. La candidate du Front, Heloisa Helena, membre du Secrétariat Unifié, ne s'est pas seulement prononcée au cours de la campagne contre le droit à l'avortement mais a activement participé par la suite à une campagne anti-IVG au Brésil.

Une fois élus, les députés du Front de Gauche ont logiquement suivi cette politique en votant en faveur de la de réforme du marché du travail connue sous le nom de « Super-simples », une réforme visant à favoriser par des mesures d'exonération fiscale et de flexibilisation et de précarisation les PME brésiliennes. A la suite de cet épisode un certain nombre d'intellectuels de renom ont d'ailleurs publiquement rompu avec Helena.

Au Portugal le Bloco de Esquerda, un parti large fondé en 1999 par d'anciens maoïstes portugais, l'ancien PRS (section du Secrétariat Unifié) et le courant Ruptura/ FER de la LIT-QI, a signé au mois d'août 2007 un accord de « gouvernabilité » avec le Parti Socialiste Portugais, alors au gouvernement et étant à l'origine d'une offensive anti-ouvrière en règle, dans le cadre du Conseil municipal de Lisbonne. Le Bloco qui compte un groupe parlementaire de huit députés a continué à participer au Parti de la Gauche Européenne, un courant dirigé par Refondation Communiste y compris après la décision du PRC de participer au gouvernement Prodi en avril 2006 et après que le PRC a appuyé le maintien des troupes italiennes en Afghanistan.

La crise du Scottish Party (SSP) mérite que l'on s'y attarde également. Il s'agit-là d'un parti qui pendant des années avait été tenu, avec Refondation Communiste, pour un des modèles de « parti large » et avait obtenu de nombreux succès électoraux faisant entrer au parlement un certain nombre de ses dirigeants. Il a fini par exploser à la suite de la publication par la presse bourgeoise d'articles à scandale sur la vie privée d'un de ses principaux dirigeants, Tomy Sheridan. La crise du SSP réduit aujourd'hui à deux petits groupes rivaux n'a pas été le résultat d'importantes différences politiques ou de principes, mettant en évidence un niveau de déliquescence n'ayant bien entendu rien à

[47] Le PSTU du Brésil est la principale organisation de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale (LIT-QI) moréniste.

voir avec la politique révolutionnaire.

On pourrait continuer cette liste d'exemples à l'envi. Même si les situations changent d'un pays à l'autre la conclusion inévitable de tout ces processus est que la politique des organisations qui se revendiquent trotskystes lorsqu'elles participent à des phénomènes surgissant objectivement, comme cela a été le cas par exemple de Refondation Communiste au début des années 1990, a toujours été de se subordonner aux directions réformistes sans lutter conséquemment pour une stratégie et un programme ouvrier révolutionnaire permettant de construire des tendances de gauche au sein de ces formations. Lorsqu'ils ont été les principaux promoteurs des « partis larges », comme dans le cas de RESPECT ces mêmes forces d'extrême gauche ont à l'inverse rabaisé leur programme à la hauteur de leurs alliés circonstanciels, y compris en agitant des revendications d'autres classes –essentiellement de la bourgeoisie « non monopoliste », ou encore de la petite-bourgeoisie.

Ceci ne signifie pas que les révolutionnaires ne doivent pas participer ou avoir de tactiques pour se lier aux nouveaux phénomènes politiques surgissant au sein du mouvement ouvrier même lorsqu'ils sont réformistes. C'est bien au contraire leur obligation lorsque ces organisations se mettent en place que de lutter pour gagner les meilleurs éléments pour une stratégie marxiste révolutionnaire.

C'est ce qu'illustre Trotsky aux cadres du SWP des États-Unis au sujet de la tactique de parti ouvrier en 1938 en abordant la dialectique existant entre le « parti large » et le parti révolutionnaire. « La nécessité d'un parti politique pour les ouvrier est générée par les conditions objectives mais notre parti est trop petit, avec trop peu d'autorité pour organiser les ouvriers en son sein. Voilà pourquoi nous devons dire aux ouvriers, aux masses, 'vous devez avoir un parti' ». Trotsky poursuit en soulignant que le mot d'ordre de parti ouvrier indépendant « prépare et aide les ouvriers à avancer et prépare le chemin pour notre parti⁴⁸ ».

Les « partis large » et les « fronts antilibéraux » ayant existé jusqu'à présent n'ont été qu'un énorme gaspillage de force militante qui ont servi en dernier ressort aux arrivistes voulant gagner un siège au Parlement et qui, après avoir obtenu leur fauteuil de député, ont déserté vers des partis bourgeois ou bien

ont voté des lois anti-ouvrières à l'image des députés du PSOL ou de Galloway pour RESPECT.

Partis et stratégies

Dans un vieil article paru en 1969 ayant pour cadre une discussion avec Jean-Paul Sartre l'intellectuelle communiste italienne Rossana Rossanda recourait à une vérité historique d'une grande simplicité : « la théorie de l'organisation, affirmait-elle, se trouve étroitement liée à l'hypothèse de révolution que l'organisation défend et ne peut en aucun cas s'en dissocier⁴⁹ ».

Ce rapport existant entre la construction d'une organisation, ses tactiques et ses objectifs stratégiques –avec son « hypothèse stratégique pour la révolution »– a marqué toute l'histoire du Parti Bolchevique dont les tâches et la politique « en temps de paix » ou même pendant les périodes de réaction se fondaient sur la perspective de la révolution ouvrière qu'il se préparait à diriger⁵⁰.

Comme l'expliquait Lénine le bolchevisme n'a joué un rôle dirigeant en octobre 1917 et pendant la guerre civile que pour deux raisons fondamentales, tout d'abord en raison de ses solides bases théoriques mais également grâce à sa pratique au cours de ses quinze années d'existence dans les conditions spéciales de la Russie du début du siècle entre 1903 et 1917 qui lui ont permis de passer à travers une multitude d'expériences allant du « légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste ». Cette particularité a permis qu'en une brève période de temps se concentre une grande variété de méthodes de lutte de classes et que la classe ouvrière comme conséquence de l'arriération du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec avidité et utilement le « dernier mot » de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe⁵¹ ».

[49] R. Rossanda, « De Marx a Marx : clase y partido », in *Teoría marxista del partido político* n°3, Pasado y Presente, Mexico, 1987, p.14.

[50] Pour une vision plus approfondie de cette thématique, voir la série d'articles publiées au cours des mois de mai et juin 2006 dans *La Verdad Obrera*, « Lenin y la historia del Partido bolchevique ».

[51] V.I. Lénine, *Le gauchisme ou la maladie infantile du communisme*, 1920.

[48] L. Trotsky, « Les mouvements ouvriers aux Etats-Unis et en Europa: une comparaison », mai 1938.

Bien que dans des conditions historiques très différentes à celles ayant permis le développement du bolchevisme en Russie, c'est en ce sens que « les manœuvres tactiques » que Trotsky recommandait aux groupes qui constituaient l'Opposition de gauche dans un premier temps puis la IV^e Internationale, à l'image de l'entrisme ou de la tactique de parti de travailleurs, maintenaient un rapport dialectique étroit avec l'objectif de construction de partis ouvriers marxistes à des périodes où les rythmes s'accéléraient, la lutte de classes se faisait de plus en plus aiguë mais le rapport entre le prolétariat et le marxisme révolutionnaire était semé d'écueils et d'embûches en raison de l'existence des partis sociaux-démocrates réformistes ou des partis communistes stalinisés.

Il est bien évidemment nécessaire et prioritaire aujourd'hui que les révolutionnaires continuent à penser à des politiques transitionnelles et à des tactiques sur le terrain de la construction du parti permettant de jeter un pont vers les secteurs les plus avancés de l'avant-garde prolétaire. Ne pas suivre ce chemin signifierait courir le risque de la dégénérescence sectaire dans le cadre d'une période historique au cours de laquelle la perspective de la révolution ouvrière a disparue de l'horizon depuis trois décennies et que la chute du stalinisme et la restauration capitaliste a alimenté la propagande bourgeoise selon laquelle il n'existe aucune alternative au capitalisme.

La plupart des courants d'extrême gauche manifestent un certain scepticisme historique à l'égard de la possibilité de reconstruire le marxisme révolutionnaire au sein de la classe ouvrière et qu'en définitive les masses puisse en venir à se soulever violemment contre le pouvoir bourgeois et remettre à l'ordre du jour la perspective de la révolution sociale.

Les projets de « partis larges » et de « front antilibéraux » sont complètement opposés à une tactique politique qui, comme l'exprimait Trotsky avec la consigne de parti des travailleurs, en aidant les ouvriers à avancer vers l'indépendance politique vis-à-vis de la bourgeoisie et à intervenir dans la lutte politique, ouvrait le chemin du renforcement d'un parti marxiste révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Sans délimitation de classe précise, sans un programme transitoire tendant vers un horizon révolutionnaire, sans une politique d'intervention audacieuse au sein de la lutte de classes actuelle, en prenant chaque lutte comme une véritable « école de guerre » pour lutter pour l'expulsion des bureaucraties syndicales,

pour exercer la démocratie ouvrière, et en dernier ressort, encourager les tendances progressives qui vise à dépasser le corporatisme et à transformer la classe ouvrière en classe hégémonique, aucun front ou parti « antilibéral » ou « anticapitaliste » ne permettra à la classe ouvrière d'avancer dans une perspective révolutionnaire. Tout au contraire, ces projets « travailleront » pour la stratégie de classes ou secteurs de classes ennemis de la révolution.

En plus de la marginalité ou de l'influence quasi nulle des courants de la gauche trotskyste et de la nécessité de surmonter le « sectarisme », un des arguments les plus en vogue pour justifier les constructions « antilibérales » a trait à la nécessité de rénover le marxisme en fonction des changements survenu lors des dernières décennies. Cette « rénovation » apparente ressemble cependant plutôt à l'adoption des nouveaux « dogmes » antimarxistes de notre époque qui nous rappellent la révision théorique commencée par Bernstein à ses débuts. L'adaptation à la réalité telle qu'elle existe est aussi vieille que la politique et une fois de plus, sur ce terrain, la nouveauté n'est que la répétition sur le mode d'un mauvais script des erreurs du passé.

Dans un texte de 1909 dirigé essentiellement aux mencheviques Trotsky décrivait quelques-unes des caractéristiques de l'opportunisme qu'il vaut la peine de rappeler car elles restent d'une brûlante actualité. « Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs interactions, amènent en politique un calme plat, quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre politique, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de "nouvelles" voies, de "nouveaux" moyens d'action. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des "alliés". (...) Lorsque ces alliés de l'opposition ne peuvent le servir, il court au gouvernement : il persuade, il supplie, il menace... Enfin, il trouve lui-même une place dans le gouvernement (ministérielisme), mais seulement pour démontrer que, si la théorie ne peut devancer l'histoire, la méthode institutionnelle ne réussit pas mieux⁵² » .

Historiquement la rupture entre les intérêts immédiats et les objectifs historiques, entre la tactique et la stratégie, entre le « programme minimum » et le « programme maximum » a créé l'opportunisme

[52] L. Trotsky, « Nos différences », juin 1909.

politique et le révisionnisme théorique dans les courants du mouvement ouvrier. En mettant de côté les différences manifestes existant entre les différents courants d'extrême gauche, on peut reconnaître dans la LCR, le PSOL ou la DS au Brésil ou encore le SWP certaines caractéristiques de ce vieil opportunisme.

Comment ne pas penser sinon que croire que le « socialisme du XXI^e siècle » serait un « socialisme patronal » avec Chávez et la bourgeoisie du Venezuela, n'est rien d'autre qu'une contradiction absolue? Comment expliquer le « municipalisme » ou bien le « ministérialisme » de la LCR et du Secrétariat Unifié sans mentionner leur abandon d'une stratégie révolutionnaire et leur adaptation à la « normalité » de la démocratie bourgeoise? Comment interpréter, si ce n'est en s'en référant à l'opportunisme, les accords de gouvernabilité du Bloco d'Esquerda avec la social-démocratie au Portugal? Autrement dit, comment appeler une stratégie consistant à construire pendant toute une étape historique, des mouvements ou des partis larges mêlant révolutionnaires et réformistes?

L'histoire du XX^e siècle a démontré à travers la Révolution russe de 1917 mais fondamentalement « en creux », négativement, qu'il est impossible construire un parti ouvrier marxiste dans le feu d'une période révolutionnaire et qu'au contraire, pour jouer un rôle décisif, ce parti doit avoir développé dans la période antérieure une insertion qualitative dans la classe ouvrière et une expérience pratique dans la lutte de classes qui ait mis à l'épreuve sa théorie, sa stratégie et sa capacité pour influencer les secteurs plus avancés du prolétariat.

Pour celles et ceux qui comme nous continuent à revendiquer la nécessité d'une révolution sociale qui en finisse avec le capitalisme, qui combattent pour la perspective de la dictature du prolétariat, pour le développement d'organes d'autodétermination de masses comme expression la plus élevée de l'intensification de la lutte de classes sur le chemin du pouvoir politique, pour « l'insurrection comme art », le pluripartisme soviétique et le caractère international de la révolution, nous nous devons de continuer à intervenir dans les débats stratégiques en cours afin de recréer le marxisme révolutionnaire.

Comme le soulignait déjà le *Programme de Transition*, « La IV^e Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est de découvrir

les causes des défaites et de préparer la victoire⁵³ ». Comme nous l'avons souligné, ce ne sont pas-là les objectifs des projets opportunistes des « partis larges » sans aucune délimitation stratégique ni délimitation de classe. La discussion contre ces orientations politiques ne doit pas non plus nous entraîner à l'auto-proclamation stérile propre aux groupuscules. Pour avancer vers la construction de véritables partis marxistes révolutionnaires il est nécessaire d'articuler tout un éventail de politiques transitoires qui permette d'accompagner et de favoriser les mouvements de la classe sur la voie de son indépendance politique.

Au Venezuela par exemple où les masses sont en train de réaliser une expérience avec le nationalisme bourgeois de Chávez, nos camarades de la JIR (Juventud de Izquierda Revolucionaria) proposent aux secteurs lutte de classe qui militent dans la C-CURA (Corriente Clasista, Unitaria, Revolucionaria y Autónoma) de la UNT (Unión Nacional de Trabajadores)⁵⁴ et opposés à l'entrée au PSUV de Chavez d'organiser en commun la lutte pour un parti de travailleurs.

En Argentine le PTS fait un appel aux courants trotskistes qui n'ont pas adopté la politique de se dissoudre ou de s'allier avec les secteurs la gauche modérée et qui considèrent que les aspects fondamentaux de la stratégie révolutionnaire du bolchevisme conservent toute leur actualité (à l'image du Partido Obrero et des courants qui comme Izquierda Socialista et le MAS ont formé avec le PTS le Front de Gauche et des Travailleurs pour le Socialisme—FITS) à ouvrir un débat au sujet de la construction d'un parti commun marxiste révolutionnaire, démocratiquement centralisé —ce qui suppose la liberté de tendances— et intervenant en commun dans la lutte de classes afin de permettre à partir de l'expérience et la discussion de surmonter l'atomisation actuelle des forces de celles et ceux qui comme nous revendiquent les drapeaux du marxisme révolutionnaire. Bien que minoritaires, les forces d'extrême gauche marxiste disposent d'une force militante non négligeable et exercent une influence certaine sur les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière et du mouvement étudiant. Elles pourraient ainsi constituer un pôle politique capable de disputer aux courants de gauche la direction des secteurs ouvriers et populaires qui ne croient pas

[53] L. Trotsky, *Le programme de transition*, 1938.

[54] Un des principaux dirigeants de ce courant, Orlando Chirino a soutenu le vote blanc lors du plébiscite sur la réforme constitutionnelle de décembre 2007. Même si le parti auquel appartenait l'ex PRS (Parti Révolution et Socialisme), aujourd'hui dissous, a soutenu Chávez lors des dernières élections présidentielles, à la différence d'autres courants du PRS, le secteur dirigé par Chirino n'est pas rentré dans le PSUV.

au double discours du kirchnérisme. Le PTS insiste également sur l'importance de mener en direction des secteurs syndicaux combatifs une campagne autour de la nécessité de mettre sur pied un grand parti des travailleurs qui serait un canal afin de regrouper l'avant-garde autour d'une politique lutte de classe qui permettrait d'accélérer l'expérience qu'ont commencé à faire d'amples secteurs ouvriers et populaires avec le kirchnérisme.

Bien que Cristina Kirchner a été élu avec la grande majorité des voix du monde du travail il n'existe pas moins en Argentine une importante avant-garde qui a été à l'origine des principaux conflits sociaux ces dernières années. L'extrême gauche ouvrière et socialiste y est insérée, notamment au sein des syndicats du tertiaire (cheminots, enseignants, télécommunications, fonctionnaires, métro, hôpitaux, etc.) mais également au sein de secteurs de jeunes prolétaires qui sont en train de vivre leurs premières expériences de lutte à l'image de ceux du Casino de Buenos Aires. Dans l'industrie, il existe également un processus plus moléculaire d'élection de nouveaux délégués combatifs dans des usines à l'image de FATE, Mafissa, Fresenius, Pepsico, TVB, etc. et on assiste à des luttes très dures contre la précarité (on

songera à la lutte des travailleurs du secteur pêche de Mar del Plata), contre les licenciements ou pour des augmentations de salaire. Les travailleurs qui ont incarné le meilleur de l'expérience de 2001 continuent également à résister comme dans le cas des ouvriers céramistes de Zanon à qui l'Etat continue à refuser l'expropriation définitive de l'usine qui se trouve sous gestion ouvrière depuis cinq ans. Il est probable que la politique officielle de « pacte social » du nouveau gouvernement favorise l'émergence de nouveaux secteurs qui n'accepteront pas les conditions imposées par les accords entre le patronat, la bureaucratie syndicale et le gouvernement.

Nous n'avons ici fait qu'énumérer quelques exemples des formes tactiques que peut adopter aujourd'hui la lutte pour la construction de partis révolutionnaires sans lesquels la classe ouvrière ne pourra pas prendre le pouvoir et reprendre au XXI^e siècle le chemin pris il y a 90 ans par ceux qui en Russie sont montés à l'assaut du ciel.





L'EUROPE, LA GRÈCE ET LA CRISE CAPITALISTE MONDIALE

La crise européenne et la lutte des travailleurs grecs : Un avertissement pour les prolétaires du monde entier.

Grève générale du 5 mai en Grèce.

L'Europe, nouvel épïcentre de la crise économique mondiale.



LUTTE DE CLASSE EN FRANCE

La classe ouvrière en France face à la crise capitaliste. Bilan et perspectives de la vague de luttes de 2009-2010 et tâches des marxistes révolutionnaires.

Philips Dreux, histoire d'une lutte. Combat contre les licenciements, contrôle ouvrier et trahison syndicale.



THÉORIE, STRATÉGIE ET PARTI

Quel parti pour quelle stratégie ?
Éléments de critique des « fronts anti-libéraux » et des « partis larges anticapitalistes ».